N°1833 NOVEMBRE 2021 4 €

LE MONDE LIBERTAIRE

LE MENSUEL SANS DIEU NI MAÎTRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE
MEMBRE DE L'INTERNATIONALE DES FÉDÉRATIONS ANARCHISTES

Même pas peur ?

TERRAINS DE LUTTES p. 4
POUR OU CONTRE LES MANIFS ANTI-PASS

PASSE-PORTS p. 23
AFGHANISTAN : LES FEMMES RÉVOLUTIONNAIRES PARLENT

RÉFLEXIONS p. 47
LE POINT DANS LA GUEULE DU PATRIARCAT

SOMMAIRE INTERACTIF

N° 1833 – NOVEMBRE 2021

1 Couverture Le Cri d'Edward Munch
3 Édito Même pas peur
3 Faits d'hiver Z comme...
3 Strip Monsieur Lhomme

TERRAINS DE LUTTES

4 Mouvement anti-Pass : émancipateur ou réactionnaire ?
6 Fermeture d'un centre de consultations pour enfants scolarisés à Paris
7 Communiqué du comité de soutien aux inculpés du 23 septembre
8 La maternité de substitution : aux ordres du capitalisme et du patriarcat
10 Chère vie, pauvres de nous !
11 Communiqué commun de la CNT Moselle et du groupe de Metz de la FA
12 Réponse à deux articles du ML d'octobre 2021

HISTOIRE

13 Espagne : Les principaux dirigeants de la « transition démocratique » des années 70 ont travaillé pour la CIA
14 A propos du POUM
16 Le tour du Mundaneum en 80 minutes

PASSE-PORTS

19 Cuba La crise cubaine et l'embargo nord-américain
22 Cuba Entre les oligarchies, quelque chose appelé le peuple cubain
23 Afghanistan RAWA. L'Association des femmes révolutionnaires d'Afghanistan
25 Vietnam Une belle rencontre, entretien avec Tran To Nga journaliste
28 Pérou La révolution dans les Andes
29 Crise de foi Le Monde... du silence !

DOSSIER : LA PEUR QUI FAIT PEUR

30 La peur qui fait peur
31 De la peur de la révolution sociale !
33 Les mirifiques philippiques des climatosceptiques
34 La France a peur
36 Quand l'État rend l'enseignement de la peur obligatoire
37 Iran, 5000 prisonniers politiques massacrés pour terroriser la société
40 La peur en Occident de Jean Delumeau
40 Crise de foi Dieu a peur... de l'homme

RÉFLEXIONS

41 Vers une définition de la décroissance
43 Faits d'hiver Mourir d'aimer !
44 Zemmour (3). Le sexisme ne passera pas
45 Les « grand·e·s » et les "riens"
46 Camus, Bourdieu, transfuges sociaux
47 Le point dans la gueule du patriarcat
48 Connais ton ennemi : Aujourd'hui, les libertariens

CULTURES

50 Hommage à Julos Beaucarne
51 News de l'encyclo A

FICHES DE LECTURE

52 En prison pour la Commune
52 Pédagogie de l'étincelle ?
53 La Shoah. Elle a été et reste un impensé majeur de l'anarchisme
53 Sortir de l'ombre

54 Participez à la Ferme Intention
55 Annuaire des groupes et liaisons de la Fédération anarchiste
56 Nestor Makhno

BULLETIN D'ABONNEMENT

LE MONDE LIBERTAIRE

Je choisis mon abonnement

☐ **FRANCE MÉTROPOLITAINE ET DROM-COM**
● **tarif réduit :** chômeur·se·s, étudiant·e·s ● **gratuit** pour les détenu·e·s.

abonnement	standard	soutien	tarif réduit
un an numérique	☐ 11 numéros **22 €**	☐ 11 numéros **42 €**	☐ 11 numéros **11 €**
un an papier + numérique	☐ 11 numéros **44 €**	☐ 11 numéros **85 €**	☐ 11 numéros **22 €**
durée libre papier + numérique	prélèvement automatique ☐ **11 €** / trimestre	☐ **21 €** / trimestre	☐ **5,5 €** / trimestre
offre d'essai 3 mois	☐ papier + numérique **6 €**		

☐ **ÉTRANGER abonnement papier + numérique (uniquement virement et Paypal)**
● **tarif réduit :** chômeur·se·s ● **gratuit** pour les détenu·e·s.

abonnement	standard	soutien	tarif réduit
Union Européenne et Suisse (si paiement en €)	☐ 11 numéros **49 €**	☐ 11 numéros **89 €**	☐ 11 numéros **24 €**
reste du monde	☐ 11 numéros **65 €**	☐ 11 numéros **105 €**	☐ 11 numéros **32 €**

J'envoie ce bulletin sous enveloppe affranchie avec mon règlement à :

Les Publications libertaires – 145 rue Amelot 75011 Paris

☐ **par chèque bancaire :** libéllé à l'ordre de « Les Publications libertaires »
☐ **par virement bancaire : IBAN FR7642559100 0008001514236 17 – BIC CCOPFRPPXXX**
☐ **par prélèvement (abonnement à durée libre)** JOINDRE UN RIB
COMPTE À DÉBITER TITULAIRE :.....
IBAN : |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_| **BIC** : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

mon adresse de livraison

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....
Code Postal .....
Ville .....
Date : |_|_| |_|_| |_|_|_|_|
signature : .....

J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal LE MONDE LIBERTAIRE. Je pourrai suspendre à tout moment mon service au journal par courrier ou par courriel :

administration-ml@federation-anarchiste.org.

ORGANISME CRÉANCIER : PUBLICATIONS LIBERTAIRES
145 RUE AMELOT 75011 PARIS
N° NATIONAL ÉMETTEUR : 58 50 98

signature obligatoire :.....

Le Monde libertaire **est disponible en vente directe et à l'unité sur le site du journal www.monde-libertaire.fr**

ÉDITO

Même pas peur ?

Morts-vivants, spectres, revenants, squelettes… La France aurait-elle peur ? Et la Belgique serait-elle en proie à la terreur la plus fétide ? C'est de saison sans doute. Sous le coup des aléas de l'histoire et des modes, une ancienne fête celtique a été remise au goût jour. Durant cette période, dit-on, la frontière entre le monde des morts et celui des vivants devenait perméable. Les revenants traînant parmi les vivants inspiraient la terreur. En retour, il convenait de faire peur aux revenants pour qu'ils retournent dans leur monde et fichent la paix aux vivants jusqu'à l'année suivante.

Mais aujourd'hui, entre folklore approximatif et opération commerciale, les terreurs d'antan ont perdu de leur substance. On s'amuse à se faire peur, on se fait peur pour rire. Les croquemitaines les plus épouvantables, ce ne sont pas ceux qui ont frappé à nos portes en réclamant « des bonbons ou des sorts »… Apparemment, les monstres qui s'apprêtent à nous hanter vont figurer sur des affiches électorales. La campagne présidentielle en France a déjà démarré, sans dire son nom, avec le spectre de l'extrême-droite toujours présent, comme épouvantail et caution pour les « gentils monstres » quiètement républicain. En Belgique, c'est un autre spectre qui remue et s'extrait de la fange : selon un récent sondage, plus d'un tiers de la population pense « que la société serait mieux gérée si le pouvoir était concentré dans les mains d'un seul leader », se dit désireuse de confier le pouvoir à une « autorité éclairée ».

Nous anarchistes, avons toujours pensé que le parlementarisme était aussi oppressif que les dictatures les plus assumées. Notre projet de société : égalitaire, adelphique, autogestionnaire. Nous restons hostiles à toute forme de gouvernement et continuerons d'inciter la société à s'organiser « d'en bas », sans l'attente d'un sauveur ou d'une sauveuse suprême, tombé·e des urnes ou d'un plébiscite. Même pas peur ! Devant les monstres et les croquemitaines de l'oppression, les anarchistes n'ont jamais accepté de subir la peur. Ils et elles ont recours à une tout autre voie. On appelle ça la révolte.

Christophe

LE MONDE LIBERTAIRE

Le Monde libertaire
145, rue Amelot
75011 Paris

Direction de la publication :
Dominique Lestrat

Maquette mise en page
Philippe Camus
(ductus@me.com)

Prix de vente au n° : 4 €

Dépôt légal :
1er trimestre 1977

N°ISSN :
0026-9433

Commission paritaire :
0624D80740

Numéro d'imprimeur :
19070146

Imprimé par :
Corlet Imprimeur
ZI Rue Maximilien-Vox
14110 Condé-sur-Noireau

FAITS D'HIVER

Z COMME…

Vous l'aurez remarqué, le Monde libertaire, la Raison, la Calotte, l'Union Pacifiste de France… ne sont pas très diserts à propos de l'omni-présent Z.

Non pas que nous nous désintéressions de Z comme zarbi, zigoto, zinzin, zozo, zéro… que nous combattons depuis toujours. Mais à quoi bon mêler notre petite voix à une bulle médiatique dont le seul but est de détourner l'attention du peuple, de l'essentiel. Tant qu'on cause de Z on ne cause pas d'autre chose. Bref, nous laissons cela aux assoiffés d'audimat et aux propriétaires manipulateurs de la société du spectacle qui font l'opinion à leur seul profit… financier et politique. Ils font cela très bien, comme les empereurs romains avec leur fameux « Du pain (un peu) et des jeux (beaucoup) ». La roche tarpéienne (Marie Antoinette et sa brioche) étant, néanmoins, proche du Capitole.

En fait nous nous intéressons plutôt à Z comme Zébulon, zazou, zèbre, zigzag, zen, zygène (comment ça, vous ignorez tout de cette brave bête ?), Zorro et, bien sûr, ZAD (Zone à défendre). Étonnant, non ! ?

Z'oubliais, ze te proute… Machin !

Mohamed Raynaud
Citoyen du monde dont les cendres seront dispersées au grand vent de… la liberté

MOUVEMENT ANTI-PASS : ÉMANCIPATEUR OU RÉACTIONNAIRE ?

Samedi 18 septembre, 17 h, Alès, début de la manifestation : deux interventions se succèdent en réaction à la présence de la Ligue du Midi à la manif de Nîmes et à plusieurs attaques fascistes dans différentes villes sur des groupes de manifestants. Elles formulent qu'il n'est pas possible de construire un mouvement de contestation fondé sur de fausses informations pouvant aller jusqu'à une vision complotiste de la pandémie, ni de marcher côte à côte avec des fascistes. La manif se met en marche, plusieurs dizaines de personnes, après s'être scandalisées de ces propos, jugés « diviseurs », ne suivent pas le cortège… La baisse de la mobilisation, tant localement que nationalement, et la mise à jour de divergences aussi profondes actent pour une partie des manifestants la fin de leur participation à ce mouvement. Samedi 25 septembre, 17h, Nîmes, une personne tente de prendre la parole après de difficiles négociations avec les organisateurs et se fait huer sans pouvoir commencer son intervention. Son tort : ne pas avoir retiré son masque pour prendre la parole. Les organisateurs profitent de cette situation pour chauffer « la foule » et se gargarisent de l'élan « *démocratique* » [sic] qui a empêché cette personne de prononcer le moindre mot. Ils lancent la manif, ravis de se débarrasser de personnes qui pouvaient amener d'autres discours que la propagande antivax et faire un tant soit peu barrage à la présence de l'extrême-droite dans ce cortège. Présence qui semble beaucoup moins les gêner que celle de Gilets jaunes, anarchistes, antifascistes ou autres révolutionnaires.

Ces deux événements gardois nous semblent significatifs de la situation actuelle de la mobilisation contre le Pass…

Alors, mouvement anti-Pass : émancipateur ou réactionnaire ?

Lors de son allocution du 12 juillet, Emmanuel Macron annonce l'instauration du Pass sanitaire et dans le même temps la continuité de ses réformes libérales (chômage et retraites). Un mouvement émerge contre cette nouvelle mesure autoritaire : des centaines de milliers de personnes se mobilisent chaque samedi durant l'été.

Pour nous (GJ de Nîmes, d'Alès et du Gard, participants au mouvement Occupons partout, militants des mouvements sociaux…) il semblait logique d'y participer et de dénoncer la logique gouvernementale de gestion de crise qui met en priorité le maintien des profits avant la santé publique, n'utilise que la carotte et le bâton comme outils de gouvernance et qui, malgré la situation, continue à faire passer des réformes antisociales.

La logique de ce Pass et sa mise en œuvre ne pouvaient produire que défiance vis-à-vis d'une politique vaccinale promue par un gouvernement et appuyée par des médias qui répandent des mensonges depuis le début de la pandémie (dangerosité d'abord minorée du virus – « Allons au théâtre, allons voter » -, non utilité du masque puis obligation même en extérieur et isolé…), sans compter le cynisme (abandon des personnes en EHPAD, fermeture de 5700 nouveaux lits d'hôpitaux en 2020…). Pour nous, le Pass sanitaire est un pas de plus dans la dynamique autoritaire du gouvernement, allant jusqu'à diffuser un système de contrôle de la population où n'importe qui est contraint d'être le flic de son semblable. De plus, cette mesure divise la population, excluant de nouvelles personnes de nombreux pans de la vie sociale (hôpitaux, bars, restaurants, médiathèques, centres sportifs, festivals…). Cette politique, avant même de toucher les « opposants à la vaccination », impacte directement les plus précaires, ceux éloignés du système de santé, des outils numériques… n'ayant pas accès, de fait, à la vaccination et déjà touchés par les récentes crises économiques et par les confinements.

Vouloir s'émanciper du capitalisme

Il nous semblait logique de dénoncer tout cela ainsi que la marche du capitalisme qui nous a conduits à cette situation : déforestation massive ou faille de sécurité dans un laboratoire, massification des échanges commerciaux responsables de l'apparition de la pandémie ; non anticipation des risques (non renouvellement des stocks de masques, abandon au privé de la recherche scientifique, réduction des dépenses publiques dont le système de santé fait les frais…).

Même au cœur de la pandémie et malgré les beaux discours sur le monde d'après, rien ne change. Refus politique de lever les brevets sur les vaccins, de permettre aux pays, voire à des continents entiers qui n'y ont pas accès, de pouvoir protéger leur population… Pourtant, sortir les vaccins du domaine privé pourrait à la fois faire gagner en efficacité au niveau scientifique en facilitant une coopération internationale de la recherche, faciliter leur production à une plus grande échelle pour couvrir les besoins au niveau planétaire et enlever la mainmise sur les vaccins des grands groupes pharmaceutiques pour qui les profits restent la motivation première.

Logiquement, les raisons de la condamnation de ce Pass diffèrent selon les individus et groupes présents dans ces manifestations. Mais, au-delà d'un réflexe initial de refus, il était pour nous évident que le « mouvement anti-Pass » devait approfondir la critique qu'il porte et développer ses revendications. C'est l'évolution de tout mouvement de contestation. Sinon il meurt !

Dis-moi qui tu suis je te dirai qui je hais

Malheureusement, dans la plupart des villes, le mouvement est confisqué par des leaders auto-proclamés en recherche de promotions électorales et/ou de notoriété (la blouse blanche conférant une certaine légitimé, certains n'hésitant pas à l'endosser, même sans aucun bagage médical). Les mots d'ordre sont réduits aux slogans « *Liberté* », « *Touchez pas nos enfants* » et « *Non au Pass* ».

Les discours n'abordent jamais les problèmes systémiques liés à cette crise mais se fixent sur le refus du vaccin, des masques ou des gestes barrières, dans une propagande fondée sur de fausses informations et un refus de toute réflexion rationnelle sur la situation.

C'est que derrière tout ça des groupes politiques sont à l'œuvre : Réinfocovid et ses sous-structures inondent les réseaux sociaux de leur désinformation et construisent un maillage duquel les organisateurs des manifestations de nombreuses villes font partie.

A côté de ce groupe à la pseudo-légitimité scientifique, toute une nébuleuse conspirationniste diffuse ses thèses et grossit les manifestations anti-Pass (Conseil National de Transition, QAnon, Rose Blanche [sic]…). Malgré leur apparence bon enfant et leurs discours de façade bienveillants, qui usent et abusent des mots « *amour* », « *humanité* », « *écoute* », « *bienveillance* », « *éveil* », « *partage* », « *démocratie* », etc. ces groupes véhiculent une vision eugéniste et réactionnaire de la société, qui les place dans le champ idéologique de l'extrême droite.

Ceux qui veulent s'émanciper de la science

Derrière l'invasion de fake news autour des masques, puis du vaccin, se cache une vision du monde basée sur le refus de la science, du progrès scientifique et de toute démarche rationnelle. C'est le retour de systèmes de pensée basés sur les croyances. Nul besoin qu'une information soit vérifiée, chacun peut aller comme au supermarché trouver celle qui lui convient le mieux ! Ainsi, plus de vérité commune à l'humanité, et c'est bien ça que ces groupes cherchent : en finir avec toute pensée universelle pour détruire toute possibilité de solidarité au-delà des différences et des frontières. S'y cache aussi une vision eugéniste de la société. En prônant l'immunité « naturelle » comme remède, ils jugent acceptable l'élimination des plus fragiles, des vieux, des trisomiques, des séropositifs, des cancéreux, des diabétiques, des « déjà malades de toute façon » etc. Cela serait un mal nécessaire, dans l'ordre des choses. On est alors très loin des valeurs de solidarité qu'on aurait pu penser portées par un mouvement qui n'a de cesse de crier « *Liberté !* ».

La bête immonde qui monte qui monte

Ce refus de la pensée rationnelle est un excellent terreau pour des thèses complotistes dont certaines renouent avec un passé que l'on préférerait enterrer : retour d'un antisémitisme à peine masqué (comme l'hashtag #Qui ? par exemple), banalisation de la période nazie et de la solution finale (port de l'étoile jaune et références diverses à cette période pour qualifier la situation actuelle…). Il n'y a malheureusement pas à s'étonner que le négationnisme fasse son retour sur la scène publique. Dès lors, la présence de l'extrême droite « officielle » dans ces manifestations, des Patriotes de Philippot sur Paris, à la Ligue du Midi, l'Action française ou les Jeunesses identitaires à Montpellier, Lyon, Nîmes, Toulouse, Lille n'a rien d'étonnant… Ils y sont même invités par certains organisateurs pour faire le service d'ordre et s'y plient à merveille en attaquant tous ceux qui ne rentrent pas dans le cadre étriqué de leurs perspectives politiques : militants de gauche, révolutionnaires, antifascistes, non-blancs…

L'extrême-droite, sous ses multiples formes (du skinhead repoussant au toubib à l'allure cool) est donc à la manœuvre pour obtenir l'hégémonie et faire de cette mobilisation citoyenne, un tremplin pour ses théories nauséabondes et ses appétits de pouvoir. Ces forces-là, d'ailleurs, voient- elles vraiment d'un mauvais œil l'instauration d'une société de flicage aux QR codes omniprésents ?

Les fachos aboient la caravane capitaliste et sécuritaire passe

Les gens lassés de ces discours ont quitté les manifs, qui n'ont pas cessé de décroître depuis la mi-Août. Peu à peu, il a été de plus en plus compliqué de tenir un autre discours que celui porté par la propagande antivax, de rechercher une analyse rationnelle de la situation et des possibilités d'en sortir en limitant les dégâts humains. Comme il est devenu de plus en plus compliqué de dénoncer la présence et les attaques de groupes ouvertement fascistes dans les manifestations : certains reprochent à ces prises de position de semer la division et de faire le jeu de Macron.

Cette pandémie n'a pas fini d'avoir des conséquences sur nos vies. Elles seront évidemment d'ordre sanitaire mais pas uniquement. Le capitalisme, déjà en crise avant l'apparition

de ce nouveau virus, œuvre pour se maintenir et maintenir le profit des entreprises et des actionnaires, « *Quoi qu'il en coûte* ». Pour ça, le gouvernement maintient son cap de destruction des mesures de protection sociale. La réforme du chômage va priver ou diminuer les ressources de nombreuses familles, alors même que la pandémie actuelle a provoqué de multiples licenciements. La réforme des retraites va encore allonger l'âge de départ à la retraite alors même qu'il est de plus en plus difficile de trouver du travail passé 50 ans et que les personnes âgées sont les plus exposées au virus ! Toutes ces réformes cyniques ont leurs versants sécuritaires. En effet, il ne faut pas chercher d'autres raisons à la déferlante de lois et de mesures répressives que de nous maintenir par la force dans l'obéissance face à un pouvoir qui travaille pour l'intérêt d'une classe dirigeante toujours plus riche et toujours plus restreinte.

D'autres combats sont à mener. Il semble évident que l'absence de réponses à tout cela dans les mobilisations anti-Pass ne peut satisfaire une population qui subit cette accélération libérale. De nouvelles explosions de révoltes sont à venir. Nous devons tirer comme enseignement de ce mouvement que l'unité est nécessaire mais ne peut se trouver que par une écoute et une approche rationnelle, loin des diviseurs professionnels que sont les leaders auto-proclamés en campagne électorale, les gourous aux discours fanatiques et l'extrême droite spécialiste de la division entre les exploités (origines, sexes…).

Pour que vive la lutte.
Pour la liberté, l'égalité et la solidarité entre toutes et tous !

Des GJ de Nîmes, d'Alès et du Gard,
participants au mouvement Occupons partout, militants des mouvements sociaux…

FERMETURE D'UN CENTRE DE CONSULTATIONS POUR ENFANTS SCOLARISÉS À PARIS

Les CAPP (Centre d'adaptation psycho-pédagogique) de Paris sont dix structures d'aide et de soutien visant à favoriser la prévention, l'adaptation et l'intégration scolaire, personnelle et sociale des enfants et adolescents en difficulté.

Un médecin, des psychologues, des orthophonistes, des psychomotriciens, une assistante sociale et des enseignants spécialisés assurent le suivi des enfants et de leurs familles dans chaque centre.

Nous vous informons que le CAPP Panoyaux, situé dans le XX^{e} arrondissement de Paris est brusquement menacé par l'installation de PSR (Paris Santé Réussite) dans ses locaux. PSR est un dispositif qui fait essentiellement des bilans, des indications orthophoniques et des prescriptions.

L'installation de PSR à Panoyaux entraînera le départ de deux tiers du personnel du CAPP et réduira de 75 % le nombre d'enfants suivis au centre.

C'est une catastrophe dans ce quartier REP (Réseau d'éducation prioritaire) ET REP+ particulièrement sensible, où les familles sont très démunies et en cette période post-confinement et où les besoins sont accrus.

Les personnels DASES (Direction de l'action sociale de l'enfance et de la santé) et Éducation Nationale, des syndicats DASES et EN, l'association APPROCAP, les parents, professeurs, directeurs, principaux, proviseurs, sont mobilisés pour bloquer ce projet « délétère » et maintenir intact le CAPP Panoyaux qui, depuis des années, est un lieu de soins psychodynamiques et de recours pour de nombreuses familles du quartier.

PSR, composé de neuropsychologues et pédopsychiatres prescripteurs de ritaline et de thérapies cognitivo-comportementales (essentiellement adressées en libéral), ne fait pas du tout le même travail que les CAPP et pourtant, la ville a décidé de ponctionner locaux et personnels de ces derniers.

Au-delà de cette action coup de poing, c'est l'avenir de tous les CAPP de Paris qui est en danger.

Pierre Lacanaille
Sympathisant FA

COMMUNIQUÉ DU COMITÉ DE SOUTIEN AUX INCULPÉS DU 23/09

L'ANTIFASCISME N'EST PAS UN CRIME NOS LUTTES SONT LÉGITIMES !

Les 22 et 23 septembre 2021, sept militants antifascistes lyonnais ont été interpellés dans le cadre d'une affaire politique montée de toutes pièces par la Préfecture. Jeudi 23 septembre, quatre d'entre eux ont été placés en détention en l'attente de leur procès qui aura lieu le 4 novembre.

Cette affaire fait suite à une altercation survenue lors d'une manifestation contre le pass sanitaire en août avec des nervis du groupe intégriste catholique d'extrême droite Civitas. Les supposées victimes n'ayant pas porté plainte, le Parquet s'est auto-saisi de l'affaire et a demandé le placement en détention de l'ensemble des prévenus. Quatre d'entre eux ont donc été incarcérés après leur passage devant le juge des libertés et de la détention dans le cadre d'une comparution à délai différé. Cette procédure récente à caractère exceptionnel vise à mener une justice expéditive ne laissant pas le temps aux inculpés de préparer leur défense.

Malgré l'absence de plainte, les chefs d'inculpation sont :

> Violences volontaires en réunion n'ayant pas entraîné d' ITT (Interruption temporaire de travail).

> Groupement en vue de la préparation de violences contre les personnes ou de destructions ou dégradations de biens durant une manifestation.

> Participation à une manifestation non déclarée.

> Refus de donner leur code de déchiffrement (téléphone portable).

Ces inculpations fantaisistes et arbitraires s'inscrivent dans le cadre d'une véritable offensive de la Préfecture contre les militant·es antifascistes lyonnais.es depuis plusieurs mois (harcèlement policier, poursuites judiciaires délirantes, campagne sur les réseaux sociaux, etc.). Acharnement auquel contribuent les différentes prises de positions politiques autour du combat antifasciste : il y a quelques semaines, Laurent Wauquiez menaçait ainsi de retirer les subventions d'une salle de spectacle accueillant le Lyon Antifafest.

Ces différentes attaques ne sont pas le fruit du hasard. L'extrême droite a voix aux chapitres partout dans les médias. Dans toutes les villes, des groupuscules d'individus racistes, misogynes, antisémites, homophobes, transphobes, etc. ne cessent de partir en chasse contre celles et ceux qu'ils veulent épurer. A Lyon, ces groupuscules disposent de salles pour organiser leurs ratonnades et leurs agressions contre des manifestant.es ou des locaux militants. Ils agissent en toute impunité et ne font jamais l'objet d'aucune poursuite pendant que nos luttes sont criminalisées.

Le Parquet aux ordres, les juges d'instruction et leurs associations de malfaiteurs, les juges des libertés qui en privent seulement celles et ceux de notre classe, agissent de concert dans l'intérêt de ceux qui prônent la haine. Nous ne sommes pas de ce camp-là. Nous ne laisserons pas nos camarades se faire enfermer par un pouvoir qui protège les pires ordures fascistes sans rien faire.

L'antifascisme n'est pas un crime et nos luttes sont légitimes !
Libération immédiate pour nos camarades !
Relaxe pour tous les inculpés du 23/09 !

Le comité de soutien aux inculpés du 23 septembre

Contacts :
Mail : comitesoutien2309@riseup.net
Facebook : Comité de soutien aux inculpés du 23.09
Instagram : comité_soutien_2309

LA MATERNITÉ DE SUBSTITUTION
AUX ORDRES DU CAPITALISME ET DU PATRIARCAT

A l'occasion du Salon « Désir d'enfant » qui s'est tenu à Paris, les 4 et 5 septembre 2021, la Coalition internationale pour l'abolition de la maternité de substitution (CIAMS) a manifesté son opposition à la gestation pour autrui (GPA). Elle fera de même, à Bruxelles, le 5 novembre prochain, par un rassemblement de protestation contre le salon européen « Men having babies ».

Des agences de location de ventres des femmes.

En effet, sous couvert de désir d'enfant, légitime pour certaines personnes, les tenants de la GPA tiennent des stands pour vanter la solution miracle, celle de louer le ventre d'une femme, très souvent pauvre voire très pauvre, et ce pendant neuf mois en ayant choisi l'ethnie, la robustesse et la docilité de la femme porteuse. Choix à la carte sur catalogue, pour l'ethnie ; décision médicale pour la robuste santé pour supporter non seulement la gestation mais aussi le traitement hormonal ; sélection et recrutement par des entreprises commerciales pour la docilité. Au total, des couples riches, couples d'intention, achètent un bébé à naître en toute « sécurité », pendant que la mère porteuse doit se plier à des injonctions quant à sa propre vie sexuelle, sa nourriture, ses activités, constamment sous surveillance et même vidéo-surveillance, à la façon d'accoucher (voie basse ou césarienne) pour que le bébé soit le plus « parfait » possible ! Et médecins, mais surtout agences et cliniques privées, fortement lucratives, empochent ce qui est soutiré au couple en « mal d'enfant », souvent plus de 50 000 €. Pour la mère porteuse, neuf mois d'esclavage et quelques miettes, en dessous de 1 000 €, si l'enfant est viable, sinon rien. C'est donc enfanter pour autrui et par contrat. Et quel contrat ! Ainsi, dans des pays pauvres, des femmes mettent au monde des enfants occidentaux : les ovules sont inséminés avec le sperme, et l'embryon est ensuite implanté dans l'utérus de femmes ukrainiennes, géorgiennes, russes, kazakhstanaises, voire même cubaines.

BANART

Voyage en Ukraine : que des avantages !

> Programmes de GPA à prix fermés qui incluent la plupart des éventualités possibles.
> Pas de frais supplémentaires.
> Un personnel dédié au contrôle et à la surveillance des processus.
> Tarif de 50 000 à 60 000 € au total.
> Seulement à 3 heures et demie de vol.

Des appellations comme maternité de substitution altruiste et même solidaire cachent la même réalité, sauf que la mère porteuse, parce qu'altruiste ou solidaire, n'est pas rémunérée ni dédommagée !

Guerre de classe : Les femmes ne sont pas à louer, les enfants ne sont pas à vendre.

La CIAMS œuvre pour l'abolition de la maternité de substitution car c'est une violence faite aux femmes, violence médicale, sociale, économique et psychologique. C'est une forme d'exploitation des femmes et des enfants. Si des femmes sont amenées à se présenter à des recrutements en vue de devenir mères porteuses, c'est qu'elles ont une motivation matérielle. À de très rares exceptions, les mères porteuses ne sont pas issues des catégories socio-professionnelles supérieures, ou ayant une carrière professionnelle confortable. En revanche, les commanditaires disposent de ressources financières conséquentes. Dans ce rapport inégalitaire entre commanditaire et femme qui propose d'être mère porteuse, il s'agit de rapports sociaux de sexe, de classe et de race : aucune émancipation des mères porteuses au bout des neuf mois, mais une longue exploitation faisant perdurer des conditions inégalitaires. Même si l'enfant commandé et « acheté » par les parents d'intention sera choyé parce que désiré, il n'en reste pas moins que l'enfant est un être humain qui ne peut faire l'objet d'aucune transaction. Aucune réglementation ne peut combattre l'exploitation et la marchandisation : elle ne servirait qu'à légitimer une pratique qui repose sur la réduction de la femme au statut de corps disponible, et la réduction de l'enfant au statut d'objet de transaction. Comme pour la prostitution, la réglementation renforce la mise en concurrence des femmes suscep-

tibles de devenir mères porteuses, ce qui fragilise les plus démunies, et les enfants viendraient au monde sur la base d'un contrat visant leur vente-achat, ce qui est incompatible avec la dignité humaine.

Comme l'écrivait Kajsa Ekis Ekman, journaliste féministe et anarchiste, en 2013, « *l'origine du commerce de la maternité remonte aux années soixante-dix aux États-Unis. Des annonces ont commencé à paraître dans les journaux : des hommes, dont les femmes étaient infertiles, cherchaient d'autres femmes susceptibles de mettre au monde un enfant en échange d'une somme d'argent.* » Mais bien vite, des agences ont fleuri pour organiser ce trafic, en situation semi-légales : aujourd'hui, soit le pays autorise, soit il ne produit aucune loi, soit il édite une loi interdisant la GPA. Le développement de la maternité de substitution est un commerce mondialisé, comme l'est le système prostitutionnel. Kajsa Ekis Ekman comme Richard Poulain (2005,) et comme bon nombre de féministes, particulièrement celles qui militent au sein de la CIAMS, dénoncent l'appropriation du corps des femmes, des enfants et des jeunes hommes dans un capitalisme et un patriarcat qui transforment les corps en marchandise sexuelle ou maternelle : un continuum dans les injonctions sur le corps, les violences sexistes et sexuelles, la maternité de substitution et la prostitution.

Batailles juridiques

Pourtant, les travaux de la Conférence de la Haye (HCCH) progressent inexorablement pour élaborer un Protocole sur la filiation dans le cadre de la GPA. Ce Protocole donne surtout un cadre à la GPA, ce qui va en légitimer le recours, particulièrement à la GPA transfrontière. Les 85 États membres de la Conférence de la Haye de droit international privé valideront, ou non, ce Protocole fin 2022 ou début 2023. Pour la CIAMS, année après année, elle tente d'infléchir les travaux de la Conférence. À ce jour, elle adopte la stratégie qui consiste à demander aux États qui interdisent la GPA de se coaliser pour rejeter ce Protocole lors du vote final en séance plénière en 2022 ou 2023. Cela concerne notamment l'Autriche, l'Italie, l'Espagne et la France. La rapporteure spéciale des Nations-Unies sur la vente et l'exploitation sexuelle des enfants a mandaté une ONG, l'International Social Services (ISS), pour écrire « *les Principes de Vérone pour la protection des droits des enfants nés par recours à la maternité de substitution* »…. Ces Principes sont destinés à inspirer et orienter des réformes législatives. En opposition avec les conventions internationales les plus importantes pour les droits des femmes et des enfants, ces principes auront pour effet de légitimer le recours à la GPA transfrontière.

Suite à la condamnation, en 2015, par le Parlement européen du recours à la maternité de substitution, des féministes en Amérique du Sud et aux États-Unis ont utilisé cette décision pour combattre l'ouverture de la GPA dans leur pays. Il est donc crucial que le Parlement européen renouvelle sa condamnation pour aider les femmes d'autres pays.

Compte tenu de l'agenda européen, des actions sont prévues : amendements pour condamner la GPA dans le rapport sur la démocratie et les droits humains dans le monde, discuté au quatrième trimestre ; position sur la prostitution par la Commission FEMM du Parlement européen ; position de la CIAMS et de la Commission sur la GPA l'année suivante ; prise en compte de l'exploitation sexuelle et reproductive des femmes parmi les violences faites aux femmes.

En ce mois de novembre au cours duquel nombre de manifestations et d'initiatives sont organisées contre les violences faites aux femmes, ce combat contre la pratique de la maternité de substitution doit faire partie de la mobilisation féministe. Notre corps non seulement nous appartient mais nous luttons également contre la dimension dissociative de soi que d'aucuns nous imposent.

Hélène Hernandez
Groupe Pierre Besnard

Richard Poulin (coord.), *Prostitution, la mondialisation incarnée. Points de vue du Sud*, Éditions Syllepse et Centre Tricontinental, 2005.

Kajsa Ekis Ekman, *L'être et la marchandise. Prostitution, maternité de substitution et dissociation de soi*, M Éditeur, 2013.

Ana-Luana Stoicea-Deram, Marie-Josèphe Devillers et Catherine Morin Le Sech, *Pour le respect des femmes et des enfants, abolir la maternité de substitution*, The BookEditions, 2019. A paraître en 2022 aux Éditions Spinifex, en anglais, espagnol et français.

Coalition internationale pour l'abolition de la maternité de substitution : abolition.surrogacy@gmail.com http ://abolition-ms.org/

CHÈRE VIE, PAUVRES DE NOUS !

On s'en doutait, mais cette fois, les douces illusions, on peut pour de bon s'asseoir dessus. Monde d'après ? C'est en fait le monde d'avant, encore, toujours, avec le cynisme en plus : assez rigolé, maintenant, va falloir rattraper le retard ! Au boulot, les feignasses ! D'ailleurs, on se frotte les pognes chez les exploiteurs : ça gaze, la croissance va reprendre sa courbe à la hausse. Mais comme tu le sais, le retour de la croissance profitera d'abord à toutes celles et tous ceux qui tirent leurs revenus du capital. Et comme tu le sais aussi, prolo, chômeur ou chômeuse, tu n'en fais pas partie. Prépare-toi au monde d'après, le monde d'avant avec une belle plus-value : la vie chère !

Augmenter les prix ? Faisable...

Vie chère ?

> Le gaz naturel, par exemple, coûte presque 50 % de plus qu'il y a un an. Son prix est repassé au-dessus de son niveau d'il y a 3 ans qui était déjà particulièrement élevé.

> L'électricité, elle, coûte 17 % de plus qu'il y a un an et bat son record historique de prix.

> Le carburant a augmenté de 15 % en un an.

> Le mazout coûte jusqu'à 22 % plus cher.

> Boire un pot dans un café ou manger un bout dans un restaurant vous coûtera en moyenne 3,4 % de plus.

> Le tabac (+8,3 %), les services bancaires (+12 %) et les services postaux (+18 %).

> Pour le mois d'août, l'achat de véhicules a enregistré une hausse moyenne de 1,1 %.

> Les prix du pain et des céréales ont été majorés de 2 % en moyenne.

> Les chambres d'hôtel ont connu une hausse de prix moyenne de 7,3 %.

> Le prix des boissons alcoolisées a augmenté de 3,1 % en moyenne.

> Les prix du sucre et des autres produits sucrés ont enregistré une hausse moyenne de 4,6 %.

> Les loyers privés ont également connu une hausse de prix à hauteur de 0,4 % en moyenne.

> Les soins corporels ont augmenté de 1 % en moyenne...

Augmenter les salaires ? Et encore quoi ?

Le capitalisme a résolu la question du sens de l'existence. Pour faire court, cela tient à cette maxime : vivre coûte cher... Donc tu dois bosser, contribuer à faire prospérer ton entreprise, permettre aux dirigeants et dirigeantes d'entreprise d'engranger du bénéfice, pourvoir les actionnaires en gras dividendes...

Si l'on en croit les pontes de la FEB, faire la grève pour réclamer une révision de la loi sur la norme salariale (1996, révisée en 2017) est irresponsable. Négocier, pour elles et eux, ça revient à convaincre le ban ouvrier que la rentabilité des entreprises repose sur leur docilité. Accepter de vivre dans un monde où tout augmente, sauf les salaires... « Allez, les gueux, ramassez ces 0,4 % et estimez-vous satisfaits ! » Les yeux et la bouche en cœur, les chevaliers blancs de l'entreprenariat capitaliste nous redisent qu'on a déjà l'indexation automatique des salaires et que les larbins que nous sommes devraient déjà bien se contenter de ça. « Vous imaginez qu'on paye travailleurs et travailleuses plus cher qu'ailleurs ?! Mais c'est la porte ouverte à la fuite des entreprises et des investisseurs ! » Ah ben oui, bananes ! Si vous continuez de penser comme au XIXe siècle que les entreprises doivent appartenir à des chefs, à des capitaines, à des patronnes ou des patrons...

Nous, nous réclamons l'expropriation des entreprises et des terres, et une organisation autogérée dans tous les secteurs de l'économie. Pour inverser l'ordre des priorités. La prospérité n'est aujourd'hui qu'un moyen visant une fin : enrichir les détenteurs et détentrices du capital. Pour les 99 % demeurant sur le carreau : travailler plus pour gagner 0,4 % de plus, et puis les fins de mois difficile, la nécessité de choisir entre se nourrir, se loger, se chauffer, se soigner. Vie chère, qu'on t'a dit... Pauvres de nous !

Groupe Ici & Maintenant
(Belgique)

COMMUNIQUÉ COMMUN DE LA CNT MOSELLE ET DU GROUPE DE METZ DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE SUR LA MANIFESTATION ANTINUCLÉAIRE DU 2 OCTOBRE À METZ

SOLIDARITÉ AVEC LE CAMARADE INTERPELLÉ ET CELLES ET CEUX QUI ONT ÉTÉ MENACÉS DE VERBALISATION

Contre Bure et son monde, contre la criminalisation de nos luttes !

À Metz, sur la place de la République, le week-end du 1-2-3 octobre a accueilli le festival antinucléaire Vent de Bure/Cattenom. Une manifestation était prévue le samedi après-midi au départ de la place de la République, comme la classique manif anti-pass depuis des semaines. Mais la police a décidé d'interdire la manif antinucléaire, au motif qu'elle n'avait pas la "force" de "sécuriser" les deux cortèges, pauvre d'elle...

Nous avons alors décidé de quand même prendre la rue contre le nucléaire, Bure et son monde.

Les militants antinucléaires et anti-pass se sont donc retrouvé.e.s au même endroit. Les cortèges antinucléaires se sont alors calés derrière les anti-pass en laissant un espace pour ne pas que les slogans s'entrechoquent trop. L'extrême-droite était présente (des royalistes, des groupies de Philipot ou Le Pen...) et a très vite provoqué le cortège antinucléaire qui s'est transformé en un cortège antifa.

Après quelques minutes de tension, les fachos repartent hués par une partie de la foule. Un peu plus tard, ils referont leur apparition pour s'infiltrer et se cacher au sein du cortège anti-pass bien à l'abri du cortège antifa/antinucléaire.

La manif antinuc avait une très bonne ambiance, révolutionnaire, écologiste radicale, anti-pass , antifasciste... Le cortège a rompu avec le parcours des anti-pass pour repasser dans le centre ville avant de revenir vers la place de la République. Juste avant de revenir au point de départ, la police nasse le cortège et resserre progressivement le filet.

Un camarade, mineur, et ne voulant pas risquer une amende de 135 euros, a tenté de s'exfiltrer et s'est fait interpellé. Il a été placé en GAV pour « rébellion » alors qu'il n'a opposé aucune résistance lors de son interpellation, il n'aurait pas pu de toute façon car trois représentants de l'ordre étaient sur lui.

Pour les autres individus de la nasse, leur identité a été prise et iels ont tou·te·s été menacé·e·s de verbalisation.

La CNT Moselle et le Groupe de Metz de la Fédération Anarchiste dénoncent cette répression qui s'abat sur nos luttes dans le seul but de les criminaliser.

Nous dénonçons également les pressions policières que nous subissons, et en particulier sur notre camarade mineur.

Ne nous résignons pas face à la répression qui s'abat sur nous et soyons solidaires avec le camarade interpellé et celles et ceux menacé·e·s de verbalisation !

CONTRE LA CRIMINALISATION DE NOS LUTTES, CONTRE BURE ET SON MONDE, CONTRE LE PASS SANITAIRE ET CONTRE LES FACHOS, EN UNIFORME OU NON !

GROUPE DE METZ – FÉDÉRATION ANARCHISTE – QUI SÈME LA MISÈRE RÉCOLTE LA COLÈRE

@GROUPEFAMETZ
groupedemetz@federation-anarchiste.org

cnt.57
CNT MOSELLE
ud57@org

CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL – 57

RÉPONSE À DEUX ARTICLES DU NUMÉRO PRÉCÉDENT

Le texte qui suit est une réaction aux articles « La liberté… et l'égalité, et la fraternité, bordel ? » et « Licence, liberté et vaccination » du numéro 1832 d'octobre 2021 du *Monde Libertaire.*

Les propos et les postures de ces deux articles ne me semblent pas dignes d'« anarchistes » et de « libertaires ». En effet, qualifier les manifestants opposés au pass sanitaire de « gogos » et de « tanches » à « plaindre » car ayant une « absence de culture politique » et de « la misère en matière de connaissance scientifique » reflète un manque d'humilité et de respect dommageable, une méconnaissance de ces manifestants et de la diversité les composant ou bien les deux à la fois. De même, prétendre que ces manifestants ne se rallient qu'au cri de « liberté(s) » individuelles est également une généralisation éloignée de fait de la réalité.

Faisant partie comme vous d'un collectif de personnes se pensant « anarchistes », j'ai participé avec d'autres à certaines des manifestations opposées au pass sanitaire et à la vaccination obligatoire. Le motif de notre participation à ces manifestations n'était pas la liberté individuelle absolue et donc pas ce que vous appelez la licence. Notre participation à ces manifestations relevait d'un profond anti-autoritarisme et d'une volonté farouche de défendre conjointement la liberté et l'égalité. Les cris principaux dans les cortèges dont nous faisions parties étaient ainsi une alternance de « liberté(s) » et de « solidarité(s) ».

Pour nous, la question n'est pas scientifique mais politique. L'idée n'est pas de se positionner sur un débat scientifique autour de la vaccination ou de la santé mais plutôt d'affirmer comme vous l'avez d'ailleurs évoqué dans vos articles, que le problème de cette pandémie vient non seulement du capitalisme et de la mondialisation sans limites qu'il entraîne mais aussi de la gestion autoritaire de l'État qui a poursuivi l'intensité de son infantilisation et de son flicage.

Contrairement à ce que vous dites, nos convictions ne viennent donc pas de « gourou », d'« experte ou expert autoproclamé » ou de quelque « média alternatif » mais bien d'une culture

politique dont la question principale réside sans doute dans la difficile cohabitation et dans l'équilibre de la liberté et de l'égalité, du collectif et de l'individualité.

Nous estimons que le vaccin peut être un outil de protection pour les plus fragiles mais qu'il ne doit pas être le seul ni même le principal outil, que la protection de tous dans le cas d'une pandémie comme celle-là doit passer par la solidarité, par la protection responsable en prévention, par l'autogestion et l'autoformation des soins et par la réduction des échanges de marchandises et de personnes ce qui implique évidemment de relocaliser la production aux échelles adaptées de tout ce qui est essentiel à l'existence…

Ce ne sont pas les non-vaccinés qui font porter des risques sanitaires aux autres, d'ailleurs allez dire aux gens des pays n'ayant pas les moyens de vacciner massivement leur population que c'est de leur faute…

Je voudrai également répondre sur la critique et les idées évoquées autour de la science dans les deux articles cités précédemment. La vision idéalisée de la science et des scientifiques cherchant pour « beaucoup » le « consensus scientifique » et le « partage » de leurs recherches me semble là aussi éloignée de la réalité. Sans entrer dans les détails, il convient de rappeler la culture individualiste et individualisante du *publish or perish*, le besoin constant de chercher des financements pour conduire leurs études et surtout le fait que la majorité des études sont publiées par des éditeurs privés et sont donc payantes pour ne pas se voiler la face sur « la science ». Oui, « la science doit être utilisée pour aller vers le progrès » mais le passé des mouvements anarchistes doit nous rappeler que la critique de la science doit être partie prenante de cette quête de progrès social.

Enfin, la phrase « Nous ne sommes pas anarchistes parce que nous aimerions le chaos. » montre justement un manque de culture scientifique car dans le domaine des sciences cognitives et plus particulièrement dans la théorie des systèmes dynamiques non linéaires, le « chaos » est utilisé pour décrire l'état d'un système ayant une organisation complexe basée sur l'autogestion des éléments composant le système, dans ce contexte on voit apparaître clairement des rapprochements entre l'anarchie et le chaos et pour une fois ces rapprochements sont plutôt positifs !

E. B.
Groupe ELAFF

Espagne : Les principaux dirigeants de la « transition démocratique » des années 70 ont travaillé pour la CIA

Alors que le Parti populaire, Ciudadanos, Vox et le Parti socialiste défendent la « transition démocratique espagnole » et le maintien de la monarchie, l'étude de documents de la CIA, publiés en 2017, montre qu'il reste aujourd'hui certaines zones d'ombre que nous nous devons de connaître.

En janvier 2017, la CIA a mis en ligne sur son site web un grand nombre de documents déclassifiés provenant de la base de données CREST (CIA Records Search Toll). Un décret pris par le président Bill Clinton en 1995 exigeait que les documents datant d'au moins 25 ans et ayant une valeur historique soient rendus publics. Et c'est ce qui s'est passé, mais jusqu'à 2017, on ne pouvait y accéder que par quatre terminaux informatiques qui se trouvaient aux Archives nationales de College Park (Maryland). Il s'agit de décennies d'analyses, de rapports ou de résumés de réunions politiques ou diplomatiques sur les questions géopolitiques les plus importantes. Des guerres de Corée ou du Vietnam à la transition espagnole.

La CIA, montreuse de marionnettes

La CIA a également déclassifié des documents qui indiquent qu'elle a travaillé sur le groupe terroriste GAL, et qui confirment que le président socialiste Felipe González a donné son accord pour sa création dans les années 1980 d'un groupe de mercenaires pour « combattre les terroristes en dehors de la loi ».

Plusieurs livres ont été publiés sur ces thèmes, l'ensemble de la presse espagnole a commenté ces documents, lorsqu'ils furent rendus publiques. Aucun des auteurs de ces articles n'a été poursuivi – ni même dénoncé – pour diffamation et calomnie par le PSOE et ses dirigeants.

Dans les années 1970, il était très courant que la CIA intervienne dans les politiques internes des pays susceptibles d'affecter la sécurité nationale nord-américaine. Dans un scénario de guerre froide, ce qui s'est passé après la mort de Franco était essentiel pour les intérêts américains sur deux fronts : d'une part, la nécessité pour l'Espagne d'adhérer à l'OTAN afin de renforcer la présence des États-Unis vis-à-vis des pays de l'orbite soviétique ; d'autre part, l'arrêt du développement du Parti communiste, empêcher une révolution et anéantir le développement des luttes ouvrières et des revendications populaires après la mort de Franco. Cela passait par le travail de construction d'un parti de « gauche » (celui qui se trouve aujourd'hui encore au pouvoir), il est l'œuvre de la CIA, en collaboration avec l'Internationale socialiste. L'ingérence de la CIA en Espagne au cours de ces années cruciales pour l'histoire moderne a provoqué l'installation de bases militaires, la « transition », la tentative de coup d'État du 23 février 1981 et l'entrée de l'Espagne dans l'OTAN.

En ce qui concerne la « transition démocratique », une partie des mouvements qui ont eu lieu pour transformer l'Espagne en une démocratie étaient contrôlés par des agents de la CIA. Les espions nord-américains ont réussi à recruter des membres importants de l'armée, des dirigeants politiques, des hommes d'affaires, des banquiers, des personnalités culturelles et des journalistes. La « transition » était un événement si important pour les États-Unis que la CIA n'a pas hésité à envoyer en poste à Madrid des hommes expérimentés dans les opérations secrètes en Amérique latine et Ronald Estes, qui participa au printemps de Prague et au financement de la Phalange libanaise. Son arrivée en Espagne coïncida avec la tentative de coup d'État du 23 février 1981.

Des marionnettes dument sélectionnées.

Les hommes choisis par la CIA et les États-Unis pour diriger l'Espagne après la mort du dictateur étaient au nombre de deux : Juan Carlos de Bourbon et Felipe González, l'ex-chef du gouvernement socialiste. En ce qui concerne le premier, le choix de Franco pour le désigner comme son successeur a été influencé par les services de renseignement nord-américains. L'Agence a maintenu un contact direct avec le ministre des affaires étrangères de l'époque et a apporté son soutien total à l'opération Lolita, dont l'objectif principal était de promouvoir la candidature de Juan Carlos pour succéder à Franco.

Les documents de la CIA montrent le soutien que Juan Carlos Ier a toujours reçu des États-Unis, soutien qu'il a obtenu en échange de la cession du Sahara au Maroc ou grâce à la pression du roi pour rejoindre l'OTAN. En ce qui concerne Felipe González, les documents de la CIA auxquels nous avons accès montrent comment il a été choisi pour arrêter les plans de développement du Parti communiste et que, dès le début, l'homme qui était le champion de la gauche espagnole, était en réalité un politicien encore plus conservateur que les partis sociaux-démocrates européens. Selon les documents de la CIA, González avait préparé un programme de réformes basé sur la modération, le conservatisme et la protection des élites.

L'opposition croissante au régime de Franco a conduit les services de renseignement nord-américains à se concentrer sur les jeunes dirigeants socialistes dès les années 1960. Les hommes qui ont joué un rôle clé dans la transition vers la démocratie étaient en contact régulier avec les espions de la CIA, à qui ils fournissaient des informations sur les mouvements d'opposition. Dans certains cas, ces contacts ont été établis avec le Mossad israélien. Les documents de la CIA indiquent qu'elle a joué un rôle important, notamment en finançant le Parti socialiste espagnol par le biais d'une fondation allemande appartenant au SPD (Parti social-démocrate) et dans la prise de pouvoir de Felipe Gonzalez lors du congrès de son parti à Suresnes en 1974. ●●●

Espagne : Les principaux dirigeants de la « transition démocratique » des années 70 ont travaillé pour la CIA

LES PRINCIPAUX DIRIGEANTS SOCIALISTES DE L'ÉPOQUE ENTOURANT LE BENÉMERITO, LE VÉNÉRABLE ROI.

•••

Pas de Pinochet pour l'Espagne

La tentative de coup d'État du 23 février 1981 avait pour but de mettre fin à la démocratisation de l'Espagne et de revenir à un régime autoritaire, moins de six ans après la mort du dictateur. Le matin du 23 février, un événement a eu lieu, il a clairement montré comment la CIA contrôlait certains aspects de la politique espagnole : les pilotes de l'armée de l'air des États-Unis ont été mobilisés et mis en état d'alerte sur des bases situées sur le territoire espagnol. Par ailleurs, le matin même, le système de contrôle du trafic aérien américain a pris le pas sur les émissions radio espagnoles. Tout cela a eu lieu lorsque, deux jours avant, l'un des principaux instigateurs du coup d'État, le commandant Cortina du Centre supérieur d'information de la Défense, a rendu visite à l'ambassadeur des États-Unis à Madrid. Le 23 février, les systèmes de communication de l'armée ont intercepté un message de la CIA adressé au général Milans del Bosch, l'un des instigateurs du coup d'État dans lequel on lui disait : « Jaime, maintenant, tu joues contre la Couronne ». Une indication claire du retournement de situation imposé par la CIA et de l'implication préalable de Juan Carlos dans cette tentative. Le roi a arrêté un coup d'État qu'il avait lui-même lancé sous la pression des agents nord-américains.

Daniel Pinós

À PROPOS DU POUM

Anarchistes et marxistes anti-staliniens dans la révolution espagnole

C'est un fait, la révolution espagnole (1936-1939) fut la plus grande révolution sociale de tous les temps.

Dès le début du coup d'État militaire contre la République du Front populaire qui avait gagné les élections, grâce à une non-campagne abstentionniste de la CNT (contre la promesse de libérer des milliers de militants emprisonnés), les masses ouvrières anarcho-syndicalistes (1500000 cénétistes encartés) s'y opposèrent les armes à la main. Et avec d'autres, dont le POUM (Parti ouvrier d'unification marxiste), elles sauvèrent la République d'une défaite militaire annoncée.

Dès le début de cette victoire contre le coup d'État fasciste, le peuple en armes en profita pour, sinon instaurer le communisme libertaire, du moins pour mettre en place la collectivisation de la vie économique et sociale à l'échelle de nombreuses régions (Catalogne, Aragon…). Car le but, ce n'était pas seulement de vaincre militairement le fascisme, c'était aussi, et surtout, de réaliser une véritable révolution sociale. Et les masses anarcho-syndicalistes s'y attelèrent, avec d'autres, dont le POUM.

La révolution trahie

On connaît la suite. Les chefs socialistes n'étaient pas très chauds pour une révolution sociale. Une république bourgeoise « de gauche » les eut comblés. Les staliniens, ce groupuscule d'à peine 15 000 encartés, étaient carrément contre. Logique. Les deux parlaient de gagner d'abord la guerre (d'une manière militaire classique, en rétablissant hiérarchie, discipline, rétablissement des grades et la suppression des milices) et, pour ce qui concernait la révolution, d'attendre. Plus tard. Enfin, peut-être. Les « chefs » anarchistes se rallièrent plus ou moins à cette stratégie et cela déboucha sur l'aumône de nos sous-ministres. Les staliniens qui s'emparèrent du pouvoir par le biais du chantage aux armes fournies par Moscou commencèrent alors à liquider leurs concurrents marxistes non staliniens, puis les socialistes et, enfin, les anarchistes qui, acculés, se révoltèrent, mais il était trop tard.

Le POUM fut fondé en 1935 lors de la fusion entre la Gauche communiste d'Espagne, parti d'origine trotskiste dirigé par Andreu Nin, et le Bloc ouvrier et paysan dirigé par Joaquim Maurin, les deux provenant de scissions du minuscule Parti communiste d'Espagne, stalinien. Le POUM, contrairement à ce qui se dit encore ici ou là, n'était pas trotskiste et était dénoncé par Trotski qui combattait le concept de Front populaire et, paradoxalement, demandait au POUM d'intégrer le Parti socialiste ouvrier d'Espagne, qui lui…

L'INSCRIPTION RÉHABILITÉE AU 44 CARRER SANT MIQUEL EN 2010 TUMBIR.COM

En mai 1937, lorsque les staliniens tentèrent de s'emparer du Central téléphonique de Barcelone tenu par la CNT, les militants de la CNT et du POUM s'y opposèrent les armes à la main et se rendirent maîtres de la ville. Devant la menace d'une guerre civile dans le camp républicain, les dirigeants anarchistes (ministres en tête) et ceux du POUM appelèrent à déposer les armes. Aussitôt après commença la liquidation du POUM et une répression forcenée contre les anarchistes.

Un livre pour Amada et Miquel

Pour ceux et celles qui souhaiteraient approfondir la question, qu'ils et qu'elles se reportent à quelques livres, rares[1].

Pour ma part, je vous conseille plus que vivement la lecture du livre *Miquel Pedrola, une renaissance* d'Amada Pedrola, la fille d'un des grands dirigeants du POUM. C'est une approche simple, humaine, au quotidien, sans bla-bla, sans discours convenus, sans avalanches de chiffres, de dates et d'analyses de cette problématique relative à nos camarades du POUM. Alors, z'y va !

Amada Pedrola est née à Barcelone en 1937. Plusieurs mois après la mort de son père, Miquel Pedrola, survenue en septembre 1936 sur le front près de Saragosse. Elle ne l'a donc pas connu.

En 1939, après la victoire de Franco et de ses « alliés » hitlériens et mussoliniens, c'est l'exode en France avec une partie de sa famille. Et, après moult épisodes coutumiers à tous les réfugiés, la famille s'installe à Bellac (Haute-Vienne). Amada s'y mariera et y fera sa vie.

Comme très souvent chez les réfugiés, on ne parle que parcimonieusement du passé. Trop douloureux. Et, donc, Amada n'en connut que des bribes.

Ce passé, elle ne commença à le découvrir vraiment qu'en 2010 quand elle fut contactée par un historien barcelonais à l'occasion de la pose, 44, carrer Sant Miquel, à La Barceloneta, d'une plaque commémorative relative à son père. « *Est-ce que tu ne serais pas la fille de Miquel Pedrola ?* »

Et ce fut le début d'une recherche et de la découverte de son père. Et quel père !

Miquel Pedrola, dès 17 ans, écrivait dans le journal du BOC (Bloc Obrer I Camperol) puis du POUM (Parti ouvrier d'unification marxiste) dont il devint l'un des orateurs et des dirigeants majeurs. Le POUM, c'était des dizaines de milliers de militants, très proches de la CNT. Il fut au cœur de la révolution. Et il fut le premier à subir la répression sanglante et assassine orchestrée par les staliniens contre la révolution. Miquel Pedrola est mort à même pas 20 ans sur le front dans les premiers mois de la guerre. Ses funérailles, à Barcelone, furent impressionnantes.

Amada, dans ce livre, nous conte l'histoire de son père. Une histoire qu'il lui a fallu reconstituer pièce par pièce au fil d'innombrables recherches. Une belle histoire. Politique et d'amour entre lui et sa femme, elle-même militante du POUM.

Amada, à propos de cette quête, parle de renaissance. De la renaissance de son père. Pour ce qui me concerne, je parlerais plutôt d'une double renaissance car si elle raconte son père, elle se raconte également à lui qui ne l'a pas plus connue qu'elle ne l'a connu.

On l'aura compris, ce livre est bouleversant. D'un point de vue humain, car c'est l'histoire « ordinaire », au quotidien, de ces 600 000 espagnols vaincus après trois années de lutte par Franco, Hitler, Mussolini, sous le regard « neutre » des démocraties bourgeoises qui ne comprenaient pas qu'elles allaient être les prochaines sur la liste. Et d'un point de vue politique, car c'est un hommage rendu à tous ceux et toutes celles, simples militants et militantes révolutionnaires, anarchistes, poumistes et autres qui se sont battus contre le capitalisme, le fascisme et les contre-révolutionnaires staliniens jusqu'à tutoyer le ciel d'un monde nouveau.

J'oubliais, Amada est assurément la fille de son père. Toujours debout à 84 ans avec son grand sourire et une pêche d'enfer. Elle fut présidente de *l'Ateneo Republicano* du Limousin, cette association qui regroupe des descendants de l'exil espagnol et qui soutient la publication de ce livre. Total respect et… merci d'exister.

Jean-Marc Raynaud

Miquel Pedrola. Une renaissance,
Amada Pedrola-Rousseau.
Les Éditions libertaires. 258 pages, 15 €,
En vente à la librairie Publico, 145 rue Amelot, 75011, Rajoutez 10 % pour participation au port. Chèque à l'ordre de Publico.

1. *Histoire du POUM,* Victor Alba, Champ Libre, 1975 *Hommage à la Catalogne,* Georges Orwell, Ivrea

Le tour du *Mundaneum* en 80 minutes

Cet été, nous sommes allés interviewer Jacques Gillen, archiviste et responsable des fonds relatifs à l'anarchisme et au pacifisme au Mundaneum de Mons. Centre d'archives, espace muséal, lieu d'expositions, le Mundameum sous sa forme actuelle est le dépositaire des collections de Paul Otlet et Henri La Fontaine, connus entre autres pour avoir créé la classification décimale universelle (CDU). Ces collections brassent toute une série de sujets puisque leur ambition était, à l'origine, très universaliste. Un riche fonds anarchiste y est conservé. Et l'entretien a effectivement duré 80 minutes.

Eh bien Jacques Gillen, vous nous racontez la folle histoire de ce projet ?
Le point de départ du Mundaneum se situe en 1895. A cette époque, Paul Otlet et Henri La Fontaine, tous deux avocats, et passionnés de bibliographie, se sont rencontrés dans le cabinet d'Edmond Picard. Ils ont collaboré avec ce dernier sur un recueil bibliographique des publications juridiques. Cela leur a donné l'idée de réaliser un répertoire bibliographique universel. En 1895, ils créent l'Office international de bibliographie (ce qui allait devenir le *Mundaneum*) dont le premier objectif était de développer ce répertoire à tous les domaines du savoir humain. L'idée même de ce répertoire, c'était de rassembler toutes les publications qui avaient été publiées dans le monde entier, et ce depuis la création de l'imprimerie. Et dans toutes les langues. On est à la fin du XIX[e] siècle, c'est encore envisageable… Même si à l'époque, tout ce travail se faisait à la main tout de même !… De nos jours, ce serait complètement fou. Otlet et La Fontaine ont donc commencé ce travail sur des fiches : ils ont imaginé un système de fiches qui a été utilisé dans nombre de bibliothèques. Ils ont également imaginé le dispositif de meubles à tiroirs pour ranger ces fiches (voir illustration) et enfin, ils ont conçu le système de classification décimale universelle permettant de classer par thématiques les fiches bibliographiques ou les publications.

Ce système de classification se fonde sur le système décimal imaginé par Melvil Dewey, un bibliothécaire américain, qui ne correspondait cependant pas tout à fait avec ce que souhaitaient Otlet et La Fontaine. Leur système est bien plus complexe. Le principe du système de Dewey est de classer les connaissances en dix catégories, numérotées de 0 à 9. Par exemple, toutes les publications qui ont trait à l'histoire vont être rangées dans la catégorie 9. Chaque catégorie peut reprendre elle-même dix sous-catégories (91, 92,…) et en affinant les nombres, on peut définir de manière de plus en plus précise le sujet d'un livre, d'un périodique ou d'une autre publication. Otlet et La Fontaine ont développé ce système en utilisant des combinaisons de signes de ponctuation et de nombres, pour pouvoir ramasser des informations du type : ce livre traite des abeilles, au Brésil, au XVIII[e] siècle et a été publié en Allemagne en 1950… (C'est un exemple !…)

Voilà donc la première étape de leur entreprise : rassembler les références bibliographiques de toutes les publications existantes…
Oui. Mais ils ont voulu aller plus loin en rassemblant physiquement les connaissances du monde en un seul endroit… ! Du coup ils se sont intéressés à la documentation. C'est à ce titre que Paul Otlet est considéré comme un des pères de cette discipline. Différentes sous-sections ont été développées dans le sillage du Mundaneum, consacrées l'une à la presse, l'autre à la photographie, ainsi qu'un répertoire universel de documentation… Dans ce répertoire thématique, les coupures de presse et différentes sortes de documents étaient classées quasiment au jour le jour. Le but était d'avoir une information mise à jour, actualisée le plus possible, sur un sujet. Le projet s'est étendu également à la dimension iconographique : la collection a accueilli des affiches, des plaques de verre, des cartes postales, etc. sur toute une série de sujets, le but étant, je le rappelle, d'être le plus universel possible… !

Pour cette entreprise, Otlet et La Fontaine reçoivent un prix lors de l'Exposition universelle de 1900. En 1910, ils créent un musée à l'occasion de l'Exposition universelle de Bruxelles, ce qui aura pour conséquence d'aboutir à l'installation de leur entreprise dans le Palais du Cinquantenaire. C'est donc là qu'ils installent leur « Musée international », qui devient peu après le « Palais Mondial-Mundaneum » et qui rassemble tous les instituts qu'ils avaient créés précédemment : Musée international de la presse, Institut international de photographie, Office international de bibliographie, Union des associations internationales… Cette dernière, fondée en 1907, vise à offrir à leur projet une dimension internationale, universaliste, d'un point de vue un peu plus politique. Elle existe d'ailleurs toujours actuellement.

La dimension internationale semble être au cœur de leurs préoccupations…
C'est en effet une époque où l'internationalisme se développe considérablement, favorisé en cela par le développement des moyens de communication. L'objectif sous-jacent à toutes ces organisations, c'est de favoriser la paix par la connaissance, en partant du principe que mieux les peuples se connaîtraient les uns les autres, moins il y aurait de facteurs de guerre. Henri La Fontaine était lui-même un pacifiste de premier plan. Il a d'ailleurs reçu le Prix Nobel de la Paix en 1913, il a été président du Bureau international de

PHOTO : M. W.

la Paix… Par ailleurs, l'objectif ultime de Paul Otlet (plus que celui de La Fontaine) était la création d'une Cité mondiale. Il s'agissait de fonder une ville qui serait dédiée à la connaissance, dont l'autorité serait placée au-dessus de celle de la Société des Nations (SDN, ancêtre de l'ONU, NDLR). C'était une approche très positiviste. Très idéaliste aussi sans doute…!

L'objectif sous-jacent à toutes ces organisations, c'est de favoriser la paix par la connaissance, en partant du principe que mieux les peuples se connaîtraient les uns les autres, moins il y aurait de facteurs de guerre.

Pour résumer, leur projet originel devient de plus en plus ambitieux et revêt même un caractère utopique. Et même un aspect politique, puisqu'on dépasse le cadre de la bibliographie et de la documentation pour avoir un impact sur la société, sur le monde. La désillusion fut immense,

PHOTO : MUNDANEUM.

évidemment, puisque les deux têtes pensantes du projet eurent le malheur de connaître les deux conflits mondiaux (La Fontaine s'éteint en 1943, Otlet en 1944).

La Première Guerre mondiale a dû mettre un frein à leur projet, on imagine.

En effet. Le Palais Mondial n'est installé complètement au Parc du Cinquantenaire qu'en 1920. Les années 20 constituent un peu l'âge d'or du Mundaneum : Otlet et La Fontaine ont pu s'installer dans un beau bâtiment, ils reçoivent des subsides du gouvernement, et ils peuvent développer leur projet de façon considérable et ce jusqu'en 1934. C'est en effet à cette date que le gouvernement décide de fermer le Mundaneum… Probablement est-ce une part d'incompréhension par rapport à la mise en œuvre du projet (qui s'intitule « musée » mais n'en adopte pas les codes, il s'agit davantage de présentations à caractère pédagogique) mais aussi parce que le pacifisme, en 1934, ne semble plus tellement à l'ordre du jour… Au mieux, il génère un scepticisme poli dans le chef des instances gouvernantes…

A partir de ce moment, le musée est fermé, les collections sont inaccessibles. Paul Otlet poursuit son activité à son domicile, avec son équipe. C'est durant ces années qu'il conçoit les plans d'une « Mondothèque », une sorte de meuble dont chacun pourrait disposer chez soi, préfiguration de l'ordinateur ou de la tablette numérique. La Mondothèque ne fut cependant jamais construite par Paul Otlet. Une version en a été réalisée à l'occasion de l'exposition Renaissance 2.0 à Mons en 2021. En 1941, le Palais du Cinquantenaire est réquisitionné par l'occupant allemand. Du coup, les collections sont entreposées dans le parc Léopold. Après l'âge d'or, l'âge sombre…! Commence en effet la période d'errance du Mundaneum, qui va durer jusqu'en 1993. Toujours est-il qu'après l'évacuation du Palais du Cinquantenaire, une partie des collections va au pilon, une partie a dû être perdue ou volée, suppose-t-on. Les collections papiers sont stockées dans de très mauvaises conditions, en termes de conservation. A partir de 1971, les collections sont ballottées d'un endroit à l'autre de Bruxelles. Elles avaient fini par atterrir dans un parking souterrain, sous la Place Rogier… Enfin, en 1993, à l'initiative des quelques personnalités du monde politique, comme Elio di Rupo, originaire de la région montoise, les collections trouvent place à Mons, dans le bâtiment de l'Indépendance. Le lieu a été aménagé et, depuis 1998, doté d'un espace d'exposition dont la scénographie a été conçue par François Schuiten et Benoît Peeters (auteurs de bande-dessinée belges, notamment de la série *Les Cités obscures*, NDLR). Dans les années 80, les collections

Le tour du *Mundaneum* en 80 minutes

avaient été rachetées par la Fédération Wallonie-Bruxelles, si bien qu'aujourd'hui, l'actuel Mundaneum est reconnu comme centre d'archives de la Fédération Wallonie-Bruxelles de Belgique (regroupant des archives privées et non émanant d'une institution publique). Il abrite quelque 6 kilomètres courants de documents (journaux, cartes postales, photographies, plaques de verre, fonds d'archives, livres, brochures, etc.) Comme dit plus haut, le Mundaneum s'est spécialisé dans les fonds documentaires autour des trois thématiques citées (féminisme, pacifisme, anarchisme). Il conserve également les papiers personnels d'Otlet et La Fontaine.

Comment le projet a-t-il intégré la thématique féministe ?

La présence du fonds de documentation féministe s'explique parce que Henri La Fontaine était un des premiers féministes en Belgique, depuis l'affaire Marie Popelin, en 1888 (première femme docteure en droit de Belgique – les juridictions belges refusèrent de lui faire prêter le serment d'avocat en raison de son sexe, NDLR). Mais c'est aussi et principalement parce que sa sœur, Léonie La Fontaine, était très active au sein de la Ligue belge pour le droit des femmes. Elle fut également impliquée au sein du Mundaneum, prenant part à la constitution du Répertoire bibliographique universel dès ses prémisses et mettant en place l'Office central de documentation féminine en 1909.

C'est à Otlet qu'on doit les innovations sur l'aspect documentaire, disiez-vous ?

Le travail d'Otlet était assez visionnaire. On parle à propos du Mundaneum d'un Internet de papier. Disons que c'est un précurseur en ce qu'il a imaginé des moyens de diffuser l'information et de la partager. Dans un texte de 1907, il écrit que dans le futur, tout le monde disposera d'un petit téléphone qui lui permettra d'accéder à de la connaissance… Dans les années 20, il a l'idée des systèmes de vidéoconférence… Il imagine un moyen de consulter à distance, depuis une bibliothèque, un livre qui se trouve dans une autre bibliothèque… Tout cela demeurera sur papier mais il a conçu la possibilité de mettre en œuvre toutes ces technologies que nous employons aujourd'hui en quelques clics ! Il est également précurseur d'Internet de par le système de classification qu'il met en plac e, qui permet de faire toute une série de liens et préfigure le lien hypertexte. D'ailleurs le Répertoire bibliographique universel représente en quelque sorte le premier moteur de recherche, de papier certes, mais avec les moyens de l'époque, c'était ce qu'il y avait de plus avancé. La mise en œuvre de ce projet reposait sur des contacts avec un réseau international assez important, des contacts avec des bibliothèques du monde entier, comme par exemple celle de Rio de Janeiro. Cette collaboration internationale faisait partie du projet. Aujourd'hui, l'espace muséal permet de valoriser les collections en organisant des expositions, tout en restant fidèles aux valeurs des fondateurs, la paix et l'universalité. ***Le Mundaneum rassemble une collection de journaux anarchistes, du monde entier. D'un point de vue documentaire, c'est extrêmement précieux, car les anarchistes ont plutôt tendance à éviter de laisser des traces, pour échapper aux tracasseries notamment policières…***

Nous avons parlé pacifisme, nous avons parlé féminisme… Qu'en est-il de ce fonds de documentation anarchiste ?

En fait, dans les 20 et 30, l'un des collaborateurs d'Otlet n'était autre que Hem Day (Marcel Dieu). Disons que c'était l'un des contributeurs, parmi d'autres, qui ont pris part au projet, de façon bénévole ou salariée. C'est lui qui a constitué, sur base de ce qui existait déjà, une collection sur l'anarchisme. Le Mundaneum rassemble une collection de journaux anarchistes, du monde entier. D'un point de vue documentaire, c'est extrêmement précieux, car les anarchistes ont plutôt tendance à éviter de laisser des traces, pour échapper aux tracasseries notamment policières… Certaines collections ne se trouvent qu'ici. On trouve également des brochures, des cartes postales, des affiches, etc. Il existait déjà des exemplaires des différentes revues puisque Otlet et La Fontaine avaient la volonté en créant le Musée international de la presse, de conserver au moins le premier et le dernier numéro de toutes les publications périodiques… du monde. Les journaux anarchistes en faisaient également partie. Hem Day lui-même, qui tenait la librairie *Aux joies de l'esprit*, collectait des collections dont il a fait don au Mundaneum. A la mort de Hem Day, une partie de ses papiers personnels ont été rassemblés dans le fonds anarchiste. On peut ajouter à cela quelques archives de l'Alliance libertaire, et quelques archives léguées par Alfred Lepape, militant anarchiste de la région montoise. En tout, cela représente environ 200 boîtes d'archives.

Jacques Gillen : historien, membre du Centre d'histoire et de sociologie des gauches, il a travaillé sur l'histoire de l'anarchisme belge, en particulier sur la colonie *L'Expérience*, fondée par Émile Chapelier et Eugène-Gaspard Marin en 1905. Ce dernier avait tenu une sorte de journal de bord que Jacques Gillen a pu consulter pour réaliser son mémoire. Il a également pu rencontrer la seconde compagne d'Eugène-Gaspard Marin, âgée de plus de 90 ans à l'époque. Jacques Gillen est également l'auteur de *Les anarchistes en Belgique* in Anne Morelli, José Gotovitch, *Contester dans un pays prospère : l'extrême gauche en Belgique et au Canada*, Peter Lang, Collection Études Canadiennes, Canadian Studies, volume 6, 2007, Bruxelles, Bern, Berlin, Frankfurt am Main, New York, Oxford, Wien, 2007

Propos recueillis par Christophe
Groupe Ici & Maintenant (Belgique)

CUBA

La crise cubaine et l'embargo nord-américain

À Cuba, l'explosion sociale du mois de juillet dernier n'est pas seulement due à des raisons économiques, bien que celles-ci soient fondamentales. Les sanctions nord-américaines aggravent la crise, mais le gouvernement cubain n'a pas su la gérer.

L'explosion sociale du juillet dernier et ses conséquences

Le 11 juillet, Cuba a connu les plus fortes manifestations sur l'île depuis des décennies, plus importantes encore que le *malecónazo* d'août 1994[1]. En juillet dernier, des milliers de Cubains sont descendus dans la rue dans plus de 60 localités, en pleine crise économique et sanitaire, avec une grave pénurie de nourriture, de médicaments et d'autres produits de base, de longues coupures d'électricité et une pandémie hors de contrôle.

Le gouvernement cubain parle de « *perturbations à une échelle très limitée, de désordre et de vandalisme* ». Il nie qu'il s'agit d'une épidémie sociale. Et il accuse les États-Unis d'être responsables du mécontentement populaire qui motive la protestation. Pour le président Miguel Díaz-Canel ou son ministre des Affaires étrangères, Bruno Rodríguez, tout cela est l'œuvre du blocus économique, commercial et financier imposé à l'île et une grande opération de communication de son ennemi historique pour provoquer un changement de régime.

L'embargo nord-américain et ses effets

Mais quiconque attribue cette crise à une seule cause ou à un seul acteur est influencé par des raisons politiques. Le gouvernement cubain exerce le pouvoir de manière autoritaire et totalitaire. Et s'il commet des erreurs dans l'application de ses mesures économiques, s'il ne parvient pas à créer les conditions de la prospérité et de bien-être pour la population, il est logique et humain qu'il ait à faire face à l'opposition d'une partie de la société qui remet en cause sa légitimité.

L'embargo nord-américain a des effets néfastes évidents sur l'économie cubaine et constitue un autre facteur d'aggravation de la crise dont sont victimes principalement les Cubains les plus pauvres. Cet embargo a été renforcé sous le gouvernement de Donald Trump. Ce dont se félicite cyniquement une partie des opposants à l'étranger, comme Eduardo Manet, l'écrivain vivant en France. Les sanctions limitent les vols et les envois de fonds des Cubains, les investissements, les transactions financières et l'accès au crédit, les États-Unis font pression sur les banques qui font office de correspondantes pour les banques cubaines. L'embargo entrave aussi l'accès aux technologies pour la production biopharmaceutique, etc. Mais les sanctions ne sont pas responsables du fait que Cuba doit importer du poulet des États-Unis et ne le produit pas, ni de la débâcle de l'industrie sucrière.

Des réformes pour « libérer les forces productives »

Le gouvernement attribue la crise économique et les protestations à l'embargo. Les sanctions ne peuvent être levées que par les États-Unis. Cuba ne les contrôle pas, tout comme elle ne contrôle pas les éléments conjoncturels tels qu'une pandémie mondiale. Mais, le gouvernement cubain aurait pu faire beaucoup plus pour encourager l'esprit d'entreprise productif et stimuler la production agricole et industrielle. En 2008, le désormais ex-président Raúl Castro s'est lancé dans un processus de réforme dont un des principaux axes étaient d'actualiser la conceptualisation du modèle économique et social cubain de développement socialiste. Raúl Castro a commencé par reconnaître que Cuba importait beaucoup de nourriture et que de nombreuses terres n'étaient pas utilisées pour la production agricole. Et deux choses sont devenues claires : il y avait (et il y a toujours) à Cuba une situation et un modèle économique avec de sérieuses faiblesses.

Dans les documents de deux congrès du Parti communiste au pouvoir (le seul parti légal sur l'île), une partie importante de ces réformes concernait les coopératives, le secteur privé, les entreprises d'État, les mécanismes de régulation indirecte, entre autres domaines. Nous aurions pu espérer que cette ouverture allait libérer les capacités d'autogestion, d'auto-organisation et de soutien mutuel que tous les gens pouvaient mettre en œuvre. Mais ces réformes se sont arrêtées pendant le second mandat de Raúl Castro. C'est l'une des raisons – avec les sanctions nord-américaines et l'impact de la crise vénézuélienne – pour lesquelles l'économie de l'île était en récession au moment de la pandémie liée au Covid-19. ●●●

CUBA

La crise cubaine et l'embargo nord-américain

Un système de planification centralisée menant à la paralysie de l'économie

Le gouvernement cubain a eu l'occasion de mener une réforme fondée sur ses propres convictions et son analyse de la réalité nationale. Il a reconnu avoir échoué. Il y a eu un grand manque de volonté politique de la part de personnes qui occupent des fonctions publiques depuis des décennies et qui craignent tout ce qui n'est pas le modèle qu'ils ont défendu depuis 1959. Il s'agit là d'une faiblesse et d'une incapacité institutionnelles très claires afin de concevoir et de mettre en œuvre les aspects pratiques de cette réforme. De nombreux économistes, sociologues, entrepreneurs et paysans cubains ont demandé à plusieurs reprises l'adoption de mesures visant à débloquer les restrictions au déploiement des forces productives. Mais le gouvernement cubain ne peut accepter de perdre sa main-mise sur l'économie. Et l'histoire montre que lorsque le contrôle est privilégié par rapport aux possibilités de déploiement de l'esprit d'entreprise, le résultat est la paralysie et la crise économique. L'expérience historique des pays qui ont adopté comme modèle un système de planification centralisée et de contrôle excessif de l'économie démontre son infaisabilité.

Malgré son lourd passé de dépendance économique vis-à-vis de l'Union soviétique et d'autres anciens pays socialistes, Cuba a répété avec le Venezuela une expérience qui s'est avérée infructueuse en soumettant la majeure partie de son commerce extérieur à des accords de nature politique. Ces accords couvrent la grande majorité des exportations de services dits professionnels (notamment médicaux). Ils constituent le principal poste d'exportation du pays, bien qu'ils soient partiellement payés en nature avec des livraisons de pétrole par le Venezuela. Ce choix est une erreur stratégique qui ne peut être attribuée qu'au gouvernement cubain, cela dénote un très grand manque de projection stratégique, il est en grande partie responsable de la pénurie actuelle de devises étrangères.

Le reste des revenus de Cuba provient principalement du tourisme et des transferts de fonds. L'île est fortement dépendante des émigrants et des exilés, ceux que les gouvernants appelaient autrefois les traîtres et les *gusanos*[2]. Ceux-là même dont ils attendent aujourd'hui de l'argent et du soutien, mais sans pour autant leur accorder de droits politiques. Et à tout cela, il faut ajouter d'autres erreurs graves de politique économique. Telles que les mesures successives et contradictoires visant à étendre et à restreindre les coopératives non-agricoles et le travail indépendant (euphémisme insulaire pour l'entrepreneuriat privé). Ou encore des calculs de capacité de paiement éloignés de la réalité pour négocier la dette extérieure de Cuba, notamment avec le Club de Paris, générant ainsi des engagements que le pays n'a pas pu honorer.

Dans ce contexte, les échanges entre Cuba et la Chine – qui a dépassé le Venezuela comme premier partenaire commercial de l'île en 2016 – avaient été réduits de 36 % en 2019. Outre la baisse des exportations cubaines, les importations chinoises ont diminué de moitié, alors que la Chine n'observe pratiquement aucune restriction dans le cadre de l'embargo nord-américain. La raison : l'incapacité de payer du gouvernement cubain qui ne fait pas les réformes internes nécessaires pour générer de la richesse. Il en va de même pour la dette contractée avec les pays européens.

Une dette extérieure chaque jour plus importante et l'augmentation de la pauvreté

En outre, le pays s'est lancé dans une réforme monétaire en 2021, retardée pendant une décennie et mise en œuvre en pleine crise économique et en pleine pandémie. Avec un peso cubain surévalué et l'absence de garantie pour les devises étrangères à la Banque centrale, les conditions ont été créées pour le développement d'un marché noir pour l'achat et la vente du dollar nord-américain. Et l'inflation s'est déchaînée, dépassant de loin l'augmentation parallèle des salaires et des pensions, certains économistes l'estiment à environ 500 %.

Pour aggraver les choses, un réseau de boutiques en devises étrangères a été mis en place pour acheter des produits de première nécessité, avec un bénéfice de 240 %, et où le poulet importé des États-Unis est vendu à 7 dollars la livre. Cette situation a créé une nouvelle inégalité sociale dans un pays où le système de propagande de l'État insiste sur le fait qu'il est égalitaire. Les chiffres officiels sont rares, mais il est évident qu'il y a une augmentation de la pauvreté à Cuba. Ces chiffres montrent une baisse des dépenses d'assistance sociale de 2,2 % à 0,4 % du PIB entre 2006 et 2019, et une baisse de 5,3 à 1,5 bénéficiaires d'assistance pour 1000 habitants au cours de la même période. On a fait le contraire de ce qui aurait dû être fait dans une situation de vulnérabilité accrue de la population.

Des investissements dans l'industrie touristique au bénéfice des militaires

Les investissements dans le tourisme, ont augmenté bien plus que la moyenne de l'économie cubaine depuis 2015, selon l'Annuaire statistique officiel, dont les données les plus récentes datent de 2019, ainsi que les rapports anticipés pour 2020 et le premier trimestre de 2021, qui servent de source aux observateurs. Deux faits révélateurs mettent en doute la justification économique de ces investissements : plus de la moitié d'entre eux se trouvent à La Havane et sont liés au secteur immobilier du tourisme, à des hôtels monstrueux et luxueux qui ne sont pas utilisés et ne le seront pas à court terme, car le tourisme s'est effondré et mettra du temps à repartir dans les Caraïbes et dans le monde. Entre janvier et mars 2021, en pleine pandémie et avec des hôtels pratiquement vides, 50,3 % des investissements ont été réalisés dans le secteur immobilier, tandis que

0,6 % ont été investis dans l'innovation technologique, 2,6 % dans l'agriculture et 9,5 % dans l'industrie. Et ce, alors que les données officielles pour 2019 font état d'un taux d'occupation des hôtels de 48 %, qui a chuté de manière encore plus drastique avec la pandémie. La seule explication que nous avons pour comprendre pourquoi Cuba continue à investir dans ce domaine est que les militaires, qui sont à la tête des hôtels et de l'industrie touristique à travers plusieurs sociétés, s'enrichissent grâce à leur construction et à leur exploitation, en prélevant des commissions très importantes.

Pour sa part, le gouvernement cubain met en avant son engagement réussi dans le domaine de la biotechnologie, ce qui a permis à Cuba de développer cinq candidats vaccins contre le COVID-19, dont l'un a déjà été approuvé par l'organisme national de réglementation pour une utilisation d'urgence. Dans le même temps, il affirme ne pas avoir les ressources nécessaires pour réparer les centrales électriques, importer de la nourriture, acheter des médicaments ou investir dans l'industrie ou dans l'agriculture.

Une crise sans échappatoire

C'est la crise la plus grave depuis des décennies, elle est sans échappatoire possible. Sans le leadership charismatique de Fidel Castro, ni la légitimité historique de son frère Raúl, le gouvernement Diaz-Canel a dû chercher la légitimité par les résultats économiques et ils n'ont pas été au rendez-vous. Cuba connaît la pire crise économique et sociale depuis l'apogée de la période dite spéciale[3], entre 1993 et 1994, et ne dispose même pas des soupapes de sécurité dont elle disposait alors. Il n'y a plus, comme dans les années 1990, l'option du tourisme pour réintégrer le pays dans l'économie mondiale après l'effondrement du camp socialiste et il n'y a pas non plus la « *politique du pied sec, du pied mouillé* »[4], qui a permis au gouvernement cubain de l'époque d'ouvrir les portes du pays à l'immigration vers les États-Unis, déclenchant ainsi, en 1994, la crise des *balseros*[5].

Daniel Pinós

1. Dans l'après-midi du 5 août 1994, 5000 personnes se rassemblèrent sur le Malecón de La Havane (l'avenue du bord de mer) pour essayer de quitter l'île, à la suite d'une rumeur infondée indiquant l'arrivée prochaine de bateaux nord-américains venant à leur secours. L'espérance de ces candidats à l'exil fut déçue. Alors ce rassemblement spontané se transforma en manifestation contre Fidel Castro et la révolution cubaine. Le centre de La Havane fut investi par les manifestants, les vitrines des magasins furent détruites. Des manifestants attaquèrent les forces policières avec des cailloux. L'armée intervint, les forces de police procédèrent à des arrestations. Fidel Castro vint en personne sur le site de la manifestation. Les manifestants scandaient : « *Cuba sí, Castro no. ¡Libertad! ¡Libertad!* ».

2. 40 000 Cubains émigrés sont revenus depuis la réforme migratoire de 2013, qui leur facilite cette démarche. Sur l'île socialiste, on les critiquait en les traitant de *gusanos* (vers de terre) quand ils partirent. Désormais, ils sont joliment appelés *mariposas* (papillons) car leurs finances leur permettent d'investir dans l'île.

3. La « Période spéciale » désigne la grave crise économique traversée par Cuba dans les années 1990, après la chute de l'URSS, alors son principal soutien financier. Son évocation reste traumatisante pour une grande partie de la population : le pays avait souffert de pénuries de carburant et d'aliments, ce qui avait entraîné l'apparition de maladies incurables comme la polynévrite, causée par la malnutrition, et l'exode de 45 000 habitants en 1994.

4. Pieds secs, pieds mouillés (*Wet feet, dry feet en anglais*) était la politique américaine en matière d'immigration cubaine. Elle visait à offrir un permis de résidence aux Cubains ayant réussi à poser le pied sur le sol américain (« pieds secs ») alors que ceux récupérés en mer (« pieds mouillés ») étaient expulsés vers Cuba. L'administration Obama a mis fin à cette politique en janvier 2017, quelques jours avant la fin de son dernier mandat.

5. *Balsero* est un terme utilisé pour désigner les Cubains essayant d'atteindre les côtes des États-Unis dans des embarcations de fortune, les *balsas*. Ils traversent le détroit de Floride à la recherche de meilleures conditions de vie.

CUBA
Entre les oligarchies, quelque chose appelé le peuple cubain

Notre Patrie est l'Humanité, c'est pourquoi nous croyons que – en tant que telle – elle ne se combine ni avec « et », ni avec « ou »[1].

Quelqu'un dira que nous rêvons trop, parce que nous osons imaginer Cuba comme un archipel sur la carte d'une planète située dans le passé demain. Ensuite, nous répondrons que pour ne serait-ce que penser à un avenir, nous avons besoin de minimums de liberté, d'équité et de justice, et nous en avons besoin MAINTENANT.

POUR UNE CHARTE MINIMALE DES LIBERTÉS :

1. Nous demandons la liberté pour tous ceux qui sont en prison pour avoir participé à l'explosion sociale du 11 juillet (provoquée par une politique économique d'exclusion et d'échec), sans jugements et sans condamnations, en rejetant toutes les affaires judiciaires. Qu'ils rentrent chez eux, maintenant !

2. Nous ne pouvons pas être libres si, en même temps, nous ne luttons pas contre toute exploitation économique, contre toute indignité sociale touchant les identités personnelles, y compris celles qui dépendent du genre, du territoire et de la racialisation, et contre toute déprédation écologique.

3. Compte tenu de la situation du peuple cubain, aucune force politique – que ce soit au nom de la « Révolution » ou de la « Démocratie » – ne peut être légitime si elle ne maintient pas au minimum les garanties suivantes :

> des soins de santé avec un accès universel et équitable pour tous ceux qui en ont besoin ;

> l'éducation, universelle et équitable, jusqu'au niveau universitaire, avec des allocations assurant un niveau de vie minimum aux étudiants dans le besoin ;

> garantie universelle que le travail et les prestations sociales soient supérieurs au niveau de vie minimum.

À quoi il faut ajouter :

> le droit de former des syndicats sur chaque lieu de travail, indépendants et non verticaux, c'est-à-dire que les employeurs et les dirigeants ne puissent en faire partie ;

> le droit de grève, pour toutes les catégories de travailleurs (avec des exceptions convenues socialement) ;

> l'obligation d'avoir des conventions collectives pour tous les lieux de travail

> l'interdiction des contrats de travail non écrits ;

> la liberté d'expression, de création, de pensée, d'auto-organisation et d'action sociale dans la solidarité, et toujours dans le respect des droits de tous les autres.

4. L'ensemble de la société cubaine a le droit de faire entendre sa voix par le biais des médias publics, et pas seulement ceux qui représentent l'oligarchie décisionnaire et ceux qui sont sélectionnés par l'oligarchie décisionnaire pour faire croire au « dialogue ».

5. La lutte contre la mort que nous avons vécue montre que nous pouvons nous auto-organiser au-delà des clivages idéologiques et face à ceux qui ont choisi de bloquer, de thésauriser et de précariser. Nous croyons que le meilleur avenir du peuple réside dans cette auto-organisation, également pour le travail, l'apprentissage et la satisfaction digne des besoins de tous pour le travail de tous.

6. Tous les totalitarismes doivent être combattus.

7. Nous ne sommes pas un pays pauvre, mais un pays appauvri. Ceux d'entre nous qui travaillent à Cuba, aujourd'hui pour des salaires insuffisants, sans même accès aux produits de base vendus en devises étrangères par l'oligarchie (avec des privilèges bien supérieurs à ceux de la majorité qui lutte pour survivre), sauront comment créer un pays meilleur. Nous sommes un peuple qui lutte. Cette lutte et cette création ne doivent pas être perturbées par des oligarchies décisionnelles étrangères ou nationales.

À bas le blocus des États (Unis ou non) contre le peuple de Cuba.

Atelier libertaire Alfredo López
(Collectif membre de la Fédération anarchiste d'Amérique centrale et des Caraïbes), région de Cuba, 24 septembre 2021.

1. Référence au slogan « Patrie "et" vie » d'un certain nombre d'opposants aujourd'hui et au slogan « Patrie "ou" Mort » né durant la révolution de 1959.

AFGHANISTAN

RAWA, l'Association des femmes révolutionnaires d'Afghanistan

Une parole rare, une voix singulière. Au milieu de l'hypocrite concert de lamentations sur la situation des femmes afghanes après le retour des talibans, le 15 août, alors que tous les médias parlent d'elles, cet interview permet d'entendre la voix d'une de leur porte-parole, Maryam.
RAWA[1] est une organisation politique féministe basée à Quetta, au Pakistan, et fondée en 1977 par Meena Keshwar Kamal dans le but d'aider les femmes dans leur lutte pour l'émancipation et les droits civils. Depuis les années 1990, sous le premier régime taliban, elle mène des activités clandestines en Afghanistan en faveur de l'émancipation des femmes.
Interview d'une des porte-parole de RAWA réalisée pour le compte de *UpDay News*[2] par Cristiano Tinazzi et reproduite ici avec son aimable autorisation. Merci à lui.

Maryam fait le bilan de 20 ans d'occupation occidentale et formule des perspectives sur la poursuite de la lutte dans la nouvelle séquence qui s'ouvre.

Cristiano Tinazzi : depuis la chute des talibans en 2001, quels sont les progrès réalisés en ce qui concerne la situation des femmes dans le pays ?
Maryam : il y a eu très peu de progrès et nous pouvons dire qu'aucun de ces changements ne s'est profondément enraciné dans la société. Ils ont été fragiles et, à certains niveaux, factices.

Les 20 dernières années ont apporté plus de déceptions et plus de larmes. L'insécurité, la guerre généralisée et l'incertitude quant à l'avenir, les attentats suicides, les assassinats ciblés, la corruption rampante, les drogues et la toxicomanie, la pauvreté, les déplacements de population et bien d'autres choses encore sont les préoccupations quotidiennes de notre peuple, en particulier des femmes. L'Afghanistan est toujours décrit comme « *le pire endroit pour naître en tant que femme* ». L'une de nos membres a déclaré de manière prophétique dans un entretien datant du 13 mars 2002 : « *Nous savons qu'il est difficile de ne pas vouloir réagir lorsqu'un événement comme le 11 septembre 2001 se produit, mais le bombardement de l'Afghanistan ne débarrassera pas le monde du terrorisme. Les terroristes et les fondamentalistes vivent partout dans le monde, et le bombardement d'un pays ne mettra pas fin à leur réseau* ». Nous voyons aujourd'hui le résultat : les talibans, plus puissants qu'avant, dirigent le pays.

Quels ont été les plus grands succès et les plus grands échecs de ces vingt longues années d'occupation militaire ?
Il y a eu quelques succès, comme le fait que les filles ne sont plus interdites d'aller à l'école et que les femmes peuvent exercer certains métiers. Les médias ont réussi à atteindre même des villages les plus reculés et les gens ont eu accès à des émissions de radio et de télévision. Des systèmes de communication tels que les téléphones mobiles et l'Internet ont été introduits. Ces choses peuvent sembler évidentes, mais pour un pays très pauvre et arriéré, ce sont de véritables conquêtes. Mais dans le même temps, la corruption s'est généralisée et le fossé entre riches et pauvres s'est creusé. Sous le régime des talibans, la culture de l'opium a été interdite, mais aujourd'hui, l'Afghanistan est la plus grande base de contrebande de drogue, tandis que la question ethnique ainsi que les affrontements armés n'ont jamais été aussi nombreux.

PHOTO MURTAZA ALI

Nous tenons également à rappeler que si l'Afghanistan a été bombardé par les États-Unis et l'OTAN, c'est à cause des talibans et d'Al-Qaïda. Aujourd'hui, les talibans sont de retour au pouvoir et Daech est présent dans tout le pays… Même si les talibans gouverneront l'Afghanistan, le terrorisme, la destruction et les combats ne cesseront pas.

Tant que les États-Unis et de nombreux autres États impliqués tels que le Pakistan, ou l'Iran, la Turquie et même la Russie, la Chine et l'Inde verront leur intérêt à soutenir des fondamentalistes religieux [cf. « l'accord » passé par Trump en mars 2020 et les « négociations » de Doha] et des criminels connus, il sera difficile de trouver une solution.

Selon Human Rights Watch, environ 87 % des filles et des femmes afghanes sont agressées au cours de leur vie. Ces chiffres sont effrayants…
L'Afghanistan a toujours été un endroit misérable pour ses femmes en raison de la forte mentalité patriarcale, du système ●●●

AFGHANISTAN

RAWA, l'Association des femmes révolutionnaires d'Afghanistan

féodal, du manque d'éducation, de la culture et des traditions, des croyances religieuses, etc. Mais les 40 longues années de guerre et surtout le renforcement du fondamentalisme ont aggravé la situation.

Les femmes afghanes sont les plus touchées par la guerre et la violence persistante. Des cas de viols, d'enlèvements, de mariages forcés, de mariages de mineures et de violences domestiques sont signalés quotidiennement. Il y a plusieurs raisons pour lesquelles ces chiffres ne baissent pas, mais la principale est le contrôle fort de ces fondamentalistes qui ont été historiquement soutenus par les États-Unis et qui sont les mêmes misogynes qui siègent au Parlement, qui font les lois, qui contrôlent le gouvernement, la police, le système judiciaire et tous les organes gouvernementaux.

Le rôle des ONG occidentales dans le pays a-t-il été positif ou négatif ?

Les ONG dans notre pays faisaient partie de l'occupation militaire occidentale. Elles ont poussé comme des champignons après le 11 septembre. À l'exception de quelques petits projets réussis, elles ont surtout joué un rôle négatif. USAID (Agence des États-Unis pour le développement international) a principalement mis en œuvre les politiques américaines, au même titre que de nombreuses autres ONG internationales.

Ces ONG étaient également une des principales raisons de la corruption et des pots-de-vin. Elles ont réalisé des projets qui n'étaient bons que sur le papier, sous la supervision de personnes extérieures, et n'ont pas apporté de réels changements dans la vie de notre peuple.

Les pays occidentaux ont quitté l'Afghanistan les uns après les autres. Le retrait des États a-t-il été une erreur ? Et si non, *pourquoi pas ?*

Oui, presque tous les pays sont partis. Ce n'est pas du tout une erreur pour nous, c'est une chose positive. Nous étions totalement contre cette occupation et la présence de ces troupes. Mais, malheureusement, ce retrait est le résultat d'un accord diplomatique entre les États-Unis et les talibans. Une fois encore, comme les fois précédentes, ce sont les civils afghans qui en paient le prix. Les combats en cours tuent des civils, brûlent leurs maisons et leurs fermes et les obligent à fuir leurs villages.

PHOTO ALEJANDRA SANTIAGO

RAWA croit fermement qu'aucune nation (et pays) ne peut recevoir la paix et le progrès comme un cadeau. Les peuples doivent se battre, construire la paix de leurs propres mains, pour avoir un lien fort avec elle.

Que se passera-t-il si les talibans prennent le pouvoir ? (L'interview date du 15 août – NDLR)

Ils sont déjà au pouvoir dans les principales régions du pays, mais tout est arrivé soudainement. Les gens sont encore en état de choc. Jusqu'à présent, ils ont agi différemment d'une région à l'autre : certaines zones sont encore contestées, sous le feu des combats, mais d'autres villes et frontières leur ont été remises sans résistance. Tôt ou tard, ils atteindront Kaboul et il sera difficile de prévoir ce qui se passera. Les talibans feront de leur mieux pour maintenir une image positive et différente cette fois-ci.

Ils tenteront également d'obtenir un soutien international. Ils peuvent organiser des « élections », mais il est impossible de cacher leur caractère misogyne, criminel et ambigu. Ces derniers jours, les gens ont été effrayés par leurs actes criminels et aucun Afghan ne peut oublier les horribles attentats perpétrés ces dernières années, tels que les attaques contre des écoles et des hôpitaux, les assassinats de journalistes, du personnel qui vaccine, de juges, de policiers, de médecins et les attentats-suicides…

Même les femmes membres de la délégation des soi-disant pourparlers de paix à Doha, comme Fouzia Kofi, ont affirmé que les talibans avaient changé, mais les derniers jours ont montré le contraire. Les talibans attendent le bon moment pour arriver à Kaboul et créer leur Émirat islamique, qui appliquera la charia, la loi islamique, et s'immiscera dans tous les aspects de nos vies.

L'alternative est-elle de fuir ?

Non, pas du tout. Nous trouverons un moyen de poursuivre notre lutte en fonction de la situation. Il est difficile de dire comment, mais nous poursuivrons certainement nos activités clandestines comme nous l'avons fait dans les années 1990 sous le régime des Talibans. Bien sûr, cela ne se fera pas sans risques et dangers, mais toute forme de résistance exige des sacrifices.

Cristiano Tinazzi
Journaliste italien indépendant, spécialisé dans les pays du Moyen-Orient

1. *Revolutionary Association of the Women of Afghanistan*
2. https ://news.upday.com/it/lafghanistan-visto-dalle-donne-di-rawa/.

VIETNAM
Une belle rencontre
Entretien avec Tran To Nga journaliste, militante franco-vietnamienne

Suite à la lecture de son livre *Ma terre empoisonnée* et au jugement du Tribunal d'Evry, le 10 Mai 2021, qui s'est déclaré incompétent pour juger de sa plainte contre 14 firmes d'agrochimie ayant fourni l'agent orange à l'armée américaine, je voulais rencontrer Madame Tran To Nga autrement que par l'intermédiaire des médias télévisuels.

J'ai beaucoup d'admiration pour cette femme, sa force morale est certainement exceptionnelle. A 79 ans, elle vit seule dans un appartement à Evry alors même que son pays natal, le Vietnam, sa famille lui manquent terriblement. Ses proches la réclament mais elle tient bon. Combattante, elle l'a toujours été. Comment une petite femme, en mauvaise santé et âgée a-t-elle pu avoir le cran d'intenter un procès à des grands géants industriels tels que Monsanto ?

Son livre *Ma terre empoisonnée* écrit avec la collaboration de Philippe Broussard permet de comprendre sa position de résistante. Née au temps de l'Indochine française, elle a baigné dès l'enfance dans l'esprit de lutte pour l'indépendance, sa mère Nguyen Thi Tu était une militante très active, présidente notamment de l'Union des femmes pour la libération du Sud-Vietnam.

Ce n'est pas rien de naître dans un pays soumis à une puissance coloniale fût-elle la France, le pays des droits de l'homme. Pour justifier la colonisation du Vietnam les colonisateurs n'ont cessé de décrire les indigènes comme des êtres inférieurs. En témoignent hélas les rapports des fonctionnaires et des écrivains de l'époque.

Cette insolence du mépris à l'encontre d'une civilisation étrangère, elle s'exprime aujourd'hui par la voix des multinationales qui ont balayé avec dédain la plainte de Tran To Nga.

Il est facile d'imaginer qu'elle les dérange mais pas tant que ça parce que des procès pour dénoncer les ravages de l'agent orange ne datent pas d'hier et les plaignants sauf exception [1] ont toujours été déboutés.

Mais la roue tourne, il faut le croire, le combat de Tran To Nga a rejoint la lutte mondiale contre les écocides. L'opinion est de plus en plus alarmée par les tragédies d'ordre sanitaire qui ne concerneraient pas seulement des cas isolés ou lointains comme les victimes de l'agent orange au Vietnam mais des populations aux quatre coins du monde.

Il s'agit de réagir face au mépris manifeste de ces multinationales. Tran To Nga n'entend pas répondre au mépris par le mépris ou la haine, elle choisit l'action.

En ce mois de juin 2021, Tran To Nga commence à me parler de sa mère. Elle est bouleversée car elle vient de recevoir un autre témoignage concernant les circonstances de sa mort :

Quand on parle de la disparition de ma mère, en même temps on parle de la cruauté de la guerre. Maintenant j'arrive à comprendre pourquoi je suis si tenace dans ce combat.

Ma mère a été portée disparue. je l'ai écrit dans mon livre. J'ai retrouvé ses ossements presque 40 ans après. Elle était ensevelie assise parce que son crâne était seulement à 20 cm du sol.

Elle aurait été ensevelie vivante

Oui. J'ai retrouvé ses ossements, les cordes qui ont servi à la ligoter. Plus de 30 ans avant pendant la guerre, on m'a prêté un livre qui

TRAN TO NGA RADIEUSE BATTANT DU TAMBOUR

s'appelait *Le Vietnam sanglant* du journaliste Bernard Fall [2]. Quand on m'a prêté ce livre, j'ai eu l'impression que je pourrais peut-être trouver les traces de ma mère. J'ai parcouru les 300 pages et aux dernières pages, j'ai lu qu'au Tribunal d'opinion de Bertrand Russell [3], le dernier jour, un soldat américain est venu lui dire qu'il ne pouvait plus se taire même s'il n'a pas témoigné au Tribunal. Il a raconté à Bertrand Russell qu'à la fin de la campagne de l'armée américaine dans la région du triangle de fer dans le sud, on lui a confié une femme qui était une des dirigeantes du FNL. L'américain l'a torturée pendant 3 heures à l'électricité. Elle n'a rien dit. Il ne sait pas ce qu'est devenue cette femme. J'ai perdu ce livre. Quand on m'a envoyée à Saigon en clandestinité, j'ai cherché le livre mais il a été interdit à la publication. En France j'ai fait des recherches, j'ai demandé aux américains sans succès. Dans ma tête il y a ce témoignage mais je ne suis pas sûre. Il y a 2 semaines une réalisatrice m'a contactée, elle projette de faire un film sur le Tribunal de Bertrand Russell, elle voudrait que je témoigne.

Je suis d'accord pour témoigner si je peux être utile. je lui ai parlé de ma recherche du livre, *Le Vietnam sanglant*. Elle a trouvé un autre livre de Jean Bertolino [4] qui porte le même titre et dans lequel figure aussi la déposition de ce soldat américain. Tout d'abord j'étais heureuse de retrouver encore des traces de ma mère. Parce que Jean Bertolino a pu le rencontrer. Et il a raconté comment un soldat américain peut se transformer en monstre. Ce n'est pas le même livre mais c'est le même témoignage.

Je peux me représenter les dernières heures, les derniers jours de ma mère, j'imagine les tortures et ce qu'elle a souffert, Que pensait elle lorsqu'on l'a mise dans un trou ?

Cela hante votre esprit. Etes-vous bouddhiste ?

Je ne suis pas pratiquante mais je suis la sagesse de Bouddha.

La ténacité de ma mère, elle me l'a transférée et je pense aussi, peut-être qu'elle est toujours avec moi dans moi et que j'ai toute l'énergie pour faire tout ce que je fais.

Elle n'est pas morte pour rien, elle vous a passé le flambeau ●●●

VIETNAM

Une belle rencontre

Entretien avec Tran To Nga journaliste, militante franco-vietnamienne

Donc ce que je dis sur ma mère c'est qu'il faut se battre pour arrêter toutes les atrocités des guerres. Quand je pense à ma mère, ce que je voulais dire au monde c'est qu'étrangement je n'ai aucune haine aucune rancune contre ce soldat américain, je ne pense qu'à la souffrance de ma mère mais il faut quand même passer et plus encore il faut réaliser ce qu'elle n'a pas eu le temps de faire, c'est-à-dire de faire le maximum pour le bonheur des gens. C'est ce que je fais.

La guerre elle continue au Vietnam puisqu'il y a encore des victimes de l'agent orange. La guerre n'est pas terminée.

La guerre n'est pas terminée dans le monde entier.

Mais ce qui s'est passé au Vietnam c'était épouvantable. Quand on parle de la dioxine, de l'agent orange on ne peut pas dire que cela concerne tellement les Français.

L'agent orange est devenu la base d'un autre combat celui contre l'écocide. Aujourd'hui on sait que la guerre chimique au Viêtnam c'est la 1ère guerre contre l'écocide. Si on parle de l'écocide on parle de l'agent orange. Le 21 juin il y a un débat avec Valérie Toussaint auquel je vais participer.

J'ai vu votre intervention au Tribunal d'opinion internationale à Paris en 2009 dans La dernière bataille 5 un documentaire diffusé sur Arte. C'est à ce moment-là que André BOUNY vous a contactée.

C'est un homme remarquable. Il connait très bien le dossier de l'agent orange.

Vous ne pouvez pas vous arrêter. À la suite du 10 Mai, les avocats ont fait appel.

Les avocats ont fait appel. Il faut préparer un autre dossier ; Ce sera un autre Tribunal.

Cela prendra combien de temps ?

Je ne sais pas. Ils sont très occupés, je leur fais confiance. Je suis leur cliente mais nous n'avons pas d'argent pour les payer. J'ai un comité de soutien dont 20 associations sont membres depuis 6 ans. Les avocats ne prennent pas d'honoraires. Cela fait 10 ans qu'ils travaillent bénévolement. Ce procès est très dur, ils ne gagnent rien. Ils travaillent avec leurs cœurs. Avec toutes leurs connaissances. Comme je leur fais confiance, c'est à eux de me dire ce que je dois faire. Par exemple en 2019, le tribunal m'a demandé si j'acceptais de négocier. Si je dis oui, le tribunal va me trouver un médiateur pour négocier, c'est-à-dire on parle de dédommagement et on ne parle plus de procès. A ce moment-là j'étais très malade et très fatiguée. Au Vietnam, les amis, la famille trouvaient que je me sacrifiais trop.

Quelle que soit ma décision, ils me soutiennent. A ce moment-là, j'étais très soucieuse. André Bouny m'a dit que si j'acceptais la négociation c'est que je baissais les bras. C'est comme si je capitulais. J'ai eu un entretien avec l'un de mes avocats qui m'a dit que le but ce n'était pas seulement l'argent mais aussi de faire connaitre le crime. Une rencontre de 5 minutes, j'étais soulagée. On a décidé d'aller jusqu'au bout. On a refusé la négociation.

Ce qu'on attend de ce procès même s'il doit encore durer très longtemps c'est une jurisprudence pour les autres victimes de l'agent orange, donc on ira jusqu'au bout. Même si aujourd'hui la confiance envers la justice est un peu ébranlée suite à la conclusion du jury.

Ils disent qu'ils ne sont pas compétents.

Je suis dans mes droits. Il se basent sur les arguments des avocats de la partie adverse pour conclure que ma plainte est irrecevable. Si c'était irrecevable ils ne devaient pas faire trainer plus de 6 ans le dossier, audience après audience avec plusieurs reports. Finalement ils ont organisé une audience de plaidoirie de 8 heures.

Nos avocats ont droit à 90 minutes et les autres ont droit à 4 heures. Pourquoi trainer, nous faire perdre tant de temps pour conclure que la plainte était irrecevable ? Leurs arguments étaient les mêmes que les avocats de la partie adverse. On savait d'avance qu'il y avait aussi la politique. Maitre Bourdon a toujours dit qu'il s'agissait d'un procès unique parce qu'après moi il n'y aurait plus de procès contre l'agent orange.

Car au Vietnam les victimes n'ont pas les moyens d'intenter de procès.

Et c'est un procès historique, et c'est un procès politique mais quand la politique joue, on sait très bien que les firmes américaines qui sont très très riches qu'on appelle les géants, défendent jusqu'au bout leurs intérêts.

Dans le reportage la Dernière bataille un expert témoigne qu'il avait été nommé après 1970, pour faire un rapport qui accusait l'agent orange. Ce rapport n'a été divulgué que 30 ans plus tard. C'était secret défense.

Après ces 7 années d'audience et de combat le drame de l'agent orange resurgit et resurvit c'est maintenant que dans le monde entier on en parle.

C'est déjà une victoire.

Aujourd'hui on s'associe avec le combat contre l'écocide. On est encore plus fort. Même si le Tribunal d'appel considère la plainte comme irrecevable, on continue quand même pour que justice soit rendue. Cela passe par l'opinion publique car le crime de l'agent orange sera de plus en plus connu dans le monde entier. La reconnaissance de ce crime contre l'humanité rejoint tous les combats contre les écocides.

Pour le procès de l'agent orange, je suis touteseule avec des millions de gens qui me

NGUYEN THI TU ET TA BA TONG LE BEAU-PÈRE DE TRAN TO NGA

soutiennent mais le combat de l'écocide ne sera mené non pas pour une seule personne mais pour l'humanité.

Un jour vous allez disparaitre. Comment passer le relais ?

Aujourd'hui, le relais est déjà passé surtout via le collectif ***Vietnam Dioxine***, la jeunesse est devenue mon armée. Je leur ai expliqué que peut-être qu'un jour je disparaitrai, que la maladie prendrait le dessus mais que notre cause n'aura pas disparu. Maintenant je n'ai plus peur, elle prendra le relais.

Peut-être que les firmes se disent qu'elle est âgée, malade.

C'est pourquoi le procès a traîné. Mais elles ont vu que je n'étais pas si faible, si courbée. Je pense toujours que je ne suis pas toute seule. Je ne suis pas si courageuse car je suis toujours protégée car j'ai confiance en ma cause qui est celle de toutes les victimes des écocides.

Si vous êtes concernée par ce combat, c'est que vous avez été meurtrie vous-même dans votre chair.

Oui mais aussi parce que j'ai rencontré beaucoup de victimes au Vietnam. A mon âge, les Vietnamiens pensent à la tranquillité. Cela fait déjà 10 ans que je me bats. J'ai vécu une vie de combattante, sans argent et toujours des difficultés. J'ai vécu toutes les souffrances de l'humanité. Je devrais aspirer à la tranquillité. Depuis presque 2 ans je suis toute seule. Je dois expliquer pourquoi je supporte ces conditions. Dans notre pays, les gens de notre âge ont droit au repos, à être protégés, entourés par leur famille.

Mais vous continuez d'être dans l'action

S'agissant d'un procès civil, je me bats pour moi et mes enfants

Vous avez reçu une décoration, la légion d'honneur

Je ne l'ai pas demandée. J'étais la représentante d'une association des anciens militaires français internés en Indochine pour des activités humanitaires au Vietnam et c'est comme ça qu'on m'a donné la légion.

Dans votre livre Ma terre empoisonnée vous parlez essentiellement de vos combats dans votre jeunesse jusqu'à l'âge de 30 ans. Ensuite vous ne vous étendez pas beaucoup sur votre vie. Vous avez été professeur, vous avez exercé plusieurs métiers. D'après ce que j'ai compris, vous n'étiez pas tellement d'accord avec le gouvernement communiste.

J'ai été déçue par la réalité si éloignée de mes rêves, de ceux de ma mère pendant la guerre. Mais je ne suis pas du genre à me plaindre c'est pour ça qu'après ma retraite de proviseur, je me suis engagée dans des activités humanitaires, j'aidais les orphelins c'est comme ça que j'ai rencontré des Français au cours d'activités humanitaires où j'ai participé pendant 4 ans à un programme de réparation des maxilofaciens, à la création d'écoles au Vietnam. Je voulais me rendre utile.

Modestement dans mon coin j'apporte une consolation aux orphelins, aux handicapés, si je ne peux pas faire quelque chose de grandiose, j'apporte une petite contribution à mon peuple. Je suis très contente de ma vie.

Progressivement lors de vos activités humanitaires en coopération avec la France, vous avez aimé la France ?

J'ai aimé la France depuis ma petite enfance. Mes parents étaient francophones. Après le décès de mon père, j'avais 5 ans, ma mère m'a envoyée à l'école française. J'ai appris l'alphabet français avant l'alphabet vietnamien. Malgré toutes mes activités contre la guerre coloniale puisque dès 8 ans j'étais déjà agent de liaison, mais j'ai toujours aimé la France.

Vous aimiez la France à travers la langue, à travers les écrivains ?

À travers la culture. Je lisais beaucoup. Petite, je connaissais déjà par cœur *les Misérables*, c'était déjà imprégné dans mon âme. Mais ce n'est pas parce que j'aime la France que j'y reste. A cause du covid depuis 2 ans, je ne suis pas retournée au Vietnam mais auparavant je faisais toujours des va et vient.

Je remercie toujours la France de m'avoir donné la nationalité française. C'est grâce à cette nationalité que je peux faire ce procès, c'est une des conditions sine qua non, mais après je retournerai dans mon pays natal.

Aujourd'hui il y a au Vietnam la 4ème vague. J'attends des vols réguliers pour y retourner.

Il y a quelque temps le Vietnam était montré en exemple parce qu'il avait vaincu la pandémie.

Il ne faut pas comparer avec la France. Le Vietnam est pauvre et manque de moyens pour une grande quantité de malades. Au Vietnam une centaine d'admissions dans les hôpitaux c'est déjà énorme. Chaque jour, si on annonce 1 ou 3 décès c'est déjà trop. Il manque de vaccins.

Ce matin j'étais dans une boutique Apple. Le technicien était très gentil. Je lui ai demandé s'il avait entendu parler de l'agent orange. Il m'a répondu que non. Alors je lui ai expliqué et il a été très touché. Donc il faut que je propage les informations. C'est ça mon combat, mon devoir pour ce procès. Se battre juridiquement c'est l'affaire des avocats. Mobiliser l'opinion publique c'est de notre ressort car les firmes américaines ont très peur de l'opinion publique. Le travail c'est de sensibiliser les populations.

Propos de Tran To Nga recueillis par Evelyne Trân
le 16 Juin 2021

1. Paul François, agriculteur victime du pesticide Lasso, a gagné son procès contre Monsanto en 2020.
2. Bernard Fall (1926-1967) Historien, politologue et correspondant de guerre américaine.
3. Le Tribunal Russell, également connu sous le nom de Tribunal international des crimes de guerre et Tribunal Russell-Sartre, était un tribunal d'opinion, fondé en 1966, par Bertrand Russell et Jean-Paul Sartre pour dénoncer la politique des Etats Unis dans le contexte de la guerre du Viêt Nam. (source Wikipedia).
4. Jean Bertolino : reporter, correspondant de guerre
5. Documentaire *La dernière bataille* d'Alan Alderson et Kate Taverna (2020)

PÉROU
La révolution dans les Andes

Certains pays d'Amérique du Sud, si on les étudie de près, ont des histoires similaires en termes de soulèvement révolutionnaire. C'est le cas du Pérou.
Le mouvement révolutionnaire au Pérou remonte non seulement à l'insurrection des années 1960-70, du MIR – Movimiento de izquierda revolucionaria (Mouvement de la gauche révolutionnaire), créé en 1962, mais aussi à la résistance à la dictature du général Odria dans les années 1940, et même des insurrections *apristas* des années 1930, le mouvement APRA – American popular revolutionary alliance (Alliance populaire révolutionnaire américaine), voir des mouvements des paysans des années 1830 et encore plus loin pendant la grande insurrection de Túpac Amaru II en 1780.

Victor Polay Campos

Deux hommes vont marquer le paysage politique du pays dans les années 1980. Victor Polay Campos connu sous le nom de guerre « Comandante Rolando » et Alan García, président du Pérou.

Ils s'étaient croisés vingt ans auparavant, leur destinée sera différente l'une de l'autre. Tous deux venaient de familles *apristas*, le père de Polay avait été l'un des fondateurs de l'APRA. Celui de García avait été un proche de son dirigeant Haya de la Torre. Le vieux Polay et le vieux García avaient souffert dans les prisons péruviennes pour avoir été torturés. Leur fils avaient été préparés par le parti à en devenir de futurs dirigeants. Le destin les amena à côtoyer la même université espagnole, à travailler ensemble à Genève en creusant des tranchées et c'est à Paris que surgira la discorde. De là naîtra leur rivalité.

Alan García, alors jeune président, brillait par son extraordinaire popularité qui s'effritera en 1987, lorsqu'il tenta de nationaliser le secteur bancaire. Les banques se retranchèrent dans leurs forteresses pour livrer bataille, les entreprises privées sous la colère s'opposèrent au choix du jeune président et confièrent la vedette à l'écrivain Mario Vargas Llosa.

La même année, le MRTA (Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru) était une organisation politico-révolutionnaire qui puisait ses fondements idéologiques et politiques dans le MLN-T (Movimiento de liberación nacional – Tupamaros), qui prendra les armes sous le commandement de Victor Polay et commettra son fait le plus marquant, la prise de contrôle de la ville de Juanjuí en novembre par les Tupamaros.

Juanjui

Juanjuí était une capitale de province de trente mille habitants qui se sentait invulnérable, rappelant l'existence du gouvernement par le portrait du président Alan García dans chaque bâtiment public. Victor Polay donnera l'ordre de prendre d'assaut la ville le 6 novembre 1987 à quatre heure et demie du matin, deux jours après l'anniversaire de l'insurrection en 1780 de Túpac Amaru II.

Une assemblée se constitua, l'un des Tupamaros s'adressa à la foule pour expliquer l'expression d'une idéologie de l'action du MRTA et d'un profond sentiment d'amour. La cause était de servir la vie et de ne jamais renoncer en tant que révolutionnaire à sa justice. Les Tupamaros appelaient à la rébellion et à lutter pour les plus faibles, car sans justice, il ne pouvait pas y avoir de paix.

Le MRTA était un instrument de lutte, pas une fin en soi. Le pays s'acheminait vers la guerre, la première responsabilité des Tupamaros était d'éviter la guerre et non d'y pousser, tout en restant fidèles à leur engagement pour la transformation du Pérou.

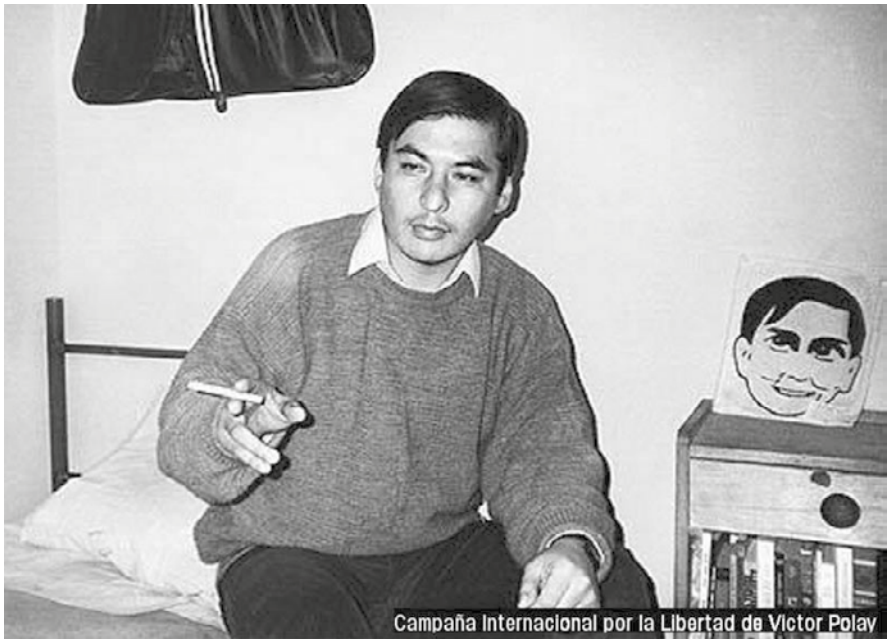
La prison

En février 1989, Polay est arrêté dans la ville andine de Huancayo sans prendre les mesures de sécurité nécessaires. Il était connu dans la ville pour y avoir travaillé politiquement pendant un an, au début des années 1980. Il sera envoyé à la prison de Canto Grande « Castro Castro » en mars 1989, considérée comme la première prison moderne de haute sécurité. Il déclara à la presse qu'il s'évaderait. Cela se produira quelques jours avant l'intronisation de Fujimori comme président, le 9 juillet 1990, accompagné de quarante-sept guérilleros du MRTA dans un long tunnel de 330 mètres de long et d'environ 10 mètres de profondeur, creusé depuis l'extérieur de la prison, l'opération aura nécessité un an de préparation.

Un ouvrage *Le tunnel* aux Éditions Syllepse, de Guillermo Thorndike (en vente à Publico), journaliste péruvien de renom, nous conte admirablement cette évasion prodigieuse en livrant le récit, fidèle pas à pas de cette aventure populaire, courageuse et porteuse d'espoir.

Il sera à nouveau capturé et détenu en juin 1992, lors de l'auto-coup d'État du dictateur Alberto Fujimori au Pérou, dans la prison de Yanamayo située sur les hauts-plateaux à plus de 4 000 mètres d'altitude de la ville de Puno. Le 26 avril 1993, Fujimori transférera le détenu le plus célèbre du Pérou à la base navale de Callao, personne ne sait où se trouve la prison. Les visiteur. teuse.s s'y rendent dans un véhicule fermé sans fenêtres. Il sera condamné à la prison à vie.

En 2006, la juridiction civile a déterminé une peine de 32 ans qui sera portée à 35 ans en 2008. Il reste encore à Victor Polay six ans d'incarcération avant sa libération définitive. Il est toujours détenu



VICTOR POLAY CAMPOS, COMANDANTE ROLANDO

dans la base navale de Callao. Victor Polay Campos vient d'écrire son deuxième livre Revolución en los Andes *: un balance del Movimiento revolucionario Tupac Amaru* (Révolution dans les Andes, un bilan du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru), publié en 2020.

Le courage exemplaire de ces militant.e s devrait être une source d'inspiration et un modèle d'intégrité pour les futures générations qui désireraient entrer en réaction contre des États totalitaires et dictatoriaux.

Actuellement, le Pérou a un nouveau président.

Le dimanche 6 juin, des millions de Péruvien.ne.s ont voté au deuxième tour. Le vote est obligatoire sous peine d'amende. Le candidat en tête est Pedro Castillo, issu de la gauche radicale, ancien instituteur. Il est passé avec 50, 28 % après le dépouillement contre la candidate Keiko Fujimori, la représentante de la droite populiste qui a obtenu 49,7 2 %; et ne veut aucun changement de loi qui défavorise le libéralisme économique, fille du dictateur Alberto Fujimori (1990-2000) qui purge une peine de vingt-cinq ans de prison pour corruption et crimes contre l'humanité.

Des manifestations ont eu lieu un peu partout dans le pays et à l'étranger contre Keiko Fujimori. Pedro Castillo remporte l'élection et prend ses fonctions le 28 juillet 2021, jour de la commémoration du bicentenaire de l'indépendance du Pérou. Il promet l'élection d'une Assemblée nationale constituante.

Pedro Castillo doit relever d'énormes défis avec par exemple, ces trois millions de nouveaux pauvres en un an. Aujourd'hui, le Pérou est le pays qui affiche le plus grand nombre de décès du Covid-19 en proportion de sa population. Dans les prisons du Pérou, la situation est alarmante, parmi les cent mille prisonnier.e.s réparti·e·s dans le pays des centaines sont contaminé·e·s et plus de deux cents sont mort·e·s du Covid-19. Des manifestations ont eu lieu dans les prisons pour réclamer des médicaments.

Une situation désespérée pour tout·e·s ces détenu·e·s

Victor Polay a eu droit à sa dose de vaccin et d'ailleurs le pays a dû libérer près de mille cinq cents détenu.e.s, condamné.e.s à des peines légères, sur les trois milles prévu.e.s, vulnérables à la pandémie. Pedro Castillo doit s'accommoder avec la situation actuelle de la crise sanitaire et d'un parlement fragmenté. Souhaitons que Victor Polay ait droit maintenant à une grâce présidentielle, de la part de Pedro Castillo. L'avenir nous le dira.

Juan Chica Ventura
Groupe anarchiste Salvador-Seguí

CRISE DE FOI
LE MONDE... DU SILENCE !

Le monde entier, paraît-il, nous envie le journal *Le Monde*. Pour sa rigueur. Son honnêteté. Sa méticulosité. Sa probité. Son courage...

Bon, d'accord, comme en avril 1968, quand il titrait La France s'ennuie, il lui arrive de pédaler à côté du vélo. Mais ça arrive à d'autres. Et puis, un seul pet n'a jamais gâché le meilleur repas. Reste que...

Reste que, quand la chose se répète et perdure, on peut se poser des questions. C'est ainsi qu'à l'occasion de la sortie du rapport Sauvé, *Le Monde* vient soudain de découvrir l'Amérique. Et ose écrire dans son éditorial du 6 octobre 2021 intitulé Pédocriminalité : l'Église a besoin d'un vrai aggiornamento. Longtemps, l'image du prêtre se livrant à des attouchements sur des enfants a relevé du cliché, de la rumeur, entre secret et blague grasse. Depuis que la parole des victimes a commencé à se libérer dans les années 2010 en France, on sait que...

Qu'en termes feutrés ces choses-là sont dites. Depuis 1950, en France, 216 000 enfants abusés sexuellement (pas attouchés) par 3000 prêtres, et le rapport estime que ces chiffres sont largement sous-estimés, cela ne pouvait que relever du cliché et de la rumeur. Et, donc, avant 2010, Le Monde ne pouvait qu'en parler sur le mode feutré. Avec prudence. Et en prenant les plus grandes précautions. Seigneur Jésus, est-ce grand Dieu possible d'avoir été sourd, aveugle et muet à ce point ?

Les mauvaises langues, dont nous sommes, prétendent que *Le Monde* étant un journal de centre gauche du genre démocrate-chrétien, ceci pourrait expliquer cela.

Encore une rumeur...diabolique !

Jean-Marc Raynaud

La peur qui fait peur

De la peur de la révolution sociale !

Depuis la nuit des temps, une majorité des êtres humains est exploitée et opprimée par une minorité.
Depuis la nuit des temps, une majorité des êtres humains n'est pas satisfaite de sa situation et essaye d'y porter remède.
Depuis la nuit des temps, une majorité des êtres humains se bat en ordre dispersé contre une situation qui, par-delà des différences et des particularismes, est UNE.
Depuis la nuit des temps, une majorité des êtres humains marche soit au violon de réformes sans cesse à venir, soit au canon de jacqueries sans perspectives.

Depuis la nuit des temps, hormis lors de brefs instants comme lors de la révolution française, de la Commune de Paris, de la révolution russe, de la révolution espagnole de 1936..., lors desquels rien ne semblait impossible à la mise à bas de la logique sociétale globale de l'exploitation et de l'oppression de l'être humain par l'être humain, une majorité de ceux et celles qui subissent cette exploitation et cette oppression a peur de s'engager sur la voie d'une révolution sociale lui ayant pourtant fait tutoyer le ciel un bref instant.

Bref, depuis la nuit des temps, pourquoi la majorité des êtres humains redoute-t-elle si souvent une révolution sociale qui, pourtant, lors de quelques orgasmes de l'histoire, est porteuse de tant d'espoirs ?

Ce n'est pas logique.

Voire !

Diviser pour régner

Depuis la nuit des temps, les maîtres du monde, qui ne sont qu'une infime minorité, ont compris que pour pouvoir régner sur une majorité, il fallait la diviser. Entre hommes et femmes. Hommes entre eux. Femmes entre elles. Entre ouvriers et paysans. Ouvriers entre eux. Paysans entre eux. Entre travailleurs manuels et intellectuels. Travailleurs manuels entre eux. Travailleurs intellectuels entre eux. Entre nations. Entre Blancs, Noirs, Jaunes, Rouges... Entre gens du Nord, du Sud, de l'Est et de l'Ouest. Entre catholiques, protestants, sunnites, chiites, bouddhistes, animistes... Entre démocraties bourgeoises, illibérales, « populaires », autoritaires... Entre dictatures dures, molles, rampantes... Entre prêteurs (sur gages) et emprunteurs. Entre riches et pauvres. Pauvres entre eux. Entre crève-la-faim et bouffis de merdes industrielles. Entre genres de toutes sortes. Entre...

Mieux, les maîtres du monde ont réussi à mettre dans la tête de ceux qu'ils divisent qu'ils étaient UN dans l'*american way of live*, son productivisme de tout et de son contraire, son appétit insatiable de merdes standardisées... Et, cerise sur le gâteau, en plus du pain (pas trop) et des jeux (à gogo), ils lui ont inoculé ses valeurs de loi du marché (du plus fort), de « saine » compétition, de simple traversée de la rue pour trouver du boulot, du chômeur parce qu'il le veut bien, de la possibilité pour tous et toutes de devenir riches et puissants, de pouvoir choisir ses maîtres entre politicards de droite, du centre, de gauche... Bref, en ne mettant des chaînes aux pieds du peuple et des peuples, que dès lors que les chaînes de l'aliénation qu'ils leur auront mises dans la tête ne seront plus efficientes.

Difficile, dans ces conditions, d'aspirer à une révolution sociale. D'autant plus que... !

Réalité et mirages des droits formels

Pour que l'exploitation et l'oppression du plus grand nombre par une minorité perdure, en plus de diviser la majorité, il convient que les victimes acceptent plus ou moins la légitimité de la situation. Cela passe par l'aliénation des masses et par la croyance en la possibilité, voir le droit, d'en interdire ou d'en limiter les **excès**.

Les religions et les valeurs consuméristes et individualistes dominantes s'y emploient comme opium du peuple. Croire qu'au royaume des cieux les derniers seront les premiers, c'est du genre anesthésiant, et résumer sa vie à celle d'un estomac sur pattes et à des parts de cerveaux disponibles, également. ●●●

De la peur de la révolution sociale !

●●● Mais, l'opium n'ayant qu'un effet passager, et les éruptions de révolte surgissant régulièrement à l'improviste, les maîtres du monde ont inventés le bouchon de la cocotte-minute. Les droits formels.

Ces droits formels sont de deux sortes. Soit ce sont juste des étiquettes. La constitution de l'ex Union soviétique n'était-elle pas la plus aboutie ? Ce qui n'empêchait pas les goulags. La République chinoise ne dispose-t-elle pas sur le papier d'une cohorte de droits ? Kif-kif pour la République islamique d'Iran, les républiques bananières d'ici et d'ailleurs… ? Mais, ces étiquettes n'abusent personne… ou presque. Aussi…

Aussi, on a inventé (consenti serait plus juste et après d'âpres luttes) les droits politiques formels. Le droit de vote, qui pourrait être contre ? Sauf que, qui dispose des moyens financiers et médiatiques pour façonner l'opinion ? Les droits de l'humain, qui pourrait être contre ? Sauf que, qui va juger de leur application si ce n'est des instances judiciaires davantage au service de l'ordre que de la justice ? La liberté d'expression, de manifestation, de réunion… qui peut être contre ? Sauf que, là encore, qui a les moyens de s'exprimer, de se réunir, de manifester… en dehors de la confidentialité ? Qui peut être contre le droit du travail ? Sauf que, qui va définir ce droit et qui va juger, et comment, de son application ?…

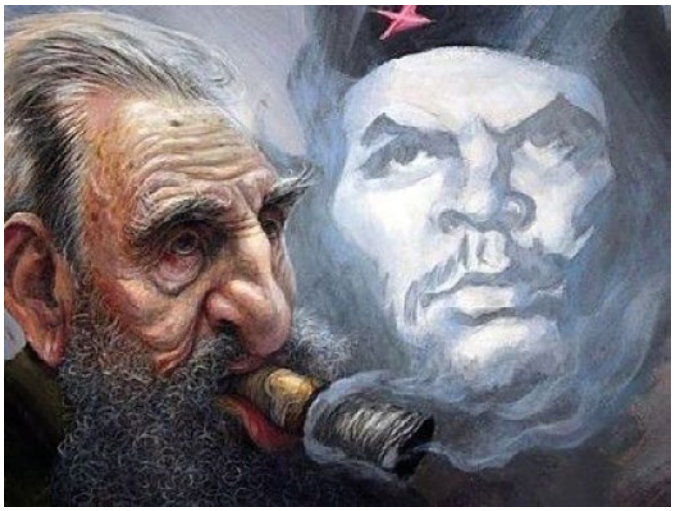
Bref, tous ces droits politiques formels, qui ont été arrachés et non octroyés, s'ils sont importants et nécessaires, ne sont pas suffisants. Et s'ils n'ont pas pour objectif de déboucher sur les moyens de leur existence réelle, ils s'avèrent au bout du compte comme des cautions du système dominant et de son droit éternel du plus fort.

Toute révolution sociale à demi et non permanente débouche sur la réaction ou la dictature

Lorsqu'une jacquerie ou une révolte prend de l'importance et entrouvre la porte à une dynamique de révolution sociale globale, le peuple, comme sa minorité révolutionnaire, est saisi d'effroi. Incroyable. Mais, ce serait donc possible ! Oui, mais à vouloir tout, tout de suite, ne risque-t-on pas de tout perdre, autre version d'un tiens vaut mieux que deux tu l'auras. Et c'est l'hésitation. Et la division entre ceux qui veulent aller plus loin et ceux qui redoutent d'aller trop loin. Et là, deux cas de figure.

Soit, soutenus par les apeurés, les moins radicaux éliminent les plus radicaux avant de se faire éliminer par les apeurés. Et c'est Thermidor.

Soit certains révolutionnaires parmi les plus radicaux éliminent leurs concurrents radicaux et les apeurés, prennent le pouvoir et imposent leur dictature à tout le monde en expliquant que la révolution sociale que l'on reporte à demain n'a pas d'autre choix que la dictature politique d'aujourd'hui.



DESSIN DENIS LOPATIN

Et, dans les deux cas de figure, le peuple, qui oscille entre coups de sang fugaces et hésitations entre aller plus loin demain et aller trop loin aujourd'hui, paye l'addition.

Dans ces conditions, il n'est pas illégitime de redouter des révolutions politiques de cet ordre.

Une révolution sociale sera désirable, crédible, totale, immédiate et permanente ou ne sera pas

Pour que le peuple n'ait pas peur d'une révolution sociale peut-être conviendrait-il qu'on lui dise en quoi elle va consister concrètement. En quoi elle va lui apporter un mieux-être matériel. Un mieux-être de liberté, d'égalité et de justice. En quoi, même si tout n'est pas possible tout de suite, consisteront les différentes étapes, là encore concrètement et dans quels délais. Et en quoi aucune de ces étapes ne constituera un moins ou un recul par rapport à ce contre quoi on s'est révolté. Bref, quand une révolution sociale sera désirable parce que crédible, totale, immédiate dans toute la mesure du possible, permanente sur le chemin de toujours plus de liberté, d'égalité et d'entraide, le peuple n'aura plus de raisons d'avoir peur de la révolution sociale.

Il s'agit là de ce que d'aucuns appellent le bon sens… populaire. Et les révolutionnaires devraient en prendre de la graine. Comment ?

C'est une bonne question à laquelle les révolutionnaires ne devraient pas avoir peur de répondre.

Jean-Marc Raynaud

Les mirifiques philippiques des climatosceptiques

ou, quand ceux qui devraient avoir peur n'ont pas peur

Le climatosepticisme est l'un des plus bizarres tourbillons politiques des trente dernières années, ces années qui ont vu tant de positions politiques sauter de la gauche à la droite, de la droite à la gauche et vice-versa. Ainsi, que l'extrême-droite soit prise d'un prurit de liberté contre la vaccination laisse rêveur. Sans parler des larmes de crocodile sur le sort du mâle blanc. Mais le climatosepticisme prouve encore mieux à quel point l'être humain, entre idéologie et réalité, entre identité et faits, entre tribalisme et pragmatisme, préfère si souvent choisir le confort psychologique plutôt que l'analyse des dangers concrets.

La peur, plutôt à tribord

Car quoique le nombre de théories[1] tentant d'expliquer les caractéristiques psychologiques des personnes politiquement à droite soit immense, quoiqu'elles ne se recoupent pas nécessairement, quoique les vieux débats inné/acquis, primauté des valeurs/primauté des structures, etc. y réémergent, deux caractéristiques (entre autres) des gens de droite font l'unanimité : la peur et l'obsession de la pureté.

Il ne s'agit pas de dire que les gens de droite sont des trouillards. Pas du tout. Mais on constate que, toutes choses égales par ailleurs, en moyenne, une personne de droite tendra à consacrer plus d'attention et d'énergie à ce qui lui fait peur qu'une personne de gauche (notez les expressions « toutes choses égales par ailleurs » et « en moyenne » : on parle de tendance, pas d'automatisme). On n'a pas plus peur d'un côté que de l'autre. Mais on se préoccupe beaucoup plus de ce qui fait peur d'un côté que de l'autre. En d'autres termes, si l'on veut contrôler les gens de droite, il faut marteler ce qui leur fait peur. Entendons-nous : évidemment, à gauche aussi on a peur. À gauche aussi on peut être manipulé par la peur. Mais ça marche beaucoup mieux à droite qu'à gauche. De même, la pureté (notion des plus bidouillables et des moins aisément définissables, en particulier en politique) agite bien plus la droite que la gauche, demandez à MM. Zemmour, Pétain, Le Pen etc. ce qu'ils en pensent.

A babord, on a plus conscience du risque de naufrage

Et pourtant ! Les dangers écologiques, qui font peur, et qui touchent si souvent à la pureté, sont à présent agités par la gauche bien plus que par la droite. Et parmi les dangers écologiques, le changement climatique est en gros reconnu par la quasi-totalité des gens de gauche, mais contesté, souvent très vigoureusement, par les gens de droite. Surtout aux USA, mais pas seulement. Pourquoi diable un phénomène terrifiant, et en partie dû à des attitudes résultant dans des attaques constantes et massives contre la « pureté » de la nature, est-il considéré comme inexistant par des gens qui devraient le considérer comme un cauchemar ?

Notre équipage

Un mot suffit : i-den-ti-té. Dans un étrange et inhabituel éclair de lucidité, l'extrême-droite française n'a-t-elle pas accaparé le mot « identitaire » ? Remontons au déluge : une chose dont l'anarchisme est persuadé, à juste titre, est que l'humanité a survécu, vit, prospère, et survivra, non pas grâce à la compétition, au combat, mais grâce à l'entraide. Pour survivre, et pour vivre, et pour vivre bien, un être humain doit appartenir à un groupe. Mais l'évolution n'étant pas parfaite, la vie étant compliquée et le cerveau humain largement susceptible d'emballement, d'exagération et de simplification, de l'entraide ledit cerveau humain passe vite au chauvinisme. L'évolution l'a gravé dans nos neurones ; il faut appartenir au groupe des meilleurs. Comme, dans la réalité, on n'a pas souvent le choix du groupe auquel on appartient, la solution simple est de décider que le groupe auquel on appartient EST le groupe des meilleurs. Mais donc, les autres groupes sont moins bons. Donc ils sont dangereux. Donc tout ce qui va miner mon identité de… (Français, Blanc, mâle, chrétien… ou Japonais, Texan, Russe…) est dangereux. Le désir d'identité, l'une des plus puissantes structures de notre psychisme, notre psychisme à toutes et tous (et qui, parmi les anarchistes, met cela en doute, devra d'abord se débarrasser de ses pulls noirs, de ses badges en forme d'étoile noire, de ses CD de Léo Ferré, de biographies de Louise Michel, etc.) est ultra-vulnérable à la peur.

En outre, la personnalité de gauche est, elle, le consensus est général, chercheuse de nouveauté, de différence, elle considère la curiosité comme plus qu'une qualité, une nécessité, un honneur, un principe. Donc, quoiqu'au fond tout aussi sensible à l'identité, elle ne perçoit pas la différence comme un danger pour l'identité ; la différence (toutes choses égales par ailleurs… en moyenne…) ne lui fait pas peur.

« Cachez cette catastrophe que je ne saurais voir… »

Et le climat dans tout ça ? Très simple. Quand des gens désagréables comme le Club de Rome, Rachel Carlson, René Dumont etc. ont commencé à démontrer que le capitalisme, le croissancisme et le consumérisme menaient la planète à la catastrophe, le capitalisme a paniqué ; comment discréditer ces Cassandre ? En pointant du doigt que leurs disciples étaient des hippies, des couilles molles, des intellos-à-tour-d'ivoire-qui-n'en-foutent-pas-une-rame, des bronzés ou des amis des bronzés, j'en passe et des pires. L'argument ad hominem, massif. Très rapidement, le capitalisme a su associer dans l'esprit des gens de droite, écologie et menace contre l'identité occidentale-patriarcale-morale. Le tour était joué. Les climatosceptiques ont bien peur, sont bien obsédés par la pureté. CQFD.

Nestor Potkine

1. La bibliographie de la psychologie politique est surabondante : on lira les deux merveilleux ouvrages de Plumyenne et Lasierra, mais aussi Adorno, John Hibbing, Jonathan Haidt, G.C. Jimenez, G.Lakoff, C.Mooney, Joshua Greene, etc.

La France a peur

Bonsoir. La France a peur.

Ainsi débuta le journal télévisé de TF1 (à l'époque encore chaîne publique) du 18 février 1976. Ces mots furent prononcés par le présentateur Roger Gicquel. C'était le lendemain de l'arrestation de Patrick Henry (lequel sauva sa tête grâce à Badinter), meurtrier d'un petit garçon de sept ans. Par cette petite phrase d'introduction, Roger Gicquel (1933-2010) entrera dans la postérité ! À son corps défendant, car il fut victime d'une mauvaise interprétation, la suite de son propos étant une mise en garde contre la tentation de vengeance et de justice expéditive ! Il est vrai qu'elle était un peu alambiquée et pas très claire. D'où le quiproquo. Et finalement, de ce plaidoyer, on n'en a gardé que le début, oubliant le reste, en lui prêtant un fond anxiogène – tremblez, braves gens ! – et c'est bien ainsi que ce fut, dès le soir même, ressenti ! Et ce n'est pas un hasard si ce contresens perdure dans la mémoire collective, car il était bien (et l'est toujours) dans l'air du temps…

La France a toujours peur…

De l'apache au surin en passant par le blouson noir au cran d'arrêt ou à la chaîne de vélo, sans oublier le sauvageon, de Landru à Fourniret en passant par Petiot et autres psychopathes, les médias de toute sorte – on parle dans cet article des médias dominants, les mass médias, pas du Monde libertaire ou de Siné mensuel – n'ont eu de cesse de nous bassiner avec leurs faits divers, et ils persistent, et plus c'est crapoteux, plus ils en font des tonnes, pourquoi se gêner, ça fait vendre coco !

Journaux, radios, télés (et en plus il y a dorénavant les chaînes infos, ça passe en boucle) et maintenant Internet, presque tous font leurs gros titres et nous ressassent le contenu hypertrophié qui va avec. Pour faire bonne mesure, quand ce n'est pas une affaire genre disparition mystérieuse (au hasard) ou le feuilleton interminable de l'Affaire du petit Grégory, en numéro deux sur le podium, on trouve le sport, c'est dire si on est bien informé ! La devise des mass médias, ce n'est pas du pain et des jeux mais du sang et des jeux !

Qu'on ne s'y méprenne pas. Il n'y a pas de négationnisme, les faits sont là, il ne s'agit pas de nier la réalité. Oui, il y a des meurtres, des assassinats, des viols, des crimes sexuels et de sang, des agressions violentes, on pourrait dérouler la liste trop longue jusqu'à la nausée. Et bien entendu, toute notre compassion et notre empathie vont vers les victimes et leurs proches. Notre propos est de dénoncer la place disproportionnée que prennent ce qu'on appelle les faits divers dans l'information.

La réalité

Si les mass médias tiennent tant que ça à nous mettre en garde contre l'insécurité qui nous guette, qu'au moins ils nous désignent celle qui effectivement nous met le plus en danger, celle qui porte atteinte le plus souvent à notre intégrité physique et mentale. Et ce ne sont pas les bandes fantasmées de délinquant assoiffés de sang mettant à feu et à sang nos villes et nos campagnes (pardon, nos territoires) !

Toutes les études un peu sérieuses, universitaires ou d'organismes publics, montrent que les causes premières de mort prématurée (par opposition à mort de vieillesse, en gros, si évidemment on va tous mourir, de nombreuses personnes décèdent bien avant ce que leur espérance de vie le laissait entrevoir) sont les maladies cardio-respiratoires, les cancers, les suicides, les décès liés aux maladies chroniques, ces dernières touchant de plus en plus de personnes, les morts accidentelles (route, maison – chez soi et notamment la cuisine et de plus en plus les piscines privées, c'est dangereux surtout pour les jeunes enfants) etc. Bien loin devant les crimes ! Les violences contre les personnes ne sont responsables que d'à peine des 0,1% du total des décès ! Même si c'est toujours de trop… On notera au passage que dedans sont inclus par exemple les féminicides, qui sont généralement causés non pas par des « délinquants patentés » mais par des proches au casier judiciaire le plus souvent vierge. Et si les médias dénoncent à juste titre les violences faites aux femme, leur déploration ne va pas jusqu'à faire acte d'un peu de pédagogie, et de remettre en cause le patriarcat pourtant largement responsable. Ces violences contre les personnes, dites interpersonnelles, ont bien souvent une cause intrafamiliale ou de voisinage. Quant aux suicides, c'est presque 20 fois plus ! Et le nombre de morts causées par une agression est en baisse constante depuis des années alors que la population, elle, augmente !

Si on regarde le bilan des blessés et morts de la circulation routière, alors un conducteur a plus de (mal)chance d'avoir un accident quand il prend sa voiture que d'être victime d'un car-jacking (littéralement : on t'éjecte – souvent très violemment – de la voiture que tu conduis), fût-il un gros connard au volant d'une grosse cylindrée de luxe. Idem en ce qui concerne les agressions contre les personnes causant des blessures ou des morts, si on travaille à l'usine ou dans le bâtiment, on a plus de risque d'avoir un accident grave voire mortel au boulot que d'être estourbi par un malandrin au coin de la rue en rentrant chez soi. Encore une fois, il n'y a pas photo, on pourrait multiplier les exemples à l'infini (ou presque) montrant que statistiquement, le danger représenté par diverses causes qu'un assassinat voire même d'une agression violente est autrement bien supérieur.

Et si les mass médias prenaient un peu plus leur rôle au sérieux, ils nous expliqueraient et nous réexpliqueraient (vingt fois sur le métier remettez votre ouvrage) que toutes ces maladies car-

ROBERT VENEZIA, PHOTOGRAPHE & FAISEUR D'IMAGES

dio-respiratoires, tous ces cancers, toutes ces fameuses comorbidités – mot mis à la mode par la pandémie du Covid – diabète, obésité, dépression etc. ne sont pas apparues par hasard, il n'y a rien de naturel là-dedans, elles sont les fruits pourris du mode de vie que nous impose cette société capitaliste. Système économique qui fait fi de toute autre considération que la recherche effrénée de profits pour satisfaire une minorité de privilégiés. Si vous cherchez des criminels, en voilà, ce sont les actionnaires ! Cui bono ? Pour faire savant, à qui profite-t-il ? Comprendre : à qui profite le crime ! Pollutions (air, eau, sol), malbouffe, conditions de travail parfois épouvantables, mal-logement, stress, angoisse du lendemain… Encore une liste à dérouler ad nauseam ! Qu'importe, pour ces malfaisants, les conséquences de leurs méfaits, tant qu'ils se remplissent les poches !

De l'utilité de la délinquance…

Il y a certes aussi des vols, cambriolages et autres nuisances qui peuvent détériorer le cadre de vie vie – souvent déjà pas terrible – et on est d'accord, tout le monde a le droit de vivre tranquillou chez lui. Pour commencer, un sacré paquet de délits sont d'ordre économique. Si on vivait dans une société ne serait-ce qu'un peu plus égalitaire, avec moins de misère et de pauvreté, où amasser de l'argent ne serait pas le but ultime, on peut être sûr qu'il y aurait déjà moins de problèmes. Mais surtout, la vraie insécurité, ce ne seraient pas plutôt les mauvaises conditions d'existence, la vie chère – tout augmente sauf les salaires, les pensions et les indemnités chômage qui vont même diminuer – qui rend les fins de mois (qui commencent parfois le 15) difficiles, le chômage, la précarité, la liste des méfaits de cette société inique est interminable et c'est là le fond anxiogène sur lequel se greffe cette peur que cultivent les mass médias. C'est tellement plus facile de surfer sur les inquiétudes engendrées par ce climat social et écologique délétère, sur le malaise, le mal-être, le mal-vivre des gens en les détournant sur les questions de délinquance et, ne pas oublier, d'immigration. Sans paraître entrer dans le complotisme, on pourrait de nouveau refaire un peu de latin : is fecit cui prodest, traduction : celui qui l'a fait est celui qui profite. Entendre le criminel est celui qui profite du crime.

Quand on parle de criminalité, on pense association de malfaiteurs, et on retrouve qui, comme complices : les politiques. C'est pain bénit pour eux. Ça permet de faire détourner le regard ailleurs que sur toutes les saloperies qu'ils préparent, et passer sous silence leur écrasante responsabilité sur ce qui nous pourrit la vie. C'est bien pratique également pour qu'on ne s'appesantisse pas sur leur gestion calamiteuse de la pandémie, par exemple. Le négationnisme, ils le pratiquent, eux : il suffit d'entendre le sinistre de l'Intérieur Darmalin disant plus se fier « au bon sens du boucher-charcutier de Roubaix plutôt qu'aux chiffres de l'INSEE », ces derniers bien réels rappelant que l'apocalypse délinquante n'était pas d'actualité ! Il faut bien justifier qu'on mette « plus de bleu dans les rues » dixit Macron. Et qui s'en réjouira (on se sent plus en sécurité) devrait y réfléchir à deux fois car il le regrettera quand ces mêmes bleus viendront lui taper sur la gueule le jour où il manifestera contre son licenciement ! Du coup (des coups ?) question bleus, il sera servi !

Éric

Groupe de Rouen

Quand l'État rend l'enseignement de la peur obligatoire.

Ça se passe dans une école. Un ordre est venu de faire comme si… Pas comme si tout allait bien, non, comme si les méchants attaquaient… État d'urgence, urgence de l'État… Faire peur sans effrayer…

Les mômes, eux, tout ce qu'ils veulent, c'est jouer au foot, au basket, à faire comme si. À faire comme si tout allait bien… La cour de récréation, ça sert à ça, pas à jouer à la guerre comme si les méchants attaquaient.

Mais l'ordre est venu, « ***Jacques a dit tremblez !*** », et les enseignants ont joué à la guerre. La guerre des civils à qui on a collé une cible sur la tronche.

« ***Attention, alerte intrusion, individus dans la cour… Ils semblent armés***. »

Chaque instit doit alors faire comme si tout allait mal et choisir la solution la plus adaptée à la situation de sa classe. Les autres ? La plus adaptée à la situation de SA classe en espérant que les collègues, les mômes des autres classes s'en sortiront.

Après tout, c'est juste un exercice, dans une école, rien d'étonnant. Une classe file se perdre dans des vignes, une autre se planque dans un garage.

« Attention, individus dans la cour… Ils semblent armés. »

Les mômes ont été prévenus, histoire d'éviter le grand vent de panique.

Alors, les moineaux dans la vigne, même pas peur… Leur maître a choisi la solution la plus adaptée alors les moineaux font comme si. Comme s'ils avaient gagnés…

« *Monsieur, mon frère qui est dans le modulable dans la cour… Tu crois qu'il est allé où ?* »

« Attention, individus dans la cour… Ils semblent armés. »…

Et y a ce putain d'algéco dans la cour.

La môme a été prévenue mais quand même… Images de Paris sous les rafales, de Nice… La môme a été prévenue que le jeu pouvait être réel.

Et son frère dans ce foutu modulable dans la cour, si vraiment des méchants avaient attaqué… Il lui faudra du temps pour accepter l'idée que ceux qui avaient donné l'ordre « de faire comme si » n'avaient peut-être pas voulu jouer avec sa peur. Pas sûr que pour ce énième coup de pub pour le maintien de l'État d'urgence, urgence de l'État on se soit soucié des mômes.

Qu'une môme ait eu la vision de son frère massacré dans ce piège modulable dans la cour là où des individus manifestement armés…

Le modulable… une fois l'alerte donnée, tous les mômes se sont allongés. « Jacques a dit silence… ». Dans leur cage, ces moineaux-là sont loin de se la jouer grands gagnants des vignes…

Années 50, c'est la guerre froide. Deux blocs avec chacun l'arme atomique… De quoi foutre la trouille aux deux camps, plus les autres… Comme une odeur de risque de fin du monde. Le gouvernement étasunien lance des campagnes de propagande anticommuniste. On entraîne les mômes à avoir le réflexe « *duck and cover* ». Comprenez « *plonger sous la table comme un canard sous l'eau et se couvrir* ».

« *Duck* and cover »… En 51, ce court métrage (9 mn) de propagande fait fureur. Une petite tortue, Bert, joue au prof : en cas d'attaque, si l'on voit le flash caractéristique d'une bombe atomique, reste plus qu'à plonger et se couvrir. Dans tous les cas, insiste lourdement le film, il faut plonger et se couvrir la tête contre un mur ou sous la nappe de pique-nique ! Pas sûr qu'une nappe aurait suffi à Hiroshima ou Nagasaki…

On peut ainsi se protéger contre les attaques nucléaires mais pas que… Dès la première minute, la voix off parle aussi de se protéger « contre d'autres dangers ». Et là, à ce moment précis, la caméra fait un plan sur un petit enfant noir…

« *Dis, tu es sûr que c'est juste un jeu ?* »

L'enseignant – allongé lui aussi – lui fait signe de la tête…

« *Heureusement, sinon avec ce gros malin on serait déjà repéré…* »

Un môme en rampant était allé en douce jusqu'à la porte vitrée pour voir ce qui se passait dans la cour.

Coup de téléphone : « ***Exercice terminé, retour à l'école et récré pour tout le monde***. »

La môme des vignes qui fonce peu après sur son frère. Faire peur sans effrayer…

Le bruit court que le modulable et ses occupants auraient eu de gros souci si…

Quelques jours plus tard, une maman, les yeux humides, vient voir l'instit de sa fille, neuf ans. Le jour de l'exercice, un môme de sa classe aurait dit que S. étant la seule musulmane de l'école, s'il y avait un assassin ce serait elle…

Un ordre est venu de faire comme si… Pas comme si tout allait bien, non, comme si les méchants attaquaient… État d'urgence, urgence de l'État… Faire peur sans effrayer… Et sans diviser…

Le môme, neuf ans, reconnaît avoir tenu ces propos. Propos insupportables et tristes : une môme de neuf ans suspectée d'être une criminelle parce que musulmane par un môme de son âge pas très fufute…

Discussion en classe, le môme perd de sa superbe… Il sait bien que non mais à la télé…

Très vite les enfants de l'école prennent fait et cause pour la victime. À la récré suivante, le môme aux propos insupportables se plaint d'être traité de raciste.

« Ce n'est pas une insulte, c'est une critique. Tu n'es peut-être pas raciste mais ce que tu as dit l'est. Toi seul sais si tu es raciste… »

Mais il ne sait sûrement pas que lui et ses parents sont les proies privilégiées du terrorisme d'État : créer des tensions entre groupes pour mieux contrôler. Faire peur en effrayant…

Une simple histoire vécue en novembre 2016.

Bernard
Groupe d'Aubenas

Iran, 5000 prisonniers politiques massacrés pour terroriser la société

La rue et l'Occident chassent le Chah

Fin 1978, l'Iran est aux bords d'une révolution sociale et politique : la classe ouvrière se joint aux étudiants et à la classe moyenne, plus de deux millions de personnes défilent à Téhéran contre la politique du Chah (roi en farsi). Craignant que l'Iran ne devienne un nouveau satellite de l'Union soviétique, le président des États-Unis Jimmy Carter, envoie le général Robert Huyser, le 4 janvier 1979, persuader le Chah de quitter le pays. Il y reste un mois afin que les généraux iraniens arrêtent la répression sanglante des manifestants, afin de faciliter la transition du pouvoir.

À la Conférence de la Guadeloupe, du 4 au 7 janvier 1979, Carter convainc ses alliés, Giscard d'Estaing, Helmut Schmidt et James Callaghan, de lâcher un régime soutenu sans restriction jusque-là.

Ainsi aidé par les dirigeants occidentaux, l'ayatollah Khomeiny débarque à Téhéran le 1er février et le « Guide suprême de la Révolution » va imposer le régime islamique.

Rapidement la répression des opposants est féroce

La priorité étant de mâter les régions les plus résistantes et combatives, le Kurdistan qui exige plus de libertés est visé par un ordre de Khomeiny le 19 août 1979. Les journaux titrent : « *Quarante personnes ont été fusillées à Sannandadj, Marivan et Saghez* ». La résistance continuant, le 9 septembre 2021 les forces aériennes des Gardiens de la révolution islamique (Pasdaran) bombardent les bases en Irak des groupes kurdes iraniens.

Les femmes sont parmi les premières à résister contre les restrictions rétrogrades du régime islamique. Elles descendent dans les rues contre l'obligation du hidjab imposée dès mars 1979 : « *Nous n'avons pas fait la révolution pour revenir en arrière* ».

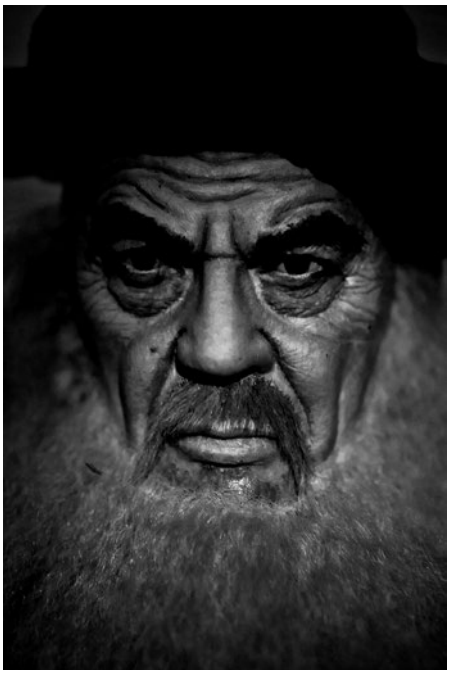


PHOTO THOMAS HAWK

Fin juillet 1988, un grand massacre de prisonniers politiques commence partout en Iran. Pourquoi le régime islamique et son guide suprême, l'ayatollah Khomeiny, décident-ils de commettre ce crime contre l'humanité ? Dans quel contexte ? Pour quel but ?

Aujourd'hui encore, certaines le paient très cher : Saba Kord – Afshari, née en 1998, a été condamnée à 24 ans de prison dont 7 ans et demi ferme et se trouve actuellement dans les geôles islamiques. Son crime : marcher sans hidjab dans la rue et diffuser une vidéo sur les réseaux sociaux.

Quand souffle le vent de la liberté

Les ouvriers de différents secteurs économiques, en particulier le pétrole, constituent des conseils et comités de grève pendant la révolution. Ils veulent désormais autogérer les unités de production. Le premier président de la République islamique s'y oppose : « *Il n'y aura plus de conseil ouvrier* ».

Une myriade de groupes et partis politiques, jadis interdits car le Chah ne reconnaissait qu'un seul parti, le sien, voient le jour. De multiples livres et journaux, bannis auparavant, sont publiés librement. Des rassemblements politiques se font partout, y compris dans les cours de lycées et amphithéâtres d'universités. Des jeunes militent à partir de 14 – 15 ans.

Les femmes se mobilisent de plus en plus contre le hidjab obligatoire et contre les lois en cours d'élaboration, qui les considèrent comme la moitié d'un homme. Les paysans turkmènes constituent leurs conseils et appliquent leur revendication : la terre est à celle et celui qui la travaillent.

Ainsi, nous avons donc été témoins de la radicalisation de la révolution après la prise du pouvoir des mollahs. Les dirigeants des puissances occidentales avaient hélas vu juste, personne à part les islamistes n'auraient pu éteindre aussi bien la flamme révolutionnaire. Le régime islamique a débuté la répression dès sa prise de pouvoir, mais l'ère de liberté s'est relativement maintenue jusqu'en juin 1981, grâce à la combativité de régions telles le Kurdistan, le Khuzistan, le Baloutchistan et le Turkmène Sahara, ainsi que celle des mouvements sociaux, des femmes, des ouvriers qui voulaient maintenir leurs propres conseils dans les usines face aux « conseils islamiques du travail » imposés par le régime.

Mais un fait historique aide le régime capitaliste des mollahs dans la répression de ces mouvements (femmes, ouvriers, paysans, ethnies) : la guerre.

La guerre, « nourriture céleste » ?

Le régime baasiste de Saddam Hussein déclare la guerre à l'Iran officiellement le 22 septembre 1980. Il voulait occuper le

●●●

Iran, 5000 prisonniers politiques massacrés pour terroriser la société.

•••

Khuzistan qu'il nommait l'Arabistan, du fait qu'une importante population arabe d'Iran y vit. Khomeiny et son régime, totalement incapables de répondre aux revendications sociales, économiques, politiques et culturelles des mouvements sociaux, accueillent cette guerre à bras ouverts : Khomeiny souhaite « exporter » la révolution islamique, les Irakiens étant majoritairement chiites. Alors que les prisonniers politiques sont déjà très nombreux, désormais tout mouvement est étouffé sous prétexte de guerre.

En 1982, Saddam Hussein propose la fin de la guerre sans exigence d'annexion du Khuzistan, mais Khomeiny la continue encore six ans supplémentaires, prétextant : « *Pour aller à Jérusalem, nous devons passer par Nadjaf et Karbala, villes chiites irakiennes* ».

Le 20 juillet 1988, Khomeiny accepte la résolution 598 de l'ONU pour stopper la guerre, déclarant « *avoir bu un bol de poison* ». La plus longue guerre conventionnelle du XX^{e} siècle s'est ainsi terminée faisant 262 000 victimes militaires et civiles côté iranien, et 105 000 côté irakien.

Les États se font souvent la guerre pour répondre à une crise par une autre crise encore plus colossale. L'État islamique iranien ne pouvant apporter aucune réponse aux crises sociales et sociétales, a pris la guerre pour une nourriture céleste afin d'empêcher toute évolution de la société vers plus de liberté. Ce calcul s'est révélé complètement faux : les nombreux problèmes amenés par la guerre se sont ajoutés aux revendications existantes qui s'étaient accumulées pendant huit ans.

La « commission de la mort »

Comment gérer la situation quand on est à la tête d'un État théocratique très autoritaire ? La réponse est dans la fatwa (décret religieux) de Khomeiny qui ordonne le massacre de prisonniers politiques qui va durer tout l'été 1988. L'historien Ervand Abrahamian écrit : « *Le 19 juillet 1988 les portes des prisons ont été fermées et les télévisions débranchées. On n'a plus distribué les courriers et colis aux prisonniers. Les visites de prisonniers ont été interrompues et même aux membres de leurs familles éloignés des alentours des prisons. Les prisonniers ont reçu l'ordre de rester dans leurs cellules et ne plus aller à l'infirmerie, aux ateliers etc.* »

Pour que la fatwa soit appliquée une commission est formée, connue sous le nom de « commission de la mort ». L'un de ses quatre membres est l'actuel président de la République islamique Ebrahim Raïssi, qui était à l'époque substitut du procureur de Téhéran. Ce sont ces quatre qui vont décider de la vie et de la mort de plusieurs milliers de femmes et d'hommes qui étaient en prison, surtout pour leur militantisme politique. Des jeunes avaient été arrêtés pour avoir distribué des tracts ou vendu des journaux politiques dans la rue. Beaucoup de prisonniers politiques ayant terminé leur peine restaient en prison : certains ont été réinterrogés par la « commission de la mort » et de nouveau condamnés.

Des atrocités ont été commises sur les femmes, des cas de viols contre les prisonnières politiques avant leur exécution ont été révélés. Les femmes non mariées étaient considérées comme vierges, et les règles islamiques impliquant qu'une femme vierge va dans tous les cas au paradis, des agents du régime les ont violées avant pendaison.

Le « couloir de la mort »

Pour appliquer la fatwa de Khomeiny la commission s'est entourée d'ignobles exécutants. L'un d'eux se nomme Hamid Nouri. Par la suite il a fait de nombreux allers-retours en Suède. La vigilance de militants de la diaspora iranienne dans ce pays a porté ses fruits. Il a été arrêté le 9 novembre 2019 à son arrivée à l'aéroport de Stockholm. Son procès a débuté le 10 août 2021 et doit durer 8 mois. Les prisonniers politiques massacrés en été 1988 avaient droit à un « procès » durant au maximum cinq minutes. Il est jugé pour « *homicide volontaire* », « *infraction contre les lois internationales* » et surtout « *crime contre l'humanité* ».

Hamid Nouri n'intervenait que dans une seule prison, Gohardasht. Une centaine de rescapés peuvent témoigner contre lui. Ils ont décrit les angoisses des prisonniers dans les « couloirs de la mort ». Nouri et son collègue Nasserian venaient les chercher pour que la « commission de la mort » décide de leur sort. Un témoin dit avoir vu un agent du peloton d''exécution circuler avec une brouette remplie de cordes à pendaison. Un autre a vu une quantité importante de chaussures de prisonniers exécutés, empilées. Un rescapé affirme que le nombre de prisonniers politiques pendus était tellement grand que de gros camions frigorifiques entraient à la prison de Gohardasht pour récupérer les cadavres. La plupart ont été enterrés à la hâte dans des fosses communes. Un prisonnier rescapé a dit que Hamid Nouri distribuait des gâteaux pour fêter les exécutions. Les prisonniers rescapés témoignent que pendant l'attente dans les « couloirs de la mort » leurs yeux étaient bandés ; ensuite lorsque Nouri et Nasserian venaient les chercher, ils leur ôtaient le bandeau.

Lorsque les prisonniers ressortaient de la pièce faisant office de tribunal, on les dirigeait soit à gauche du « couloir de la mort », soit à droite, le côté gauche signifiant la pendaison.

Hamid Nouri s'est présenté au tribunal suédois souvent avec le sourire aux lèvres. Il se montre confiant.

Terrorisme d'État

Citons quelques exemples du terrorisme d'État de la République islamique.

> Plus de 200 opposants ont été exécutés à l'extérieur de ses frontières.

> Il prend en otage des citoyens étrangers présents en Iran : le 27 juillet 2021 deux Suédois sont arrêtés pour trafic de drogues (hasard ?). Un médecin ira-

IRAN1988.ORG

no-suédois, invité dans le cadre de ses recherches par deux universités iraniennes, a été arrêté en Iran le 24 avril 2016, le régime des mollahs le considérant comme un espion.

> Il est possible que le régime islamique exige un échange de prisonniers, genre de magouille assez courant entre les États. : l'État français n'a-t-il pas libéré le terroriste libanais Anis Naccache, alors qu'il était condamné à la prison à perpétuité pour avoir tué un policier et un citoyen français lors de sa tentative avortée de mise à mort du dernier Premier ministre du Chah sur le sol français ? L'État français n'a-t-il pas laissé filer le terroriste iranien Vahid Gordji, alors impliqué dans l'attentat sanglant de la rue de Rennes à Paris en 1986 causant la mort atroce de sept passants ?

Qui étaient ces milliers de prisonniers politiques, femmes et hommes, massacrés pendant ce long été de 1988 ? Beaucoup de dirigeants du régime soutiennent encore aujourd'hui ce massacre en prétextant qu'ils n'ont fait que riposter aux attaques armées de l'Organisation des moudjahidin du peuple d'Iran (OMPI). Fondée en septembre 1965, c'est une organisation politique gauchisante qui, à l'époque du Chah, pratiquait la guérilla urbaine. Elle a participé à la révolution de 1979 et soutenu le régime islamique à ses débuts. Mais Khomeiny la considérait comme « hérétique » et elle a donc été mise de côté par le régime. En juin 1981, les derniers espaces de liberté ayant disparu, l'OMPI recommence ses actes de guérilla urbaine. Regroupés en Irak pendant la guerre. Ils aident le régime de Saddam Hussein dans la répression contre les Kurdes et la population chiite. Soutenus par le régime irakien, les moudjahidin du peuple déclenchent une attaque le 25 juillet 1988. Leur leader pensait avoir le soutien des populations iraniennes pour atteindre Téhéran en quelques jours. C'est un échec total : en quatre jours, 2506 moudjahidin sont tués et 531 faits prisonniers.

La majorité des prisonniers politiques massacrés en été 1988 étaient des membres de l'OMPI mais quand on analyse les dates des événements conduisant aux premières exécutions le 28 juillet 1988, on s'aperçoit que le massacre a été prémédité bien avant l'attaque du 25 juillet 1988 des moudjahidin du peuple. D'autre part, plusieurs milliers de prisonniers exécutés étaient des militants d'organisations marxistes, maoïstes et même du Parti Toudeh (parti communiste pro-soviétique). Ils ne pratiquaient pas la lutte armée, le parti Toudeh a même soutenu le régime pendant trois ans après la répression féroce suivant juin 1981 : il considérait les mollahs comme « anti-impérialistes » allant vers une forme du socialisme d'État !

Faire peur !

Pourquoi le régime de la République islamique et l'ayatollah Khomeiny ont-ils décidé de tuer plusieurs milliers se prisonniers politiques en si peu de temps ?

Nous avons rappelé que la prise du pouvoir n'avait pas entraîné le recul ou l'oubli des revendications révolutionnaires. Elles s'amplifiaient même, alors que le régime islamique supprimait des libertés individuelles existantes à l'époque du Chah, telle la liberté de porter ou non le hidjab islamique, de consommer des boissons alcoolisées ou de pratiquer des activités artistiques comme la danse.

Par leurs actes, les militants politiques emprisonnés appuyaient ces revendications. Le régime islamique pensait que s'il faisait taire ces militants, il pourrait alors faire taire les revendications et consolider son régime. Le massacre de milliers de femmes et d'hommes avaient pour objectif de faire peur, peur à toute la société éprise de libertés, d'égalité et de justice sociale. Cette tactique peut réussir quelques temps mais se fissure tôt ou tard. C'est pourquoi le même régime de la République islamique a encore tué au moins 1500 manifestants au cours d'une petite semaine de protestations et de révoltes en novembre 2019, toujours pour faire peur. Il ne s'arrêtera décidément pas jusqu'à ce qu'un dernier choc arrive et l'anéantisse pour toujours.

La peur est une politique de l'échec.

Nader Teyf
Commune de Paris de 1871 de la FA

La peur en Occident de Jean Delumeau

Certains livres ont changé ma vie : *Ni droite ni gauche* de Zeev Sternhell, *La plus haute des solitudes* de Tahar Ben Jelloun, *Jeanne de guerre lasse* de Daniel Bensaïd, et *La peur en Occident* de Jean Delumeau. Pourquoi celui-ci ?

D'abord parce que tournant le dos à l'Histoire des dates et des rois, l'Histoire telle que nous l'apprenions à l'École, ce livre s'enfonce complètement dans l'Histoire des mentalités. L'Histoire comme science sociale… Après Marc Bloch et Lucien Febvre, Jean Delumeau rejoint avec Charles Morazé, Fernand Braudel, Robert Mandrou, Ernest Labrousse, le courant dit de l'École des Annales qui a modifié profondément les études historiques.

Une Histoire aux forts relents de peur

Ensuite parce que ce livre est éclairant sur plusieurs phénomènes qui ont marqué 3 siècles (XV-XVII) de notre Histoire qui, pris séparément, n'ont pas de cohérence. Qu'est-ce qui unit les bûchers de l'Inquisition, la haine des femmes, la crainte des turcs, l'antisémitisme… si ce n'est la peur.

Et pas seulement la peur des possédants, seigneurs et religieux, qui ont peur des paysans, de la sédition, des révoltes, mais bel et bien la peur généralisée de la peste, de l'océan, de la famine, des revenants, de la nuit, de la sorcellerie, de l'hérétique, des soldats et des brigands, du vagabond, de l'autre…

Comment cette peur s'est-elle généralisée ? Pourquoi s'est-elle à un moment éteinte ou modifiée dans la seconde moitié du XVII[e] siècle ?

Bien sûr comparaison n'est pas raison, entre des époques où l'on mourrait à 30 ans et notre période de consommation effrénée (côtoyant la misère) mais où les progrès de la médecine ont considérablement allongé notre espérance de vie.

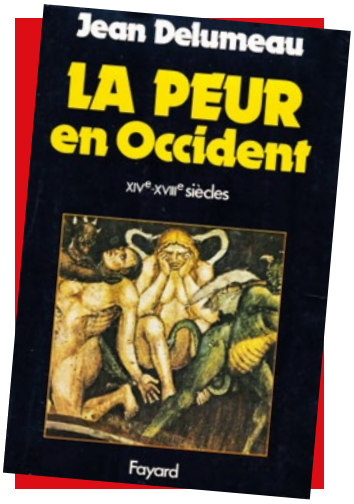
Alors qu'en ce moment plusieurs ouvrages[1] insistent sur la peur comme moteur du complotisme, sur la recherche d'une explication du monde, sur la crainte massive de l'avenir et sur le manque des repères idéologiques ou d'utopies, il est peut-être utile de relire nos classiques et parmi ceux-ci, en premier lieu *La peur en Occident* de Jean Delumeau.

Pour conclure et pour le plaisir, je vais citer ce grand historien catholique[2].

Peur, pouvoir et hérésie : l'excès de pouvoir engendre la peur. Celui qui a trop de pouvoir a peur. Il voit des ennemis et des hérétiques partout. Et il est amené à faire peur. Le pouvoir ne disparaîtra jamais. Il n'est pas question de supprimer le pouvoir. Mais il est question de l'équilibrer par des contre-pouvoirs, des oppositions, des critiques. Quand un pouvoir est seul, il a peur et il fait peur. Et la logique d'un pouvoir totalitaire c'est la peur !

Caillou

1. À lire :
L'opium des imbéciles, Rudy Reichstadt. Éditions Grasset. 2019. Bande annonce : *« La critique du complotisme est un sport de combat. »*
Déchéance de rationalité, Gérald Bronner. Éditions Grasset. 2019.
La théorie du complot est l'arme politique du faible, Emmanuel Taieb. Interview trouvable sur le net.
Le grand récit. Introduction à l'histoire de notre temps, Johann Chapoutot. Éditions PUF. 2021
2. https ://www.qwant.com/ ?t=videos&q=jean+delumeau&o=0 %3AFSOXKpYNKJ4



JEAN DELUMEAU
La peur en occident, .
Éditions Fayard. 2011

CRISE DE FOI
DIEU A PEUR… DE L'HOMME !

Dieu, cette créature diabolique imaginaire, a raison d'avoir peur de l'homme.

Car l'homme est son créateur, et, comme tel, il a pouvoir de vie et de mort sur lui.

Alors, un conseil, « camarade », crois en nous autres athées laïques qui sommes contre la peine de mort. Mais n'oublies pas de dire trois « Je vous salue Jules Ferry, Jean Jaurès… » avant d'aller faire dodo. On t'épargnera Staline et Père touche-touche. À leur manière, ils pourraient te faire douter de ta croyance en l'homme.

Jean-Marc Raynaud

Vers une définition de la décroissance

« Une stratégie qui consiste à réduire le métabolisme biophysique de l'économie, plafonner l'accumulation de la richesse, simplifier les besoins et décentraliser le pouvoir au profit des citoyens » : on doit cette belle définition de la décroissance à Thomas Parrique. On lui doit surtout une fière chandelle, car le concept prend des coups de tous les côtés. Ses contempteurs le déforment en un monstre à la fois antédiluvien et utopique, ses zélateurs se contentent souvent d'un flou plaisant mais peu concluant. Décortiquons cette utile proposition.

LA MER D'ARAL

PHOTO ARIAN ZWEGERS

- I -

« Stratégie ».

La décroissance ne se résume pas à un paradis cotonneux, à une Terre promise similaire à l'horizon, lequel, on le sait, s'éloigne à mesure qu'on s'en rapproche. « Décroissance » désigne une multitude de changements visant une multitude d'objectifs entrant dans les quatre catégories de Parrique. Ces changements seront psychologiques, et moraux, et culturels, et sociaux, et économiques, et technologiques, et politiques : **la décroissance consistera d'abord à se retrousser les manches !**

« Réduire le métabolisme biophysique de l'économie ».

Bon choix que celui du mot « métabolisme », défini ainsi par *le Larousse* : « *Ensemble des processus complexes et incessants de transformation de matière et d'énergie par la cellule ou l'organisme, au cours des phénomènes d'édification et de dégradation organiques.* » Quant à l'économie, c'est l'ensemble des échanges humains visant à maintenir la vie et augmenter le confort, et, dans une moindre mesure, à procurer des plaisirs. Des échanges, donc des transformations. D'où l'ajout de « biophysique » parce que les transformations biophysiques provoquées par le croissancisme s'avèrent de plus en plus, et de plus en plus fréquemment, très nuisibles pour les santés : la santé humaine ; celle de la biodiversité ; celle de la planète. L'obsession du profit est une Saint-Barthélemy de la vie. Permanente. Pire, croissante (justement). Réduire le nombre, l'intensité et les conséquences négatives des transformations de l'environnement dues à l'humanité n'a plus rien d'un caprice esthétique : il s'agit de donner un grand coup de frein au 38 tonnes fonçant vers le bord de la falaise. Beaucoup moins d'industrie ; beaucoup moins d'énergies fossiles ; beaucoup moins d'agriculture industrielle ; un virage massif vers les transports moins ou pas polluants ; presque plus de publicité et ce qui en restera sans mensonges ; plus du tout d'obsolescence programmée ; l'intégralité des productions en mode « du-berceau-au-berceau », c'est-à-dire l'obsession du profit remplacée par l'obsession des conséquences, de toutes les conséquences. Bref au lieu de la réduction à la seule rentabilité pour l'investisseur, et à la seule performance pour l'ingénieur, le recours toujours, partout, à l'analyse multifactorielle des cycles de vie et des cascades systémiques dans toutes les directions. **La décroissance consistera d'abord à se retrousser les manches, bis.**

« Plafonner l'accumulation de la richesse ».

Parrique, poli, sait qu'on ne dit pas plus « chier sur la gueule du patron » que « abolir le capitalisme ». Mais il faut ce qu'il faut. Le capitalisme se résume en effet à un sprint sans fin vers

Vers une définition de la décroissance

●●● une ligne d'arrivée qui s'éloigne à mesure qu'on s'en rapproche. Parce que le capitalisme réduit le sens de la vie aux seuls nombres indiquant la quantité de monnaie que l'on possède (que l'on a volée à autrui), et que les nombres sont infinis, un capitaliste ne se sent jamais satisfait, il n'a jamais atteint son but, puisqu'un milliard pèse moins que deux milliards et deux milliards moins que trois. Casser ce cercle vicieux de l'infini monétaire revient à casser les grandes fortunes et les multinationales, collectivisées ou redistribuées, puis à s'efforcer de répartir équitablement les richesses créées par l'action humaine, afin d'éviter qu'une accumulation plus rapide par certains, au détriment obligatoire de tous les autres, ne relance le cycle mortifère. Voilà pourquoi décroissance égale retour à l'égalité, ou égale diminution drastique des inégalités, pourquoi la décroissance nécessite, et en même temps provoque, la réduction des inégalités.

Dit autrement : l'illusion d'une croissance illimitée, donc à l'infini, découle de la réalité de l'infinité des nombres. Pour casser le lien entre infini des nombres et infinité de la croissance (pour les découpler…), il faut rendre impossible l'infini de l'accumulation monétaire. Seul moyen : la répartition à peu près égalitaire (pour ma part, je n'ai pas d'objection à ce qu'une chirurgienne ou un éboueur gagnent nettement plus qu'un guide-conférencier…) des revenus, et la décapitation automatique non pas des fortunés mais des fortunes dès qu'elles atteignent un niveau inquiétant.

« Simplifier les besoins ».

Tâche gigantesque, certainement. Éternelle, non moins certainement. Car de même que « *le prix de la liberté est la vigilance éternelle* » (Thomas Jefferson), la vigilance éternelle s'imposera pour l'impératif de sobriété. À nouveau, le coupable s'appelle l'infini. Plus précisément, l'infini de l'imagination humaine. Merveilleux cerveau humain, qui imagine ce qui n'existe pas. Mais qui peut donc imaginer posséder, non pas une bicyclette, mais une Mercedes. Non pas une Mercedes, mais une Lamborghini. Non pas une Lamborghini, mais dix Lamborghinis. De même qu'à propos du plafonnement des richesses, Parrique parle de « prospérité sans croissance » c'est-à-dire d'une planète où chacun.e a accès à l'eau courante, à l'électricité, au logement décent, à la santé, au savoir, au travail (un travail sans exploitation, cela va sans dire) etc., il faut parler de « satiété dans la sobriété », de « jouissance sans intempérance ». Il faut que chacun.e ait assez, et même ait du superflu.

Mais l'excès, voilà l'abcès.

Notions et limites éminemment relatives, qui posent l'évident danger d'un monde de censeurs à la triste figure, de puritains du végétarien, de pères-la-pudeur du locavore. Il faudra naviguer, éternelle vigilance, entre le Charybde de l'omni-surveillance et le Scylla de la course à la destruction.

« Décentraliser le pouvoir au profit des citoyens ».

Qu'en termes galants ces choses-là sont dites ! Car si on applique cette phrase à la lettre, on applique l'anarchisme, une idéologie résumée en une phrase : les décisions politiques ne doivent être prises que par les personnes qu'elles concernent.

En revanche, on ne voit pas immédiatement pourquoi « réduire le métabolisme biophysique de l'économie » exige de « décentraliser le pouvoir au profit des citoyens ». Réfléchissons. Une autre vigilance éternelle doit s'exercer contre les deux pires obstacles de l'anarchisme, la hiérarchie et la division du travail. Car la hiérarchie sera toujours suggérée à l'humanité par l'une de ses formes, inévitable, celle entre parents et enfants. Quant à la division du travail, la porte par laquelle la monnaie et la finance, bref le capitalisme, se sont glissées dans la vie de l'humanité, elle offre tant d'avantages que, s'il importe de bloquer ses inconvénients, on ne pourra pas l'abandonner. Mais hiérarchie (création de chefs) et division du travail (création de représentants et de spécialistes) sont les instruments qu'utiliserait qui voudrait se lancer dans la course au pouvoir. Et parce que cette course au pouvoir n'a jamais de fin intrinsèque (tous les pouvoirs ont toujours été instables, ne serait-ce que parce que même les dictateurs meurent), elle introduit cette même instabilité que le capitalisme, c'est-à-dire ce même sprint général vers une ligne d'arrivée qui, encore une fois, s'éloigne à mesure qu'on s'en approche. La course au pouvoir s'oppose absolument à l'équilibre, à la stase, la stase résiliente, la stase autorégulatrice que la décroissance doit procurer dans une planète limitée et aux ressources limitées.

- II -

Équilibre et autorégulation sont donc deux notions indispensables à celle de décroissance.

L'équilibre parce que dans, bis, une planète limitée et aux ressources limitées, le déséquilibre – c'est à dire utiliser les ressources plus vite qu'elles ne peuvent se renouveler – mène au désastre.

L'autorégulation parce que le monde physique et le monde social changent en permanence, et que leur équilibre étant donc endommagé en permanence, il faut le rétablir en permanence. La décroissance a un escargot pour symbole, mais un culbuto parlerait plus juste.

Pour pouvoir réaliser équilibre et autorégulation, il faudra réaliser ce que l'on pourrait appeler la cascade des santés. De quoi s'agit-il ? L'impact de l'action humaine sur l'environnement est tel que la santé de l'environnement dépend de la santé politique et économique de l'humanité. Or l'humanité ne connaîtra

PHOTOS PIXABAY

la santé politique (décentralisation, autogestion, anarchisme) et économique (entraide, mutuellisme) que si, parmi certes beaucoup d'autres facteurs, elle jouit d'une solide santé morale, en d'autres termes si sobriété et prudence remplacent, en tant que guides de l'action humaine, lucre et compétition.

Mais pour que la santé morale devienne la règle et non l'exception, il importe que la santé psychologique soit bien plus répandue qu'aujourd'hui.

Si les définitions de la maladie mentale ne manquent pas, celles de la santé mentale brillent par, sinon leur absence, du moins leur obscurité, pardon pour ce paradoxe. D'où l'utilité d'une théorie psychologique fertile, la « psychologie de la motivation » de Paul Diel.

Psychologie de la motivation

Contrairement à beaucoup d'autres théories psychologiques ou psychiatriques, la psychologie de la motivation se préoccupe moins des pathologies spectaculaires, psychoses ou TOCs, que des erreurs banales, quotidiennes, que nous commettons tous. Le cœur de cette théorie constate que la majeure partie de ces erreurs se rangent en quatre directions complémentaires.

- Nous pouvons 1/sous-estimer l'importance (la valeur, l'influence) d'autrui, ou 2/sous-estimer notre propre importance : nous pouvons ne voir en autrui qu'un simple moyen, réduit à sa seule utilité, voire un simple obstacle, à réduire ou annihiler. Et nous pouvons nous considérer nous-mêmes comme très, trop, inférieurs à autrui, comme un moyen pour autrui.

- Nous pouvons aussi 3/ surestimer l'importance d'autrui (par exemple ; l'opinion que l'on a de nous ; les règles imposées de l'extérieur ; l'autorité de telle ou telle institution ou personne, etc.) ou 4/ surestimer notre propre importance (notre intelligence, notre valeur morale, notre capacité de séduction, notre prestige, etc.)

Santé psychologique et santé morale reviennent dès lors à une question d'équilibre et d'auto-régulation : l'équilibre entre moi et autrui, l'autorégulation parce que cet équilibre s'effrite à chaque instant de notre interaction avec autrui, et qu'il faut donc le reconstruire à chaque instant.

Mais si je trouve le juste poids de mes droits et de mes devoirs en même temps que le juste poids des droits et des devoirs de mes partenaires, de mes voisins, des collectivités auxquelles j'appartiens… et de celles auxquelles je n'appartiens pas, et de la biodiversité et de l'environnement physique, alors la santé morale s'approche. Et si je ne suis pas le seul individu à m'approcher de la santé morale, alors la santé politique et économique devient un objectif réaliste. Et une planète livrée aux inondations et à la pollution devient un avenir un peu moins réaliste.

Jean-Manuel Traimond
qui espère avoir été réaliste.

FAITS D'HIVER MOURIR D'AIMER !

Anne Durand de Saint André, ancienne baronne et libraire en Suisse, 84 ans, vivait, sous curatelle, dans sa maison, à La Rochelle. Fin 2020, suite à un dégât des eaux important, elle dut être accueillie dans un EHPAD géré par le CCAS (Centre communal d'action sociale) de La Rochelle. Pour six mois, le temps que… Le temps que… !

Dans cet EHPAD, et oui ça arrive, Anne a rencontré le grand amour de sa vie. Jean-Claude, un jeune résident de 74 ans (putain, le même âge que moi). « On s'aime énormément. Je n'ai jamais été aussi amoureuse. Il est doux, adorable. On passe des heures à se serrer », racontait-elle alors. Et les deux tourtereaux ne souhaitaient qu'une chose. Finir leurs jours ensemble dans cet EHPAD. C'eut pu être une belle histoire, mais…

Mais quoi, deux vieux qui se tiennent par la main, qui se bécotent toute la journée et qui, même, sûrement, doivent faire des choses… Ça dérange le service. Ça laisserait à entendre que l'amour n'a pas d'âge et qu'on peut être heureux dans un EHPAD. Et puis quoi encore ! Le personnel (en sous-effectif) pourrait s'attendrir, être humain et, ainsi, porter atteinte à la productivité de son travail. Il n'en est pas question. Aussi, malgré des demandes répétées d'Anne, qui plus est relayées dans la presse, pour pouvoir rester, au-delà des 6 mois du contrat, avec son chéri, la réponse fut : NIET. Le règlement, c'est le règlement. Et, zou, mutation dans un autre EHPAD. Car, on est humain, on n'a quand même pas mis Anne à la rue !

Anne n'a pas supporté et, après avoir prévenu plusieurs fois, s'est suicidée fin juillet dans sa nouvelle prison. Elle a laissé un mot expliquant son geste, et un petit paquet à remettre à Jean-Claude.

Putain d'enfoirés, de salauds, d'abrutis, de connards, de sans-cœur, de bureaucrates de merde du CCAS et de l'EHPAD où Anne a connu l'amour et l'interdiction de l'amour. Vous pouvez être fiers de vous ! De votre lâche médiocrité mesquine et… criminelle !

Jean-Marc Raynaud

Zemmour (ACTE 3)
Le sexisme ne passera pas

Février 1974. Depuis novembre 1973, j'accompagne un samedi sur deux, au départ de la Gare du Nord, à Paris, quarante-huit femmes de tous âges et de toutes conditions qui vont se faire avorter en Angleterre, parce qu'elles n'ont pas trouvé de solution légale en France, où l'avortement est encore interdit sous toutes ses formes. Et qu'elles ont dépassé le délai pour l'avortement Karman par aspiration, aux Pays bas. On part le samedi à 7h, on revient le dimanche à 20h. Elles paient juste le prix du voyage.

Moi, j'ai commencé comme volontaire dans les centres d'information du MLAC (Mouvement pour la Liberté de l'Avortement et de la Contraception). On tenait des stands sur les marchés, à Paris, en banlieue, ou à la sortie des projections interdites du film *Histoire d'A*.

J'étais un peu fatigué de ce travail administratif : faire des listes, donner des numéros de téléphone secrets, prendre des rencards chez quelques médecins français qui pratiquaient la dilatation-curetage, gratuitement, malgré les risques immenses pour eux : la radiation et un long procès. J'ai toujours considéré ces types comme des héros. Ils m'impressionnaient.

Comme je parlais bien anglais, le MLAC décida de me nommer « guide » pour les cars de Londres. Officiellement, à la douane, aux deux frontières, je déclarais un voyage organisé. J'aidais aussi le militant qui conduisait (un jeune militaire qui revenait, écœuré, du Tchad) à se débrouiller en Angleterre, je lui traduisais les panneaux. Il était non anglophone. Et mes « voyageuses » étaient quarante-huit femmes déprimées que je devais amener jusqu'à la *Parkview clinic*, dans la région de Londres. On avait donc des heures d'autoroute et de route jusqu'à Calais, un ferry jusqu'à Folkstone, de la route et de l'autoroute vers Londres et enfin l'arrivée à la tombée de la nuit. A partir de l'été 74, j'ai apporté ma guitare et j'essayais d'égayer le trajet de toutes ces femmes au visage si triste.

Dans ces cars, c'était toute la misère humaine en concentré que je pouvais voir : certaines avaient été violées, parfois par un proche, certaines saoulées puis abusées, d'autres battues, d'autres forcées, d'autres étaient simplement ignorantes ou insouciantes. Elles supportaient la noirceur de l'hypocrisie machiste de plein fouet : elles étaient honnies par l'Église, par beaucoup de médecins ou d'infirmières et de bonnes sœurs donneuses de leçon, menacées par les maris, par les petits copains. Mais j'y ai vu aussi l'incroyable solidarité des femmes entre elles, que l'on disait à l'époque légères, futiles, toujours mesquines et en concurrence. Dès qu'il y en avait une dans le car qui craquait, qui éclatait en sanglots sous la pression, à cause de l'angoisse, sur l'acte médical lui-même (la dilatation-curetage sous anesthésie générale) il y en avait toujours au moins quatre ou cinq qui se levaient, se précipitaient vers elle, la consolaient, l'embrassaient. À leurs craintes, il fallait ajouter un fort sentiment de culpabilité pour ce qu'elles allaient faire, qui leur paraissait tragique. Je m'étais fait une remarque : je les voyais toutes, depuis l'avant du car. Il y en avait toujours, tout le long du trajet, au moins une qui pleurait en silence, dignement, sans bouger. Terrible.

Pourquoi deux hommes (*un* chauffeur, *un* guide) au fait ? Le MLAC était dirigé par des « dures » du MLF, cette décision avait dû être difficile pour elles. Mais il faut le dire : ces cars ne roulaient pas en toute sécurité. Un groupe de fascistes français réunis dans une association appelée « Laissez-les vivre ! », avait un bras armé clandestin, principalement des militants du GUD de la faculté de droit d'Assas, qui attaquaient les cars du MLAC soit en ville, soit en rase campagne.

Comme des fachos dans un jeu de quilles…

Sous la menace déjà, en décembre et en janvier, deux cars avaient été bloqués. Les femmes, désespérées, avaient *perdu leur tour*. Avaient-elles pu retrouver une place ensuite ? Je ne l'ai jamais su. La direction du MLAC avait donc créé ce duo de volontaires : un chauffeur ex-militaire entraîné qui en avait vu d'autres, et moi, qui m'étais illustré dans la défense musclée de Gisèle Halimi, importunée puis attaquée par deux connards sur le parking du tribunal de Bobigny l'année précédente. J'avais mes galons auprès de ces dames comme défenseur crédible.

Eh bien, ce samedi de février, nous avons été attaqués à peine 200 mètres après notre départ. On s'est pris de la farine et des œufs sur le pare-brise, juste en tournant à droite sur le boulevard Magenta, vers Barbès. Une clique d'une dizaine de mecs masqués a jailli, hurlant avec des barres et des pancartes : « Tueuses ! Salopes ! Criminelles ! Laissez-les vivre ! À mort les tueuses ! ». Le pare-brise était presque opaque et ils s'attaquaient aux phares. Un abruti s'est accroché à la porte d'entrée en tambourinant. On était coincés. Et derrière, quarante-huit femmes terrifiées, qui pleuraient. Comme si elles avaient besoin de ça !

Titi (appelons-le « Titi ») me regarde : « Qu'est-ce qu'on fait ? ». Derrière, des femmes crient : « On passe, on passe ! » Je me contente de répondre : « Alors, on passe ! Écrase-les ! » Il embraye, le moteur hurle, le car bondit, comme une

Porsche ! Pas croyable. En souriant, Titi vise les deux mecs avec les barres. Ils se sont tous jetés sur le trottoir ; pour eux, cela aurait pu être la dernière journée. A travers les fenêtres baissées, les femmes, ragaillardies, rient, crachent, insultent, font des bras d'honneur. Après la frayeur, la gaieté. Rassurées par l'allure avec laquelle le métro Barbès approche, elles se sont mises à chanter.

On rechauffe la vieille daube sexiste

Cinquante ans après, je vois Zemmour sur *C8*. Il explique tranquillement que les femmes doivent obéir à la puissance virile, qu'elles sont faites pour ça, depuis toujours. Qu'elles sont faibles, qu'elles ne peuvent pas commander, qu'elles sont faites pour être mères, ou cuisinières, il dit qu'elles font décliner les institutions politiques, que la parité c'est du vent, qu'il faut arrêter avec l'égalitarisme, que la domination féminine, c'est la fin de notre civilisation, l'affaiblissement de nos sociétés. Que la famille française ne peut être sauvée qu'en faisant des enfants et en les élevant, c'est le rôle des femmes, et qu'il faut faire plus d'enfants, parce qu'on est en train de se faire remplacer par une nuée de gosses étrangers sur notre sol, qu'il faut arrêter de financer l'avortement des Françaises et de sponsoriser le « Grand remplacement » de notre peuple par un autre.

Cet homme veut que les femmes soient encore plus malheureuses. En mon for intérieur, je conseille à Zemmour de ne pas se présenter comme candidat à la Présidence, de laisser passer le car et de rester gentiment sur le trottoir.

Philippe Paraire

traducteur et commentateur
de *Dans les prisons du Tsar*
de Pierre Kropotkine, Éditions de l'épervier,
2014 en vente rue Amelot.

Les « grand·e·s » et les « riens »

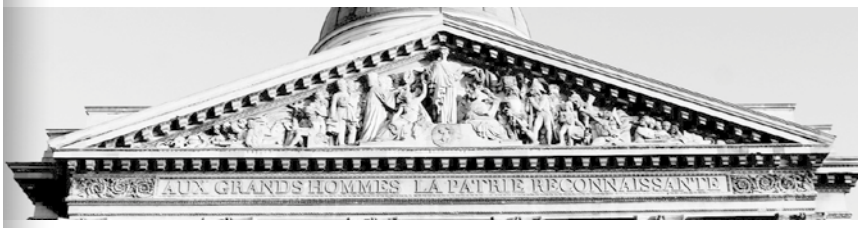


PHOTO : LCC CHABE01

Toujours cette obsession de classer, hiérarchiser, surélever… mépriser.

La patrie aux grands hommes, aux grandes femmes, reconnaissante ! Que des savant.e.s, physiologistes, chercheurs.euses, aient fait avancer la recherche, aient milité pour des droits nouveaux, aient livré bataille pour que l'IVG soit enfin reconnue et légalisée,..certes, mais est-il besoin d'élever sur un pavois ces batailleurs.euses, ces hommes et ces femmes déterminé.e.s pour des avancées non négligeables, voire révolutionnaires ?

Qu'un comédien ayant régalé le public par ses facéties, ses roulades pendant des décennies, décède, par exemple, et un hommage national est organisé.

On en vint à polémiquer, un temps, sur la juste raison ou non, d'accueillir Rimbaud et Verlaine au Panthéon ! Pour services rendus à la patrie ? Concernant ces deux poètes émérites, ils en rigolent encore.

Est-il encore nécessaire d'employer les qualificatifs de « grands » hommes, de « grandes » femmes pour des êtres ayant rendu service ou fait avancer la science, certes, mais dont il faudrait simplement rappeler leur parcours et ne pas les oublier, tout naturellement.

À quand une journée commémorative pour les femmes de ménage, les caissières, les ajusteurs, les pompiers, les femmes au foyer… ?

Mieux encore, Madame Duval vient de disparaître sans n'avoir « rien fait de sa vie » ; ou plutôt, elle aura élevé 6 gosses, sous les coups de son mari, dans l'alcool et la violence.

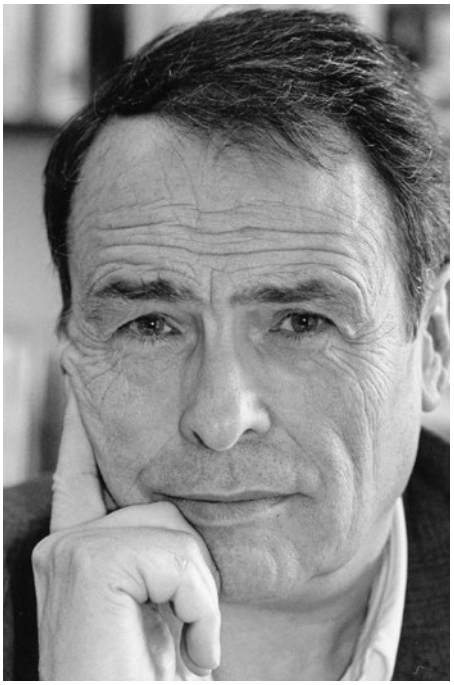
Aura-t-elle droit à un moment de reconnaissance, un salut nominatif de la société, une rue où son nom sera affiché ?

C'est bien le mépris, une vile supériorité qui baigne notre soi-disant monde fraternel où beaucoup auront traversé la vie comme des ombres, avec le rappel permanent des « grands » personnages de l'histoire, à travers les commémorations, les entrées au Panthéon ou ailleurs, comme pour leur signifier que parallèlement à la hiérarchie sociale, politique et économique, s'en établit une autre, plus sournoise, plus diffuse mais bien concrète où, en bas de l'échelle, sous les crachats, les comparaisons de l'ordre établi et du mérite, survivent les « riens » comme dit l'autre.

Guy
Groupe de Rouen

Camus, Bourdieu, transfuges sociaux

Que retenir de ces parcours, qui font de ces deux figures majeures de la contestation sociale du XXe siècle, ce qu'on appelle des transfuges sociaux ?



ALBERT CAMUS, PIERRE BOURDIEU LCC

Albert Camus et Pierre Bourdieu possèdent des points communs. Tous deux issus de familles pauvres, ils ont pensé et écrit à partir de leur origine sociale, une origine sociale dont ils se sont éloignés sans la renier. Enfance pauvre à Alger pour Camus, le Béarn pour Bourdieu qui connaît par ailleurs la dureté de l'internat, « école terrible de réalisme social »[1]. Pour Camus, une excellence scolaire qui aboutirait à une impasse s'il n'y avait eu la présence d'un instituteur qui se déplace au domicile familial afin de convaincre une grand-mère inflexible de laisser son petit-fils poursuivre ses études. Bourdieu, une excellence scolaire qui l'extirpe également de son milieu et le propulse dans une carrière universitaire.

Il n'est pas un hasard que l'intellectuel de gauche – il s'agit de préciser ici qu'il s'agit d'une « gauche de gauche » ou « gauche radicale » – soit issu de la classe des dominés.

Remarquons par ailleurs le passage par l'institution scolaire : certes, lieu de la reproduction sociale, comme l'a démontré Bourdieu mais aussi lieu où la conscience de classe parvient à se formuler, à s'affirmer, à pouvoir devenir agissante au contact d'un savoir et d'un savoir-faire. Le rôle des professeurs est ici primordial et j'en appelle au « maître » idéal, façon Socrate, qui invite précisément à penser par soi-même et à se déprendre du maître. Un maître donc, qui ne se définit pas essentiellement à travers un rapport de pouvoir et de domination mais qui se considère comme un passeur permettant à la jeune génération d'aller plus loin que la précédente. Dès lors, la réussite scolaire n'est pas seulement un moyen d'accéder à des postes importants dans la société – et d'obtenir avec eux, argent et reconnaissance – mais aussi un moyen d'aller au-delà de cette réussite sociale : Bourdieu, universitaire, ne s'est pas senti assigné à résidence mais est descendu dans la rue, sur la scène publique, avec la sociologie comme grille de lecture.

Histoire de Gisèle H.

On pense aussi à Gisèle Halimi, avocate, qui ne s'est pas contentée de défendre des causes privées mais qui a élargi la problématique à des causes collectives avec, quant à elle, la loi, le droit, la justice pour grille d'analyse. Elle venait, comme Camus, d'un pays arabe, plus précisément de Tunisie. Issue d'une famille modeste, elle aurait connu le destin traditionnel des filles – tâches domestiques, dont ses frères étaient dispensés, mariage arrangé dès l'âge de quinze – si elle n'avait fait preuve d'une détermination sans faille pour y échapper. Est-ce à dire que le progrès social ne peut venir que de ce genre de personne où la conjonction de l'intelligence avec ce « terrain » particulier : milieu modeste, expérience intime de l'injustice, province contre capitale ou pays étranger contre métropole, fait des étincelles au point où la pensée devient action et action efficace ?

Prendre le bon aiguillage

Si l'on peut se tourner vers le passé afin de discuter cette thèse, l'avenir nous dira dans quelle mesure l'origine sociale modèlera la pensée et l'action dans les deux directions, conservatrice ou progressiste. Car il ne s'agit pas d'être fermé et sectaire : on peut changer de camp, comme Engels, issu d'une famille de grands industriels. Et puis, à l'inverse, l'origine modeste ne détermine pas nécessairement la conscience de classe ni l'orientation à gauche, malheureusement.

Insistons encore sur le rôle fondamental des enseignants dans le développement de l'esprit critique. Car la gauche de gauche, c'est certes la défense de certaines valeurs telles que l'égalité, la liberté, la justice, le bonheur pour tous… encore faut-il faire remarquer que ces valeurs sont elles-mêmes sous-tendues par le raisonnement, l'esprit critique, en un mot, par l'intelligence.

Pauline Boyer

1. Bourdieu Pierre, *Esquisse pour une auto-analyse*, Raisons d'agir éditions, 2004, p.117.

Le point dans la gueule du patriarcat

Reprenons. Nous sommes en 1635, date de la création de l'Académie française par Richelieu, à qui il confie la mission de produire un dictionnaire. Jusque-là, les choses allaient sans trop de problèmes linguistiques, auteurs et *autrices* cohabitaient, ainsi que propriétaires et *possesseures*[1]. Avec le « *développement massif des fonctions publiques de l'État* » la langue devient une clé du pouvoir entre les sexes.

Dans le combat idéologique qui s'ensuit, la masculinisation de la langue française trouve ses partisans tel Louis-Nicolas Bescherelle qui impose dans sa *Grammaire nationale* (1834) ce qui se dit ou qui ne se dit pas et qui finit par conclure que « *le masculin est plus noble que le féminin* ». Dorénavant, les *professeuse*, *graveuse*, *compositrice*, *traductrice* disparaissent, on ne dira plus que professeur, graveur, compositeur, ou traducteur, ces mots ayant été inventés pour les hommes qui exercent ces professions, justifie-t-il.

Pour notre auteur du billet, « *le masculin n'exprime pas la masculinité puisqu'il est d'abord et surtout neutre* », assène-t-il à la façon des hommes de pouvoir (haute administration, fonction publique, justice, enseignement supérieur) et des intellectuels des XVII[e] et XVIII[e] siècles qui s'emploient petit à petit à faire disparaître tout ce qui rappelle le féminin, simplement parce que « *le genre masculin est réputé plus noble que le féminin, à cause de la supériorité du mâle sur la femelle* » (Nicolas Beauzée, grammairien et académicien).

Redonner sa place au féminin

Depuis quelques années, des femmes (mais aussi des hommes) ont décidé de renouer avec les logiques de la langue française par la réappropriation du féminin concernant les noms de fonctions, de métiers ou de responsabilités. Mais comment faire pour nommer systématiquement le féminin et le masculin, sans passer par la formule du Général de Gaulle « *Françaises, Français* »! On

Un « billet d'humeur » signé d'un certain Jean-François a été publié dans le numéro de septembre du *Monde libertaire* (n° 1831) au sujet de l'écriture inclusive. L'auteur feint d'ignorer la domination masculine et n'évoque pas un instant le fonctionnement patriarcal de notre société préférant l'humour au second degré.

LCC

se rend compte que les phrases vont être alourdies si l'on refuse que le *masculin* désigne à la fois les femmes et les hommes. à l'écrit, de nombreuses tentatives graphiques ont été envisagées, des parenthèses, *parfait(e)*, mais qui induisent un propos secondaire; la barre oblique, elle, connote une opposition, *premier/e;* le E majuscule laisse penser que seules les femmes sont désignées, *différentEs*, ou encore le tiret, *égal-e*, similaire à la parenthèse, autant de formes possibles donc, mais qui restent compliquées, difficiles à enseigner, et dont aucune n'emporte l'unanimité. Elles ont même déclenché une nouvelle guerre menée par le camp conservateur contre « *l'écriture inclusive* » et la « *féminisation de la langue* ».

Cependant, le point apparaît, plus simple, moins visible, *présent.e*, mais, par sa position, il peut prêter à confusion. Aussi, le point médian, situé à mi-hauteur du lettrage pourrait-être celui vers qui se tourner : *choisi·e*, ayant une référence propre et facile à reconnaître. Il fait partie des caractères spéciaux des logiciels de traitement de texte avec des raccourcis sur PC : Alt+250 et sur Mac : Alt-Maj-F, en attendant un éventuel changement sur les claviers.

Casser la tradition verbale pour une égalité femmes-hommes

Depuis les années 1960 et 1970, on assiste bien à un « *travail de décontamination* » contre ce que les masculinistes appellent « *l'ordre naturel* » qui ressemble plutôt à un sexisme assumé. Doit-on parler de féminiser la langue, ne s'agit-il pas plutôt de la « *démasculiniser* », s'interroge Éliane Viennot ?

Ceci nous conduit à envisager comment la modifier afin qu'elle perde son statut masculin. En effet, comment parler des *écrivaines* et non des écrivains à propos des femmes qui écrivent. Le plus élégant à ce sujet fut sans nul doute Gabriel Matzneff quand il afficha sa haine à propos de « *cette féminisation des noms masculins qui, ces derniers temps, nous tombe dessus comme la vérole sur le bas clergé* » (Le Point, 13 mai 2014). Poirot-Delpech, académicien, lui, entendait *vaine* dans *écrivaine*. Que n'entendait-il pas *vain* dans *écrivain* ?

L'écriture inclusive avec le point médian est un premier pas vers l'égalité femmes–hommes. Il s'agit d'être pragmatique et d'innover pour que ça fonctionne. D'autres révolutions sont en cours et qui sait si ce petit point n'est pas finalement un gros point dans la gueule du patriarcat ?

Alain Eludut
Groupe Pierre Besnard

1. Toutes les citations ou références dans cet article proviennent des livres d'Éliane Viennot, *Non, le masculin ne l'emporte pas sur le féminin*, 2014 ; *Le langage inclusif : pourquoi, comment*, 2018 ; *La querelle des femmes ou « n'en parlons plus »*, 2019, Éditions iXe.

Connais ton ennemi : aujourd'hui, les libertariens

Un complément aux articles du *Monde libertaire* d'octobre… On entend beaucoup parler des libertariens aux États-Unis, et de plus en plus en Europe. Pour de nombreux esprits, confusion est faite entre libertariens et libertaires.

Si la ressemblance étymologique est flagrante et qu'il existe des analogies entre les deux mouvements, les idéaux véhiculés sont eux, in fine, diamétralement opposés. En effet, la pensée libertarienne s'inscrit exclusivement dans un paradigme capitaliste. À l'instar de la pensée libertaire, le libertarianisme n'est pas une doctrine homogène mais plusieurs courants s'en détachent allant de « l'anarcho-capitalisme » au « minarchisme », donnant lieu à de violentes guerres de chapelle. Le principe liminaire de ces différentes formes est d'étendre la logique de libre marché et de concurrence à l'ensemble des champs de la vie sociale, et non seulement à l'économie.

Pour mieux comprendre cette pensée, il convient d'en remonter aux origines.

Pour une utopie libérale

Le libertarianisme naît aux États-Unis aux alentours des années 1950. Il est le résultat d'un syncrétisme entre l'attachement originel au concept de liberté tel qu'entendu par les pères fondateurs Jefferson et Franklin, et la pensée des représentants de l'école d'économie autrichienne dont Friedrich Hayek et Murray Rothbard en sont les principaux initiateurs.

Dans un contexte historique où le libéralisme économique est au plus bas (après la crise de 1929) et où Roosevelt met en place la politique du New Deal, prônant plus d'interventionnisme de l'État dans l'économie, les libéraux réagissent violemment et proposent un modèle radicalement différent. Ces derniers s'appuient sur le fait que le concept de liberté n'est pas l'apanage de la gauche et que le capitalisme ne peut réellement fonctionner que dans sa forme la plus pure. Il est alors impérieux de redonner un aspect subversif et visionnaire au libéralisme. En 1949, Friedrich Hayek déclare dans *Les intellectuels et le socialisme* : « ***Nous devons être en mesure de proposer un nouveau programme libéral qui fasse appel à l'imagination. Ce dont nous manquons, c'est d'une Utopie libérale, un programme qui ne serait ni une simple défense de l'ordre établi, ni une sorte de socialisme dilué, mais un véritable radicalisme libéral qui n'épargne pas les susceptibilités des puissants (syndicats compris), qui ne soit pas trop sèchement pratique, et qui ne se confine pas à ce qui semble politiquement possible aujourd'hui*** ». Pour construire cet idéal, ces penseurs n'hésitent pas à piocher des idées dans des sources très diverses allant des anarchistes individualistes américains (selon eux « ***loin de l'influence communiste européenne*** ») tels que Henry David Thoreau, Lysander Spooner ou Benjamin Tucker jusqu'aux théories de Herbert Spencer, penseur du darwinisme social. Les contours de cette « utopie » se dessinent en 1947 par la Société du Mont-Pèlerin, groupe de réflexion axé sur la défense des valeurs libérales créé par Friedrich Hayek et Milton Friedman (tous deux prix Nobel d'économie). La volonté affichée est de favoriser l'économie de marché et la « société ouverte » à l'échelle mondiale.

De l'État faisons table rase

Selon les libertariens, pour que les mécanismes du libre marché puissent pleinement s'exprimer dans tous les aspects de la vie, l'État doit être réduit à sa portion congrue, si ce n'est être complètement supprimé. Car l'État est perçu comme une machine oppressive, voire pour certains comme une mafia (l'impôt étant considéré comme du vol) qui ne permet pas aux individualités d'exploiter leur plein potentiel. Dans ce système de marché universel, les libertariens prônent la liberté individuelle comme droit naturel.

Le postulat idéologique établi, plusieurs écoles, parfois antinomiques, constituent le mouvement libertarien. Parmi les chefs de file, se trouvent entre autres Milton Friedman et son fils David, Friedrich Hayek, Murray Rothbard, Robert Nozick et, dans une certaine mesure, la romancière Ayn Rand. Les principes communs sont les suivants :

1. la libre disposition de soi : toute personne est pleinement propriétaire d'elle-même ;

2. la libre circulation des choses, peu ou pas de biens communs ;

3. l'occupation originaire : chacun peut s'approprier une chose qui n'est à personne ;

PROJET DE VILLE FLOTTANTE DU SEASTEADING INSTITUTE DANS LAQUELLE ON POURRAIT VIVRE SELON LES PRINCIPES LIBERTARIENS. JACKDAYTON.WIKIMEDIA.ORG

FRIEDRICH HAYEK LCC

4. la réparation : en cas de violation du droit de propriété, une restitution ou un dédommagement est exigé.

Les libertariens prennent des positions radicales sur tous les sujets concernant les libertés individuelles : légalisation de toutes les drogues, condamnation de toute forme de guerre, droit à l'avortement, liberté d'expression la plus totale, déréglementation du marché et désengagement de l'État en matière économique. Partant du point de vue classique du clivage gauche-droite, on pourrait croire ici à une certaine schizophrénie politique. En fait, le courant libertarien ne se situe lui-même ni à gauche ni à droite de l'échiquier politique : il entend pratiquer une théorie sociale libertaire, une économie néolibérale et une politique étrangère isolationniste. Comme le marxisme, le libertarianisme nie le politique comme une fin, mais le nie en plus comme un moyen.

Plusieurs options donc plusieurs courants

Dans le détail cependant, des divergences notables apparaissent quant à la mise en pratique de cette doctrine. Pour Robert Nozick, cela se traduit par « l'anarcho-capitalisme » où plusieurs utopies pourraient coexister, y compris des utopies communistes. Pour Rothbard et David Friedman, l'anarchie doit primer et l'État être parfaitement absent pendant que la sécurité, les tribunaux, et l'éducation sont confiés à des sociétés privées. Des lois objectives conformes au droit naturel émergeraient des jurisprudences. Pour les « minarchistes », partisans comme Hayek d'un État minimum, l'État ne devrait être présent qu'afin de protéger les libertés individuelles. Enfin, Ayn Rand imagine une société où l'égoïsme est érigé en vertu. Ses romans *La Source vive* et *La Grève* ont une influence considérable sur la société américaine. Dans *La Grève*, elle met en scène des hommes d'affaires, de gros producteurs, qui se retirent dans un endroit isolé afin d'y créer une communauté d'hommes vertueux, libres de tout « parasite ». L'auteure dépeint ce que la démocratie sociale interventionniste deviendrait sans ces « hommes d'esprit ». *La Grève* reste le livre le plus vendu aux États-Unis après la Bible. Par la fiction et l'identification à ses personnages, elle a amené nombre d'intellectuels et de personnages publics vers le libertarianisme. Comme l'indique le titre du livre du libertarien Jerome Tuccille : « *It usually starts with Ayn Rand.* » *La Source Vive* est le roman préféré de Donald Trump, selon ses dires. Dans une version plus moderne et contemporaine de *La Grève*, Patri Friedman, fils de David Friedman, ambitionne via son *Seasteading Institute* de construire des villes sur les eaux internationales qui ne seraient soumises à aucun État et seraient libres de tester différentes formes de gouvernements et de systèmes. Son institut est financé par Peter Thiel, PDG de PayPal.

L'asocial libertarianisme

Poussée à son extrême, la doctrine libertarienne donne lieu à de véritables absurdités. Robert Nozick écrit dans son ouvrage *Anarchie, État et Utopie* : « ***La question comparable concernant un individu consiste à savoir si un système libre lui permettra de se vendre comme esclave. Je crois que oui.*** ». Le libertarianisme en application pourrait très probablement, du fait de ses prémisses capitalistes, s'autodétruire et conduire tantôt au totalitarisme, tantôt à l'apparition de monopoles économiques tuant l'essence même du marché et de la concurrence. Malgré cela, la plupart de ses adeptes répondent qu'ils le soutiendraient même si celui-ci était improductif et conduisait au chaos. *Fiat justicia, pereat mundus.* (Que la justice soit, dusse périr le monde).

Même si certaines assertions pourraient correspondre aux idéaux libertaires comme l'anti-étatisme ou la défense des libertés individuelles, le libertarianisme y est diamétralement opposé dans le sens où il conçoit l'homme comme un être abstrait et désincarné, sans attache et dépouillé de toute appartenance à une quelconque communauté. En effet, comme le souligne très justement Sébastien Caré dans son ouvrage *La Pensée Libertarienne* : « ***Cela donne une société qui ne prend pas en compte le bien collectif, il n'y a que des choix individuels. Le choix d'appartenir à une communauté revient à l'individu. La communauté préexiste à l'individu qui y adhère, il en devient une sorte de consommateur.*** ». Dans une société libertarienne, l'homme n'est voué qu'à s'occuper de lui ou de quelques autres. Il n'y a pas vraiment de lien social. On comprend mieux dès lors les critiques que Murray Bookchin adresse aux anarchistes individualistes américains dans *Changer sa vie sans changer le monde*.

Aujourd'hui, même si le parti libertarien existe aux États-Unis et connaît quelques avatars ailleurs dans le monde, il reste assez minoritaire. Cependant, les ambitions des libertariens ne résident pas tant dans le fait de créer un parti politique capable de réaliser leur idéal que dans la diffusion de leurs idées dans les partis existants. Comme le soulignait Friedrich Hayek, le libertarianisme n'est en définitive qu'une utopie pour pénétrer la classe intellectuelle avec les idées libérales – ce qui a très bien fonctionné soit dit en passant avec la politique néolibérale dont Hayek est un des pères. Il dispose à cet effet d'outils puissants comme le « *Cato Institute* », un des *Think tank* les plus influents de Washington par le biais duquel il pratique l'entrisme dans les partis conservateurs ou le soutien de personnalités en vue et d'horizons très divers telles que Jeff Bezos, Clint Eastwood, Richard Branson (patron de Virgin), Matthew Bellamy (Muse), James Hetfield (Metallica), Rupert Murdoch et beaucoup d'autres.

Même si l'utopie libertarienne n'en est qu'à l'état théorique et reste dans sa version intégrale une « ***aberration exclusivement américaine qui n'a rien de très sérieux*** » dixit Noam Chomsky, il serait dangereux d'en ignorer l'existence et les implications. Le pouvoir d'attraction de ses idées subversives sur les intellectuels libéraux est bien réel et ses émanations se ressentent actuellement dans le fourrier des politiques qualifiées de néolibérales.

Yann Lajoie
Groupe Le Ferment

HOMMAGE À JULOS BEAUCARNE (1936-2021)

Julos Beaucarne est parti pour le pays de l'envers du décor. Tu le croirais, ça ? Il nous avait pourtant toudis promis que les poètes faisaient seulement semblant d'être morts…

Christophe
Groupe Ici et Maintenant

« ***Anarchiste, je le suis jusque dans la moelle de mes os ! Anarchiste, selon moi ça veut dire proposer des pistes que les autres n'ont pas encore explorées et enfoncer des portes qui n'ont pas été encore ouvertes. C'est ce que je fais depuis cinquante ans maintenant.*** »

[Fabrice Leviel, « Julos Beaucarne en concert à Créquy pour la fête des Coquelicots », La Voix du Nord, 6 mai 2014]

LES LOUPS ONT DES TÊTES DE MOUTON

Julos Beaucarne

Depuis qu'Lumumba fut tué
Pour avoir dit sa vérité
Depuis qu'Lahaut[1] est là en haut
Parce qu'il avait parlé tout haut
Depuis qu'on étouffa une fille
Dans un avion pour pas qu'elle crie
Les loups ont des têtes de mouton
Derrière les roses y a des chardons

{Refrain :}
C'est celui qu'est tout en haut
Qui tient le manche de la faux
Si ce que tu dis cause souci
Tu seras vite raccourci
Celui qui regarde jouer aux cartes
S'il pète un mot d'trop on l'écarte
Les p'tits regardants n'ont rien à dire
Su l' jeu des grands, ça c'est bien pire

Celui qui se tient haut perché
Il a le droit d'nous supprimer
De beaux enfants sautent sur des mines
Mais on n'arrête pas la machine
D'autres sont drogués pour tuer
Et la cocaïne les défait
Nous vivons en pleine barbarie
Les soldats violent toujours les filles

{au Refrain}
Chez nous un jeune homme fut visé
Tiré comme lièvre en un pré
Pour le diamant, Kisangani
A été totalement détruit
Y a des fabriques et des boutiques
De fusils à deux pas d'ici
La mort fait vivre nos ouvriers
L'emploi est sauf, on laisse couler

{au Refrain}
Des femmes sont tuées à chaque jour
Par jalousie par leurs amours
Y a des p'tites filles qui sont forcées
Et toute leur vie en est gâchée
Y en a d'autres à qui on enlève
Le clitoris, leur vie s'achève
À trois ans on tourne la page
Leur vivant c'est déjà : veuvage

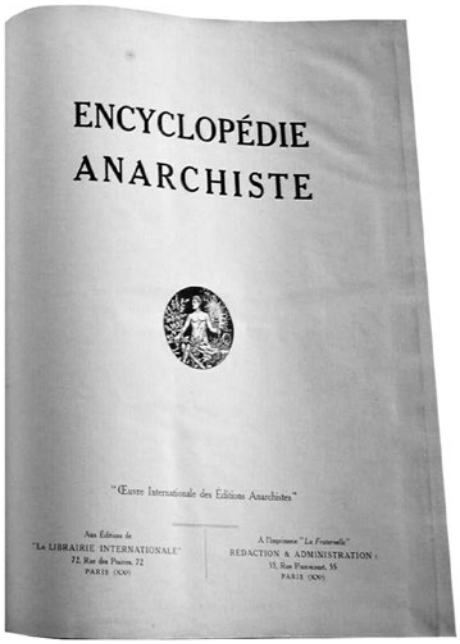
Tout l'monde veut être tout en haut
Pour tenir le manche de la faux
Une fois qu'il tient, il veut faucher
Et l'cauchemar de recommencer
Les p'tits regardants devenus grands
Veulent jouer au grand jeu des grands
Y en a pas un qu'est épargné
Tout l' monde veut être le premier

Nous sommes six milliards tout en bas
Maraboutés au nom de quoi
Au nom du pèze, au nom du fisc
Et du sacro-saint bénéfice
Mineurs et majeurs détournés
Par des bonimenteurs roués
Qui veulent que nous marchions au pas
Et dans les souliers de leur choix

C'est celui qui est tout en bas
Qui est bien plus fort qu'il ne croit
Si nous le voulons, toi et moi
Le cauchemar s'arrêtera
Six milliards de p'tits regardants
Peuvent devenir acteurs puissants
Six milliards de gens conscients
Ensemble changent le cours du temps

1. Julien Lahaut : Homme politique belge, membre du Parti communiste de Belgique. Assassiné en 1850 par un réseau anticommuniste.

NEWS DE L'ENCYCLO Ⓐ



Du nouveau dans l'encyclo. Tout d'abord un texte d'Héphaïstos bien connu des lecteurs du Monde libertaire. Un article qui met les points sur les « I » de la robotique.

« Le grand géographe [Elysée Reclus] voyait juste, nous sommes entrés en robocratie, c'est un fait. Nous, humains commençons à penser, décider, agir, nous émouvoir conformément à des décisions prises par des robots. Consciemment ou non, de notre plein gré ou sous la contrainte, nous sommes chaque jour plus nombreux à obéir à un nombre toujours plus important de ces artefacts animés, toujours plus autonomes, toujours plus efficaces et qui servent aveuglément les intérêts de leurs propriétaires; pour l'instant. La robocratie est un obstacle majeur à l'avènement de sociétés justes et autonomes telles que les proposent les anarchistes.

Les corps et les esprits des robots font feu de toute avancée. Tout peut servir, tout sert. L'imagination est au pouvoir et l'inspiration s'appuie tout autant sur l'observation du vivant avec le biomimétisme que sur l'imagination débridée des auteurs de science-fiction. Les mathématiques viennent ensuite pour transformer l'intuition en modèle rigoureux, quantifié, opérationnalisable. Il est difficile d'envisager une limite, un point infranchissable, une impossibilité. Peut-être la conscience… et l'on sait depuis Rabelais que *science sans conscience n'est que ruine de l'âme*. Notre ruine. Refusons-là ! »

Autre approche encyclopédique, cette fois historique, un texte de Eduardo de Sousa et Júlio Henriques sur la Révolution des Œillets.

« C'est par ce nom que s'est fait connaître à l'étranger le mouvement révolutionnaire qui a secoué la société portugaise pendant près de deux ans, 1974-1975. Ce fut – après coup – une « révolution impossible ». Impossible ? « Sans doute, soutiendront certains. Impossible dans le cadre limité du Portugal. Impossible parce qu'une île de communisme libertaire ne peut pas exister dans la mer de la production capitaliste et de la conscience capitaliste. […] Mais les hommes et les femmes ont rêvé des « impossibles ». Ils ont constamment cherché à « escalader le ciel » à la recherche de ce qu'ils considéraient plus juste. » (Maurice Brinton, postface à la première édition du livre de Phil Mailer) […] Le 25 avril 1974, un coup d'État organisé par de jeunes officiers de l'armée portugaise, en particulier des jeunes lieutenants et des officiers de milice (y compris de la marine et de l'aviation), a mis fin à la plus ancienne dictature européenne, une dictature d'origine fasciste qui avait été établie à la faveur d'un coup d'État, militaire lui aussi, déclenché en 1926 […]

Même si elle n'avait été que ça [une révolution impossible], ça a valu la peine de vivre un tel moment. Mais bien sûr elle a été bien plus que ça : elle a fait tomber la plus longue dictature d'Europe, elle en a fini avec une sanglante guerre coloniale d'où l'émergence de nouveaux pays et la fin d'autres dictatures, elle a donné aux mouvements des femmes un bel essor, elle a rendu plus actifs les courants écologistes, elle a démontré que soudain le pouvoir pouvait se trouver joyeusement dans la rue et que le peuple pouvait s'assumer comme le protagoniste de l'histoire – de sa propre histoire. »

D'autre part, dans la partie de l'Encyclopédie consacrée aux travaux universitaires, recherches.encyclopedie-anarchiste.xyz, deux thèses viennent d'être ajoutées

– La première, de Michel Froidevaux étudie la révolution et la guerre civile en Espagne (1936-39) au travers de la presse anarchiste.
– La seconde de Constance Bantman examine les relations entre les anarchistes entre 1880 et 1914.

En rajoutant quelques courts portraits consacrés à des militants anarchistes disparus, ayant joué un rôle culturel dans le mouvement, comme Aristide Lapeyre (1899-1974), Charles-Auguste Bontemps (1893-1981), Léo Campion (1905 – 1992), ou bien Jean Barrué (1902 – 1989) nous avons voulu rappeler que l'anarchisme francophone s'est aussi incarné dans des individualités marquantes. Il est à remarquer qu'il manque des portraits de femmes ! À vos plumes !

Hugues Lenoir et Pierre Sommermeyer

Pour lire la suite :
www.encyclopedie-anarchiste.xyz
Pour contribuer :
contact@.encyclopedie-anarchiste.xyz

En prison pour la Commune

Eugène-Emile Robinet, né à Saint-Denis le 21 octobre 1847, habite à Paris, dans le XVIIIe arrondissement, et exerce la profession d'ébéniste. Il est affilié à l'Internationale, créée en 1864, à Londres. Mars 1871, il est nommé sous-lieutenant dans une compagnie de marche du 86ème bataillon.

Au moment de la Commune, il participe à un détachement qui s'empare de l'Imprimerie Nationale, prend part à l'occupation du Fort de Vanves puis d'Issy, durant neuf jours. Dénoncé, il est arrêté le 20 juillet à 4h30 du matin. Transféré à la prison de Satory, condamné à la déportation simple pour avoir participé à l'insurrection parisienne, il part à la Centrale de Clairvaux pour une peine obtenue par commutation à cinq années de détention avec dégradation civique le 10 février 1872. Il n'en sortira que le 11 mars 1874.

La qualité spécifique du *Journal de prison d'un communeux*, est de décrire l'enfermement de ces milliers de Communeux dans les prisons françaises.

Solidaire de ces codétenus, Eugène-Emile Robinet leur apprend à lire, à écrire et à compter. C'est pourquoi il est surnommé le professeur. Il nous relate la vie des révolutionnaires dans l'enfer des prisons. Il leur est particulièrement pénible d'être mélangés avec les droits communs, qui ne manifestent aucune prise de conscience politique. Le récit de la vie quotidienne en détention nous fait découvrir l'horreur de la promiscuité, la férocité, sauf exception, des gardiens de prison, la saleté, le froid et l'inhumanité d'une maison centrale qui, comble de la misère, est peuplée de rats pour le moins envahissants.

Malgré les visites de ses parents au parloir, Eugène-Emile Robinet souffre de la violence de l'enfermement. Il ne la surmonte que par la lecture.

Il cite le poème de Louise Michel, « La révolution vaincue », écrit à la prison de Versailles :

« *Oui, nous reviendrons,*
ô mes Frères !
Nous reviendrons morts
ou vivants,
Partout, sous les rouges
bannières,
On écrasera les tyrans

Il est très engagé auprès de ses camarades et multiplie les activités pour faire acte de résistance. Il y fait preuve de beaucoup de courage. En publiant ce journal hautement libertaire, Gérald Dittmar fait œuvre d'historien, mais aussi de *soldat de l'idée* pour reprendre la formule d'André Léo, car ce document révolutionnaire nous rappelle ce qu'étaient les Versaillais, mais nous confronte aussi à la réalité impitoyable de tout État.

Jacques Lesage de La Haye

EUGÈNE-ÉMILE ROBINET
Journal de prison d'un communeux
Editions Dittmar, 2020

Pédagogie de l'étincelle ?

Jacqueline Triguel, syndicaliste et enseignante en collège, nous livre dans *Étincelles pédagogiques* le récit de pratique d'une enseignante pleine du questionnement légitime de tous ceux et celles qui tentent de faire acquérir du savoir à des apprenants jeunes ou adultes. Elle questionne de manière radicale et argumentée sa place et son rôle en tant qu'enseignante et la place et les rôles dévolus aux apprentis où bien souvent la distanciation pédagogique et l'inégalité de statut dominent. Il s'agit pour elle de changer de posture, de faire place à l'autre et rompre avec la toute-puissance du sachant, en bref de céder la parole et de favoriser l'émergence de l'esprit critique même si quelquefois ses premières apparitions peuvent déconcerter voire choquer par la rudesse de certains propos des participants. Il convient donc de « *faire le choix d'accueillir l'imprévu, et* [d'] *accepter que les élèves aient pleinement la parole, s'émancipent du joug du maître, questionnent les savoirs, les démarches afin de mieux se les approprier et mieux comprendre le monde* ». Mais aussi comme le préconisait C. Rogers de tenir compte des émotions, tant celles des élèves que des éducateurs, qui sont parfois favorables mais plus souvent encore une force inhibitrice pour les apprentissages. En d'autres termes : « *la peur d'apprendre et la peur d'enseigner s'autoalimentent* ». Et, dans la foulée rompre aussi avec le sacro-saint « *tenir sa classe* »

L'auteure par ailleurs insiste sur le nécessaire regard critique sur l'institution : ni les élèves, ni les profs n'étant responsables de tout et encore moins des échecs et autres décrochages. L'institution *de facto* induit des pratiques et génère des effets qu'elle justifie. Ainsi malgré les discours, l'école inclusive n'est qu'un mythe au service du consensus social. Rien n'est fait en réalité pour l'école émancipatrice, « *celle qui privilégie le collectif plutôt que la compétition, qui cherche la mise en commun plutôt que la sélection* ». J. Triguel affirme donc que « *tant que le travail classe* [sera considéré] *comme la stricte application de programme* [...] ***nous éteindrons toute étincelles*** *de désir pour les apprentissages* ». Qu'on se le dise !

Au-delà, l'auteure nous offre quelques réflexions fort utiles où les points de vue croisés des apprenants et des éducateurs se conjuguent (point fort de l'ouvrage) et quelques pistes pour développer une pédagogie coopérative et autogestionnaire dans les espaces d'apprentissages.

Hugues
groupe Commune de Paris

JACQUELINE TRIGUEL
Étincelles pédagogiques
Libertalia, 2021.
en vente à Publico 10 €.

La Shoah. Elle a été et reste un impensé majeur de l'anarchisme

Voici un ouvrage destiné à faire du bruit dans le landerneau anar. Pierre Sommermeyer y part d'une question singulière. Alors que, à la Belle Époque et jusque dans les années 1930, il a compté de nombreux Juifs dans ses rangs, comment se fait-il que le petit monde libertaire ait accordé aussi peu d'attention à ces deux événements majeurs qui auront marqué le judaïsme au cours du XXe siècle : le sionisme qui a abouti à la création de l'État d'Israël, l'antisémitisme qui a culminé dans la Shoah ?

Loin de prétendre répondre à cette interrogation, Pierre Sommermeyer réunit ici quelques pièces essentielles du dossier, établissant les carences des anarchistes à chaque fois. Visant à l'édification d'un appareil d'État sur le modèle de l'État-nation, le sionisme n'a logiquement guère eu d'écho dans leurs rangs, d'autant plus que rapidement le virus nationaliste s'est renforcé d'une composante religieuse, qui n'a cessé de prendre de l'importance au fil du siècle. Seuls quelques anars, mais non des moindres (Gustav Landauer par exemple) ont prêté attention et intérêt aux kibboutzim dans lesquels ils ont vu la réalisation de leur utopie sociale. Mais, et c'est ce qui importe ici, les uns et les autres ont tout simplement négligé l'existence du peuple palestinien qui allait faire les frais de l'opération.

Quant à la Shoah, elle a été et reste un impensé majeur de l'anarchisme, alors même qu'elle lance un défi majeur aux présupposés éthiques et politiques du projet d'émancipation sociale dont il est porteur. Bien pire, au fil de son texte, Pierre Sommermeyer se plaît à pointer la résurgence continue dans les rangs libertaires d'un antisémitisme qui, décidément, n'est pas que « le socialisme des imbéciles » selon la formule connue d'August Bebel. Et, pour enfoncer le clou, l'ouvrage rappelle quelle a été la responsabilité du monde libertaire par sa complaisance à l'égard de Paul Rassinier, qui a ouvert la voie au négationnisme en France.

Pierre Sommermeyer tente cependant d'atténuer la portée de son propos en rappelant que, aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale, l'attention des anars était surtout accaparée par la lutte contre le stalinisme et contre le franquisme. Deux causes aujourd'hui gagnées qui ne peuvent plus excuser l'absence d'une réflexion anarchiste originale sur les deux sujets majeurs ici en cause.

Alain Bihr

PIERRE SOMMERMEYER
Anarchistes et juifs
Anarchisme, antisémitisme, antisionisme,.
Les Éditions libertaires. 2021
170 pages, en vente à Publico
14 €

Sortir de l'ombre

Thierry Guilabert nous propose une autre lecture d'un livre recensé dans le *Monde libertaire* de juin

Chez les Mann, c'est un peu le jeu des 7 familles, le père Thomas, prix Nobel de littérature, l'oncle Heinrich opposant historique au nazisme, la sœur Erika, écrivaine, comédienne, chanteuse, Golo le jeune frère, philosophe et écrivain, Monika l'autre sœur écrit elle-aussi et Klaus dont le livre de Patrick Schindler nous dévoile la vie, Klaus l'auteur de *Mephisto* et du *Volcan*, un peu oublié, dans l'ombre du patriarche. Klaus, opposant de la première heure au nazisme mais aussi au stalinisme, Klaus à la vie intime si agitée dans le Berlin interlope des années folles, puis à Paris, et aux États-Unis en un exil sans fin.

Ce qu'il y a de fascinant dans le livre de Patrick Schindler, c'est l'impression de vivre de l'intérieur cette époque, le récit à la première personne ne laisse jamais de répit, Klaus enchaîne les livres, les articles, les conférences et les amants, presque *ad nauseum*.

Ce qu'il y a de bouleversant c'est de le voir, malgré le soutien de sa sœur Erika, se débattre contre l'effondrement du monde comme un poisson pris dans la nasse.

Klaus a fort à faire, d'abord il doit se débarrasser sans espoir d'y réussir de la figure tutélaire de son père prompt aux reproches plus qu'aux compliments, jaloux de sa notoriété, souvent lâche dans ses engagements, ce que le Klaus n'accepte pas ; se débarrasser aussi sans jamais y parvenir de ses addictions à la drogue, se débarrasser enfin de cette quête du compagnon idéal, de l'amour absolu qui se dilue en une myriade de rencontres sans lendemain, de déceptions amoureuses ou de sexe tarifé.

Et puis dans ce monde bouleversé, ses amis emportés les uns après les autres par le suicide. Zweig, Crevel, Toller la liste est longue dans laquelle lui-même prendra place.

Ce texte, ce roman psychologique et biographique, se déroule quelques jours à peine avant que Klaus n'en termine. C'est un livre-somme, un livre bilan à la fois honnête et terrible grâce au talent de Patrick Schindler qui a longuement revêtu le costume de Klaus de manière à ne jamais le trahir. Une biographie donc, mais bien plus une traversée intime d'un terrible demi-siècle avec les yeux et la sensibilité d'un grand écrivain.

Thierry Guilabert

PATRICK SCHINDLER
Klaus Mann ou le vain Icare
Éditions L'Harmattan, 2021

Souscription pour une librairie coopérative autogérée en Centre Bretagne

Participez à la Ferme Intention

La fermeture de l'Autre Rive, café-librairie indépendant bien connu de Berrien/Huelgoat, a été vécue comme un traumatisme en Centre Bretagne. Devenu un désert de services publics, notre territoire ne peut, en plus, voir disparaître ses sources de culture.

Par la mobilisation de ses habitants dont des membres du groupe anarchiste Le Ferment, un lieu vient d'ouvrir à Spézet. Nous avons décidé d'y créer une coopérative autogérée de consommation de nourritures intellectuelles :

La Ferme Intention.

Cet espace sera ouvert à toute personne sans condition.

«Tu veux, tu fais ensemble».

Les rayons existent parce que une ou plusieurs personnes s'en occupent, en interraction avec les autres.

La librairie sera également un lieu de débats, de conférences et de rencontres.

La Ferme Intention offrira à ses coopérateurs et coopératrices des produits culturels à prix coûtant (dans les limites de la réglementation en vigueur).

Un partenariat sera développé avec les «petits» producteurs culturels, les producteurs locaux et bien sûr il sera possible de s'y procurer tout ce qui se produit comme livre, disque, DVD...

La Ferme Intention ouvrira en novembre 2021 en plein centre de Spézet.

Vous pouvez d'ores et déjà soutenir la Ferme Intention en participant à la souscription destinée à acquérir un fond conséquent et varié de denrées livresques, sonores et visuelles.

Chèques à libeller à l'ordre de La Ferme Intention et à envoyer à: La Ferme Intention: 5 rue Général de Gaulle, 29540, Spezet

Pour tout renseignement, suggestion ou proposition, contactez la Ferme Intention par mail: lafermeintention@etvlan.org

---

Pour une librairie coopérative autogérée en Centre Bretagne

Nom.....Prénom.....
Courriel.....
Adresse.....
.

Vous trouverez ci-joint ma souscription de .....€

ANNUAIRE DES GROUPES ET LIAISONS DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Si un groupe n'a pas d'adresse postale, merci d'écrire à la Librairie Publico/RI FA, 145 rue Amelot, 75011 Paris

les mails **@federation-anarchiste.org** ont été abrégés en **@fede...**

00 NOMADE
Groupe La Roulotte Noire
groupe-nomade@fede...

02 AISNE
Groupe Kropotkine
c/o Athénée libertaire
8 rue Fouquerolles
02000 Merlieux
kropotkine02@riseup.net
• Athénée Libertaire
& Bibliothèque Sociale
« Le Loup Noir »
8, rue Fouquerolles
02000 Merlieux
permanence : 1er, 3e et 5e jeudis du mois de 18 h à 21 h
• Athénée Libertaire
& Bibliothèque Sociale
« L'Étoile Noire »
5, rue Saint-Jean – 02000 Laon
permanence : du lundi au samedi de 10 h à 17 h.
(fermeture avancée provisoirement en raison du contexte sanitaire)

03 ALLIER
Liaison Étoile Noire
etoile-noire@fede...
https ://liaisonetoilenoire.home.blog/

04 ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE
Liaison Metchnikoff
metchnikoff@fede...

07 ARDÈCHE
Groupe d'Aubenas.
fa-groupe-daubenas@wanadoo.fr
Liaison Bookchin Nord Ardèche
bookchin@fede...

09 ARIÈGE
Liaison Ariège
ariege@fede...

12 AVEYRON
Liaison Sud-Aveyron
sud-aveyron@fede...

13 BOUCHES-DU-RHÔNE
Groupe Germinal
groupe-germinal@riseup.net
www.groupegerminal.lautre.net
Liaison La Ciotat
la-ciotat@fede...

14 CALVADOS
Groupe Germaine Berton
groupesanguinfa14@laposte.net
https ://m.facebook.com/facalvados/
https ://facaen.wordpress.com

16 CHARENTE
Liaison Charente
charente@fede...

17 CHARENTE-MARITIME
Groupe « Nous Autres »
35 allée de l'Angle, Chaucre
17190 Saint-Georges-d'Oléron
nous-autres@fede...

20 CORSE
Liaison Corsica
corse@fede...

21 CÔTE-D'OR
Groupe « La Mistoufle »
Maison des Associations
Les Voix sans Maître Boîte BB8
2, rue des Corroyeurs,
21068 Dijon Cedex
lamistoufle@fede...

22 CÔTES-D'ARMOR
Liaison Jean Souvenance
souvenance@no-log.org

23 CREUSE
Liaison Granite
http ://anarsdugranite23.eklablog.com

24 DORDOGNE
Groupe Emma Goldman Périgueux
perigueux@fede...
http ://fa-perigueux.blogspot.fr

25 DOUBS
Groupe Proudhon
c/o CESL BP 121
25014 Besançon cedex
• Librairie l'Autodidacte
5 rue Marulaz,
25000 Besançon
ouverte du mercredi au samedi de 15 h 00 à 19 h 00
groupe-proudhon@fede...

26 DRÔME
Groupe « la rue râle »
la-rue-rale@riseup.net

28 EURE-ET-LOIR
Groupe Le Raffût
fa.chartres@free.fr

29 FINISTÈRE
Groupe Le Ferment
leferment@fede...
Liaison May Piqueray
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris

30 GARD
Groupe Gard-Vaucluse
fa.30.84@gmail.com

31 HAUTE-GARONNE
Groupe Libertad de Toulouse
Le chat noir
33 rue Puget
31000 Toulouse
libertad@fede...
http ://libertad-fa.org

32 GERS
Liaison Anartiste 32
anartiste32@fede...
Liaison Henri Bouyé
henri-bouye@fede...

33 GIRONDE
Cercle Barrué
http ://cerclelibertairejb.wordpress.com
www.facebook.com/cljb33
cerclelibertairejb33@riseup.net
Groupe Nathalie Le Mel
nathalie-le-mel@fede...
Liaison Saint-Médard-en-Jalles
liaison-st-medard-en-jalles@fede...

34 HERAULT
Groupe Son of anarchy 34
sunofanarchy34@fede...

35 ILLE-ET-VILAINE
Groupe La Sociale.
c/o local « La Commune »,
17 rue de Châteaudun
35000 rennes
contact@falasociale.org
Liaison Lacinapse
liaison-lacinapse@fede...
Liaison Redon
redon@fede...

37 INDRE-ET-LOIRE
Liaison Libertalia
libertalia@fede...

42 LOIRE
Groupe Makhno
Bourse du Travail Salle
15 bis Cours Victo r Hugo
42028 Saint-Étienne cedex 1
groupe.makhno42@gmail.com

44 LOIRE-ATLANTIQUE
Liaison de Saint-Nazaire
saint-nazaire@fede...
Groupe Déjacque
dejacque@fede...

45 LOIRET
Groupe Gaston Couté
groupegastoncoute45@riseup.net

46 LOT
Liaison Figeac
figeac@fede...

50 MANCHE
Groupe Manche
famanche@riseup.net
www.facebook.com/famanche

51 MARNE
Liaison Reims
reims@federation-anarchiste

54 MEURTHE-ET-MOSELLE
Groupe Emma Goldman de Nancy
emma-goldman@fede...

56 MORBIHAN
Groupe René Lochu
c/o Maison des associations
31 rue Guillaume Le Bartz
56000 Vannes
groupe.lochu@riseup.net

57 MOSELLE
Groupe de Metz
groupedemetz@fede...
Groupe Jacques Turbin Thionville
jacques-turbin@fede...

58 NIÈVRE
Liaison Pierre Malézieux
pierre.malezieux@fede...

59 NORD
Groupe ô Rage Noire
o.rage.noire@federation...

60 OISE
Liaison Beauvais
scalp60@free.fr
Liaison anarcho-syndicaliste L'éponge noire
lepongenoire@riseup.net

62 PAS-DE-CALAIS
Groupe FAST
fast@fede...

63 PUY-DE-DÔME
Groupe Spartacus
spartacus@fede...
Liaison Combrailles
liaison.Combrailles@fede...

64 PYRENEES-ATLANTIQUES
Liaison Béarn
béarn@fede...

66 PYRÉNÉES ORIENTALES
Groupe John Cage
vente du *Monde libertaire*
au 13 El Taller Treize
13 rue Sainte-Croix
66130 Ille-sur-Tet
john-cage@fede...
Liaison Pierre-Ruff
pierre.ruff.fa66@gmail.com

67 BAS-RHIN
Liaison Bas-Rhin
liaison-bas-rhin@fede...
Groupe de Strasbourg
groupe-strasbourg@fede...

68 HAUT-RHIN
Groupe du Haut Rhin.
groupe-haut-rhin@fede...
Liaison Colmar-Maria Nikiforova
colmar@fede...
(entre Colmar et Mulhouse)

69 RHÔNE
Groupe Graine d'anar
grainedanar@fede...
https ://grainedanar.org

71 SAONE-ET-LOIRE
Liaison « La vache noire »
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris

73 SAVOIE
Groupe de Chambéry
federationanarchiste73@protonmail.com

74 HAUTE-SAVOIE
Groupe Lamotte Farinet
lamotte-farinet@fa74.org

75 PARIS
Liaison William Morris
william-morris@fede...
Groupe Salvador Segui
groupesalvadorsegui@gmail.com
Groupe Botul
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris
botul@fede...
Groupe « Commune de Paris »
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris
commune-de-paris@fede...
Groupe Louise Michel
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris
groupe-louise-michel@fede...
Groupe libertaire La Rue
Bibliothèque La Rue
10 rue Robert Planquette
75018 Paris
permanence tous les samedis de 15 h 30 à 18 h 00
gllr@fede...
Groupe La Révolte
la-revolte@fede...
Groupe Pierre Besnard
vente du *Monde libertaire*
le dimanche
de 10 h 30 à 12 h 00
place des fêtes Paris XIXe
pierre-besnard@outlook.fr
Groupe Émile Armand
e.armand@fede...
emille.armand@protonmail.com
https ://eanl.org

76 SEINE-MARITIME
Groupe de Rouen
rouen@fede...

78 YVELINES
Groupe Gaston Leval
gaston-leval@fede...

80 SOMME
Groupe Georges Morel
amiens@fede...

81 TARN
Groupe les ELAFF
elaf@fede...

84 VAUCLUSE
Groupe Gard-Vaucluse
fa.30.84@gmail.com

85 VENDÉE
Groupe Henri Laborit
henri-laborit@fede...

86 VIENNE
Liaison Poitiers
poitiers@fede...

87 HAUTE-VIENNE
Groupe Armand Beaure
armand-beaure@fede...

92 HAUTS-DE-SEINE
Groupe Fresnes-Antony
fresnes-antony@fede...

93 SEINE-SAINT-DENIS
Groupe Henri Poulaille
c/o La Dionyversité
4 Place Paul Langevin
93200 SAINT-DENIS
groupe-henry-poulaille@wanadoo.fr

94 VAL-DE-MARNE
Groupe Élisée Reclus
Publico
145 rue Amelot 75011 Paris
faivry@no-log.org

95 VAL-D'OISE
Groupe les Insurgé·e·s
liaison95@fede...

97 GUADELOUPE
Liaison Guadeloupe Caraïbes
liaison-guadeloupe-caraibes@fede...

98 NOUVELLE CALÉDONIE
Individuel Albert
nouvelle-caledonie@fede...

BELGIQUE
Groupe Ici et Maintenant
groupe-ici-et-maintenant@fede...

SUISSE
Fédération Libertaire des Montagnes (FLM)
rue du Soleil
92300 La Chaux-de-Fonds
Suisse
flm@fede...

ANGLETERRE
Liaison Coventry
liaison-coventry@fede...

FEDERATION ANARCHISTE
S'ORGANISER ET LUTTER

Le site de la Fédération anarchiste
une mine d'informations sur ces groupes, sur leurs blogs, leurs sites, leurs librairies, leurs activités
www.federation-anarchiste.org/?g=FA_Groupes

NESTOR MAKHNO

Texte : MLT & Dessins : OLT

Né le 27 octobre 1888 à Goulaï-Polé, d'une famille de paysan du sud de l'Ukraine, Nestor Makhno fréquentera peut l'école et travaillera à douze ans.

Suite à la révolution russe de 1905, il entre dans un groupe anarchiste-communiste. Arrêté sur dénonciation en 1908, il est incarcéré, condamné aux travaux forcés à perpétuité en mars 1910. Il sera libéré le 2 mars 1917, après la révolution de février.

Mars 1918,Lénine signe le traité de paix de Brest-Litovsk cédant l'Ukraine à l'Allemagne et l'Autriche.

En septembre 1918, associé à Fedir Shchus, Makhno organise la résistance armée.

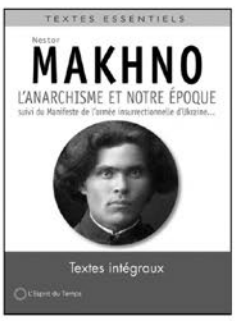
Par idéologie, afin d'amener la révolution sociale du mouvement insurrectionnel paysan (la « Makhnovtchina »), Makhno s'allie avec les bolcheviques contre les armées blanches ukrainiennes.

Après la victoire sur les nationalistes, Trotsky se retourne contre Makhno. Les principaux officiers trahis seront capturés et fusillés. Le communisme totalitaire règne seul.

Le 28 août 1921, après des mois de lutte acharnée contre l'Armée rouge, Makhno quitte l'Ukraine avec 78 partisans. D'exils en évasions, il arrive à Paris en avril 1925.

Son corps n'est que cicatrices, il travaille comme ouvrier chez Renault. Nestor Makhno meurt le 25 juillet 1934 à l'hôpital Tenon.

NESTOR MAKHNO - L'ANARCHISME ET NOTRE ÉPOQUE



« L'anarchisme, ce n'est pas seulement une doctrine qui traite de la vie sociale de l'homme, comprise dans le sens étroit que lui prêtent les dictionnaires politiques et, parfois, lors de meetings, nos orateurs propagandistes. C'est aussi un enseignement qui embrasse la vie de l'homme dans son intégralité».

Ainsi commence cette nouvelle édition de ces textes, trop souvent négligés par les penseurs d'aujourd'hui, signés du plus célèbre anarchiste ukrainien de la Révolution russe et de la terrible guerre civile qui ensanglanta la future URSS dans les années vingt.

Des textes fondateurs de la pensée politique de celui qui réussit à tenir tête à Lénine, Trotsky comme à l'armée des contre-révolutionnaires sous les ordres du général Dénikine.

Ce recueil est précédé de la vibrante nécrologie que Lucille Pelletier, célèbre militante anarchiste française écrivit en 1934 dans la revue libertaire, *La Révotution prolétarienne*, en hommage à Nestor Makhno.

<https://www.editionsdes60.com>

RETOUR AU SOMMAIRE